J.A. 1209 Genève / www.letemps.ch

LE TEMPS

CHF 4.50 / France € 4.50 LUNDI 26 FÉVRIER 2024 / N° 7858

Portrait

Pour l'ex-footballeuse Sandy Maendly, reconversion rime avec passion PAGE 20

Technologie

L'app de messagerie Signal toujours plus respectueuse de la vie privée PAGE 11

Immobilier

Le métier de courtier? Un far west helvétique. Nos invités du Lundi Finance PAGES 13 À 17

Cinéma

Aux Césars, la victoire d'«Anatomie d'une chute» de Justine Triet PAGE 19

Le Valais du ski est-il à vendre?

MONTAGNE La vente du domaine skiable de Crans-Montana à Vail Resorts sera finalisée sous peu. Ce sera la deuxième station suisse achetée par les Américains

■ Alors que les rumeurs vont bon train concernant le prochain domaine sur la liste, Vail Resorts confirme «être attentif aux opportunités» dans les Alpes

■ Une autre société américaine, Alterra Mountain Company, est également en phase d'acquisitions. Dans les deux cas, ces groupes visent la rentabilité

■ Le ministre Christophe Darbellay déplorerait la perte de contrôle d'infrastructures «essentielles au développement économique et touristique» valaisan

●●● PAGES 2, 3

ÉDITORIAL

Les Américains, Père Noël des stations suisses

GRÉGOIRE BAUR
𝕏 @GregBaur

Les montants sont colossaux. En 2022, Vail Resorts a déboursé 149 millions de francs pour mettre la main sur les remontées mécaniques d'Andermatt-Sedrun. Une année plus tard, le géant américain du ski délie à nouveau sa bourse pour s'offrir le domaine skiable de Crans-Montana. Montant de la transaction: quelque 118 millions. Et cette question désormais: qui sera le prochain? Car Vail Resorts cherche à se développer en Europe et ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Son concurrent direct, Alterra Mountain Company, américain lui aussi, pourrait également se mêler à la danse.

Les dollars risquent ainsi de pleuvoir sur les stations helvétiques, tant la force de frappe de ces grands groupes américains semble sans limite – ou alors elle se chiffre en milliards. Face à des offres qui, comme à Crans-Montana, pourraient dépasser l'entendement, les actionnaires locaux sauront-ils dire non? L'ancrage territorial et l'attachement à nos domaines skiables – véritables objets du patrimoine helvétique – pèseront-ils dans la balance? Poser la question, c'est y répondre.

L'Arc alpin n'a jamais fait face à une telle puissance financière

S'il a vu tout au long de son histoire des étrangers investir dans son développement, l'Arc alpin, berceau des sports d'hiver, n'a jamais fait face à une telle puissance financière. Le moment est donc charnière pour le ski suisse et, plus largement, européen, qui pourrait devenir une sorte d'enclave américaine. Alors, calamité ou bénédiction?

A Crans-Montana, les difficultés rencontrées avec l'ancien propriétaire tchèque ont tellement traumatisé que les Américains sont accueillis en héros. Mais qu'en est-il à Andermatt, où Vail Resorts a promis des investissements dépassant les 100 millions? Si certains restaurateurs, propriétaires de magasins de sport ou écoles de ski craignent la concurrence américaine, la majorité des habitants sont satisfaits de l'arrivée du numéro un mondial du ski dans leur région. Certains n'hésitent pas à parler de «Père Noël américain». Et ce Santa Claus pourrait bien rendre les stations suisses un peu plus pérennes, à l'heure où la pratique du ski est toujours plus remise en question. ▬

La colère des paysans a fait des étincelles

REVENDICATIONS Des feux ont été allumés samedi en Suisse romande pour appeler à la solidarité avec les agriculteurs. Ces derniers fustigent les conditions de travail, la rémunération insuffisante ou encore la charge administrative, jugée démesurée. *(BERNEX, GENÈVE, 24 FÉVRIER 2024/SALVATORE DI NOLFI/KEYSTONE)*

●●● PAGE 7

Marcel Dettling, premier de parti

UDC Le conseiller national de 43 ans s'apprête à prendre les rênes du premier parti du pays. *Le Temps* a rencontré ce sympathique agriculteur sur ses terres des Préalpes schwytzoises. S'il ne fait pas parti du premier cercle de Christoph Blocher, Marcel Dettling mise sur les fondamentaux de la droite souverainiste: immigration restreinte au maximum, impôts réduits au minimum et aucun rapprochement avec l'Union européenne. Il a déjà créé la controverse en parlant des effets positifs du changement climatique sur l'agriculture. Social et jovial, mais dur politiquement et tranché dans ses idées, le futur président de l'UDC présente un profil assez classique. ●●● PAGE 6

Servette au révélateur du modèle bernois

SPORT Genève-Servette et le Servette FC ont affronté ce week-end ce qui se fait de mieux en hockey et en football

■ A Berne, le soutien populaire est massif. Le CP Berne et les Young Boys ont les meilleures affluences du pays

■ Avec leur force commerciale, les clubs de la capitale se sont donné les moyens de jouer les premiers rôles sur le long terme

●●● PAGE 18

«Pas d'aide pour l'ennemi»

PROCHE-ORIENT Au poste frontalier aride et poussiéreux de Nitzana – entre Israël et l'Egypte –, une petite centaine d'Israéliens bloquent le passage des camions d'aide humanitaire pour les Gazaouis sous l'œil complice des militaires de Tsahal. Depuis cinq semaines, ce groupe, Tzav 9 – référence au code d'alerte «Tzav 8» pour mobiliser les soldats de réserve – se mobilise presque tous les jours. Pour ces militants, leur action n'est qu'un levier et une participation à l'effort de guerre, convaincus que le ravitaillement est détourné par le Hamas: «Nous sommes littéralement en train d'approvisionner notre ennemi. C'est stupide et même immoral.» Fin décembre, l'ONG Human Rights Watch avait indiqué que «la famine des civils comme technique de guerre dans la bande de Gaza occupée constitue un crime de guerre». ●●● PAGE 4

LE TEMPS
Avenue du Bouchet 2
1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50

www.letempsarchives.ch
Collections historiques intégrales: Journal de Genève, Gazette de Lausanne et Le Nouveau Quotidien.

INDEX

Avis de décès 10
Impressum 10
Toute la météo 11
Bourses et changes 12

SERVICE ABONNÉS:
www.letemps.ch/abos
022 539 10 75

9 771423 396001 10009

Les stations valaisannes, objets de convoitise

MONTAGNE Après les achats des domaines skiables d'Andermatt-Sedrun et Crans-Montana, Vail Resorts aurait des vues sur Verbier, selon les rumeurs. Et il n'est pas le seul géant américain à s'intéresser au monde du ski européen. Vit-on le début d'une ère internationale pour les remontées mécaniques suisses?

GRÉGOIRE BAUR
𝕏 @GregBaur

Sous le soleil de Crans-Montana, Lara Gut-Behrami et Jasmine Flury viennent d'offrir un doublé à la Suisse, lors de la première des trois courses de Coupe du monde de ski alpin du week-end. Les sponsors et les VIP se dirigent vers la tente qui leur est réservée pour le repas de midi. Parmi eux, casquette marine vissée sur la tête, habits de ski sombres et baskets suisses aux pieds, un homme passe quasiment inaperçu. Même dans la zone réservée aux médias, la majorité des journalistes ne sait pas de qui il s'agit. L'accent américain trahit toutefois son origine. Mike Goar est le représentant de Vail Resorts en Suisse et s'apprête à remplacer Radovan Vitek en tant qu'homme fort de la station. Dans les semaines qui viennent, les derniers détails seront réglés et la vente du domaine skiable par CPI Property Group, la holding du milliardaire tchèque, sera finalisée. Le «Stars and Stripes» flottera sur Crans-Montana.

La station du Haut-Plateau deviendra ainsi le quarantième domaine skiable du géant américain, principalement implanté en Amérique du Nord, avec 36 stations. Elle sera la deuxième à appartenir à Vail Resorts en Suisse, le groupe détenant déjà la majorité des parts des remontées mécaniques d'Andermatt-Sedrun, à cheval entre Uri et les Grisons, depuis août 2022. Ces deux acquisitions devraient être les premières d'une longue série. Depuis plusieurs années, Vail Resorts ne cache en effet pas sa volonté de s'étendre à l'international, ciblant particulièrement les Alpes. Et les rumeurs vont bon train. Dernière en date: un fort intérêt pour les remontées mécaniques de Verbier. Il y a deux semaines, *Le Matin Dimanche* a dévoilé une lettre anonyme envoyée fin janvier à de riches propriétaires de chalets de la station bagnarde, annonçant une opération de rachat de TéléVerbier qui pourrait arriver «à très court terme».

Au cœur des rumeurs qui agitent la station huppée, Christian Burrus, qui détient avec sa famille plus de 30% du capital de la société, dément. «Je n'ai aucune discussion en cours avec Vail Resorts ou qui que ce soit d'autre pour vendre mes actions», a-t-il assuré à l'hebdomadaire dominical. Insuffisant pour couper court aux rumeurs. En Valais, les discussions continuent de se multiplier autour de cette hypothétique transaction. Dans le monde du ski, tout le monde y va de son pronostic. D'aucuns ne peuvent imaginer que cette acquisition se fasse, alors que d'autres laissent sous-entendre que le deal serait à bout touchant. Et forcément, le sujet s'est incrusté dans de nombreuses discussions lors du week-end de Coupe du monde à Crans-Montana. L'occasion pour nous d'approcher Mike Goar.

Duel américano-américain

Le futur président des Remontées mécaniques de Crans-Montana (CMA) sourit lorsqu'on évoque le domaine skiable de Verbier. «C'est une rumeur comme on en entend souvent. Si ce n'est pas Verbier, ce sont d'autres stations», souligne-t-il. Il n'en dira pas plus à ce sujet. Mais il ne cache pas la volonté de Vail Resorts de s'étendre dans les Alpes. «J'espère et je pense que nous ferons d'autres acquisitions en Europe. Nous sommes attentifs aux opportunités lorsqu'il y en a, mais cela prend du temps et n'arrive pas souvent. Nous n'avons pas d'objectif concernant un nombre de stations à atteindre ou des domaines skiables spécifiques que nous ciblons. Nous analysons simplement les opportunités lorsqu'elles se présentent.»

Un impératif toutefois: Vail Resorts s'intéresse à des domaines où le groupe peut mettre la main sur la majorité de l'actionnariat. Et les possibilités financières du géant américain pour le faire semblent sans limite. Le montant alloué aux acquisitions dépasse le milliard de francs. Mais Vail Resorts n'est pas seul sur le marché. Alterra Mountain Company, son concurrent direct également américain, a annoncé fin janvier avoir levé 3 milliards de dollars pour poursuivre son développement, ce qui devrait également passer par de nouvelles acquisitions.

«Des représentants d'Alterra ont fait une tournée en Europe ces derniers mois pour discuter des opportunités… Il n'y a pas de fumée sans feu», nous glisse un acteur bien informé. Et d'ajouter: «Ça va être le concours de celui qui pisse le plus loin. Il devrait y avoir une compétition concernant les acquisitions de domaines skiables.» Le marché américain étant saturé, l'Europe et la Suisse devraient dès lors devenir le cœur de ce duel américano-américain. Alors, se dirige-t-on vers une course à la surenchère? Les Alpes suisses sont-elles à vendre?

Si le sujet fait autant parler de lui, c'est que les domaines skiables sont de véritables icônes du patrimoine helvétique. «Il y a un côté symbolique. L'attachement fort à ces sociétés va au-delà de l'aspect purement économique, des gens de la région ayant souvent participé à leur développement ou travaillé pour elles. Cette proximité affective explique que leur vente ou potentielle vente passe moins inaperçue que lorsqu'on parle d'immobilier ou de société comme Alusuisse ou Lonza», indique Christophe Clivaz, professeur à l'Institut de géographie et durabilité de l'Université de Lausanne, spécialisé dans l'étude du tourisme alpin.

Les investisseurs étrangers, présents depuis toujours

Mais cela ne veut pas dire que l'attrait des étrangers pour nos montagnes soit nouveau. «Cette réalité est liée à la naissance même du tourisme dans les Alpes. Ce sont les Anglais qui l'ont développé, à travers des hôtels, mais aussi le golf ou le ski», rappelle celui qui est aussi conseiller national écologiste. Précisant toutefois que cela s'est fait «en partenariat avec des locaux, qui conservaient ainsi une certaine maîtrise.» Puis, au fil des décennies, certains amoureux des Alpes, attachés à leur région d'adoption ont également investi dans des domaines skiables, sous une forme proche du mécénat. Si Vail Resorts n'est donc pas le premier acteur international à venir en Suisse, l'arrivée du géant américain vise avant tout un objectif: la rentabilité. En ce sens, il se rapproche de la Compagnie des Alpes (CDA), une entreprise française, filiale de la Caisse des dépôts et consignations. Au tournant du siècle, elle prend des parts dans TéléVerbier (20%) et Saas-Fee (41%) qu'elle finira par revendre en 2009.

> «J'espère et je pense que nous ferons d'autres acquisitions en Europe»
>
> MIKE GOAR, FUTUR PRÉSIDENT DES REMONTÉES MÉCANIQUES DE CRANS-MONTANA

Au début des années 2000, les deux stations ne sont pas les seules dans le viseur de la société française, qui s'intéresse aussi à Zermatt et Crans-Montana, qui font toutes deux face à des difficultés. Premier président de CMA, Jérémie Robyr avait imaginé ce qu'il considère, aujourd'hui encore, comme une solution idéale pour la société: 40% pour les communes, 40% pour un actionnaire privé et 20% pour le grand public. «Cela garantissait aux communes une minorité de blocage», indique-t-il. La Compagnie des Alpes était donc l'investisseur privé devant acquérir 40% des parts. «CMA devenant une société importante, il fallait un professionnel du ski pour la gérer», appuie Jérémie Robyr. Mais l'accord n'aura jamais lieu. Et ce pour deux raisons. «Les communes ne voulaient pas racheter les parkings, condition posée par la CDA pour devenir actionnaire, et il y avait un manque d'enthousiasme local quant à l'arrivée d'un acteur étranger», détaille l'homme aujourd'hui retraité.

«L'arrivée de Vail Resorts est providentielle»

Comment ne pas y voir une similitude avec l'achat de CMA par Vail Resorts, le numéro 1 mondial du ski, qui a posé la même condition concernant les parkings (cette fois-ci acceptée par les autorités locales)? Seule différence, de taille: une fois la vente finalisée, le groupe américain détiendra près de 85% du capital-actions de la société. Si l'accord qui ne s'est pas concrétisé en 2000 s'est fait en 2024, c'est que les mentalités ont changé. Mais aussi que la dernière décennie n'a pas été de tout repos sur le Haut-Plateau. En 2013, le milliardaire tchèque Radovan Vitek acquiert 10% de la société. Mais, à force d'augmentations de capital et d'achats d'actions appartenant aux familles de la région, il devient rapidement l'actionnaire ultra-majoritaire de CMA. Or, les relations qu'il entretient avec les autorités locales n'ont jamais été au beau fixe. Point d'orgue de ces relations tumultueuses: la fermeture du domaine skiable, en avril

A Crans-Montana, les années conflictuelles ont favorisé – pour ne pas dire imposé – le rachat par l'américain Vail Resorts, devenu bénédiction. *(PHOTO DE GAUCHE: 23 FÉVRIER 2023; PHOTO DE DROITE: 30 NOVEMBRE 2023/ JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)*

Mike Goar, représentant de Vail Resorts en Suisse, s'apprête à remplacer Radovan Vitek en tant qu'homme fort de la station de Crans-Montana. *(CRANS-MONTANA, 30 NOVEMBRE 2023/JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)*

2018, en plein boom des vacances de Pâques et alors que la station est remplie de touristes, en raison d'un conflit financier avec les trois communes de Crans-Montana, Icogne et Lens.

Six ans et un nouvel actionnaire majoritaire plus tard, les relations sont apaisées. Dans l'aire d'arrivée des courses de Coupe du monde, Nicolas Féraud discute durant quelques minutes avec Mike Goar. Le président de Crans-Montana a le sourire. «L'arrivée de Vail Resorts est providentielle. Le rachat de CMA était absolument nécessaire. Avec les anciens propriétaires, il n'y avait pas de stratégie ou alors une nouvelle tous les jours. Et aucune d'elles ne se terminaient comme prévu. Vail Resorts va apporter ses compétences, mais aussi son expérience et une stratégie», se réjouit l'élu libéral-radical. Loin d'être en difficultés financières, les communes du Haut-Plateau n'auraient-elles pas pu se positionner pour ramener en mains locales l'un des poumons économiques de la région? «On ne pouvait pas s'aligner. On gère et dépense de l'argent public. Il aurait été impossible pour nous de justifier l'achat du domaine skiable à près de trois fois sa valeur, selon nos estimations», répond Nicolas Féraud. Car, pour mettre la main sur les remontées mécaniques, mais aussi onze restaurants, trois magasins de sport et une école de ski, Vail Resorts a déboursé quelque 118 millions de francs, alors que les autorités avaient estimé le domaine skiable uniquement à environ 35 millions.

Un abo multi-station demande plus de domaines

Nicolas Féraud imagine volontiers que si la station du Haut-Plateau est la seconde destination à tomber dans l'escarcelle de Vail Resorts, après Andermatt-Sedrun, elle ne sera pas la dernière. «Leur objectif est d'augmenter les ventes de leur Epic Pass [un abonnement qui permet de skier dans toutes les stations du groupe, à travers le monde, dont le prix de base est de 909 dollars, ndlr] et peut-être d'en créer un spécialement pour l'Europe», analyse le président de Crans-Montana.

L'Epic Pass de Vail Resorts ne se résume en effet pas à un seul abonnement général, le groupe en propose une trentaine de variantes, donnant accès à plus ou moins de stations et offrant différents avantages. Et parmi ces abonnements, il y en a un dédié uniquement à l'Australie, pays où le groupe américain détient trois domaines skiables. «Vail Resorts a acheté trois des plus grosses stations d'Australie, qui en compte en tout une vingtaine. Cela fait donc du sens de créer un abonnement spécial, puisqu'il permet de drainer suffisamment de skieurs. Avec deux domaines skiables sur les quelque 200 que compte la Suisse, cela ne suffit pas pour créer un abonnement multi-station. Leur présence dans les Alpes n'est donc pas suffisante», analyse Laurent Vanat, consultant spécialisé dans le monde du ski, basé à Genève.

Une fois le rachat de CMA finalisé, Vail Resorts devrait donc poursuivre ses acquisitions dans les Alpes. Laurent Vanat imagine que les stations que devrait cibler en priorité le groupe américain sont celles dont la fréquentation avoisine ou dépasse le million de journées-skieurs. «Mais s'ils veulent une quinzaine ou une vingtaine de stations en Suisse, il faut baisser ce seuil à 500 000 journées-skieurs. Et donc acheter tous les domaines qui dépassent cette limite, puisqu'il y en a 16», détaille-t-il. Tout simplement inimaginable au vu de la composition de l'actionnariat de nombreuses stations.

Mais dans le lot, certaines pourraient être des cibles parfaites. Et les rumeurs ne cessent de croître autour de domaines qui, comme Andermatt-Sedrun et Crans-Montana, sont entre les mains d'un actionnaire majoritaire. «Les noms qui circulent sont ceux de Saas-Fee et Savognin, dans les Grisons, deux domaines appartenant au groupe autrichien Schröcksnadel, mais aussi celui de Laax, propriété de Reto Gurtner», glisse notre acteur bien informé, toujours sous le couvert de l'anonymat. Qui ajoute: «On entend évidemment aussi le nom des 4 Vallées.»

Des actionnaires locaux prêts à vendre?

Demeure cette question: les actionnaires de ces stations ont-ils envie de vendre leur domaine skiable? A Crans-Montana, les années conflictuelles ont favorisé – pour ne pas dire imposé – le rachat, devenu bénédiction. Mais une telle situation est unique en Suisse. Reste que le montant très élevé déboursé par Vail Resorts pour mettre la main sur CMA – que plusieurs interlocuteurs jugent astronomique, voire inexplicable – pourrait donner des idées, selon Christophe Clivaz. «Les remontées mécaniques ne sont pas un secteur très profitable. Si des grands groupes, comme Vail Resorts, proposent plus que ce que valent les domaines, cela pourrait titiller fortement certains actionnaires», estime le professeur spécialisé dans l'étude du tourisme alpin.

Pour le savoir, autant aller poser directement la question à l'un des principaux intéressés. Rendez-vous est pris avec Jean-Marie Fournier, actionnaire majoritaire des Remontées mécaniques de Nendaz-Veysonnaz, qui se situent au cœur des 4 Vallées. «Les domaines skiables font partie du patrimoine de notre pays, appuie-t-il d'entrée de jeu. Le ski est une activité qui a été initiée par des gens d'ici. Dans le but de se maintenir chez eux, ils ont créé une vie économique à la montagne. Aujourd'hui , cette dernière et son économie sont durement attaquées par le trend politique et un nombre de procédures hallucinantes d'inutilité, et cela sera pire avec la nouvelle Constitution cantonale soumise à votation. Il faut aussi prendre cela en considération.» Si cet ancrage local entre dans la balance, Jean-Marie Fournier précise tout de même qu'il est «attentif à ce qu'il se passe» et que s'il devait être approché, il prendrait le temps de la réflexion. Les dollars venus du Colorado pèseraient-ils alors plus lourd que l'attachement à la terre? S'il esquisse un sourire, il ne répondra pas à cette question.

> «Les noms qui circulent sont ceux de Saas-Fee et Savognin, dans les Grisons, mais aussi celui de Laax»
>
> UN ACTEUR BIEN INFORMÉ

A Nendaz-Veysonnaz, comme dans de nombreuses stations suisses, l'ancrage local demeure fort aujourd'hui. Mais cela sera-t-il toujours le cas dans les stations rachetées par des géants américains du ski? «C'est toute la question, rétorque Christophe Clivaz. Les nouveaux actionnaires auront-ils la capacité d'être à l'écoute des demandes qui ne sont pas intéressantes pour eux mais importantes pour la destination? Seront-ils sensibles à tout l'écosystème qui vit autour et grâce aux remontées mécaniques?» A Crans-Montana, Vail Resorts y a semble-t-il apporté un élément de réponse, en exprimant le vœu de travailler avec les acteurs politiques et touristiques locaux. Un souhait matérialisé par la présence de Nicolas Féraud au sein du futur conseil d'administration de CMA.

«Une bonne nouvelle et une forme d'inquiétude»

Mi-février, dans le hall des départs de l'aéroport de Sion, Christophe Darbellay, ministre valaisan chargé de l'Economie, vient de terminer la conférence de presse dévoilant la stratégie imaginée pour l'avenir de l'infrastructure. Certains détenteurs internationaux de l'Epic Pass transiteront-ils par le tarmac sédunois pour profiter des pistes de Crans-Montana? Trop tôt pour le dire. En contact étroit avec les représentants de Vail Resorts, lors des négociations en vue du rachat de CMA, le conseiller d'Etat centriste voit dans l'arrivée des géants américains du ski en Suisse, à la fois «une bonne nouvelle et une forme d'inquiétude». «Cela prouve qu'il y a un avenir dans ce secteur. Mais désormais, tout ou presque se décidera au Colorado. Il faudra s'y faire, travailler avec ces nouveaux partenaires.»

Christophe Darbellay se refuse toutefois à parler d'un Valais du ski qui serait à vendre. «Il y a de nombreuses sociétés qui intéressent surtout les collectivités publiques locales, qui tiennent au maintien de l'activité touristique et de sports d'hiver dans leur région», appuie-t-il. S'il reconnaît que quelques grandes sociétés peuvent attirer des capitaux internationaux, il espère toutefois «que les autorités locales auront à cœur de garder la maîtrise des remontées mécaniques dans leur giron. Personnellement, je déplorerais de constater la perte générale de contrôle sur des grosses infrastructures qui sont essentielles au développement économique et touristique de nos régions.» Une chose est cependant sûre pour le ministre: «Zermatt ne sera jamais vendue, parce que là-haut, l'actionnariat est équilibré entre des grandes familles du village, la bourgeoisie et la commune.»

Présent à l'aéroport de Sion pour la conférence de presse, Daniel Luggen partage l'avis de Christophe Darbellay. Mais le directeur de Zermatt Tourisme assure que maintenir la situation actuelle demande un travail de tous les instants. «Même Zermatt doit travailler, tous les jours, pour ne pas se retrouver face au danger de devoir vendre une partie des actions, qui se retrouveraient dans des mains que l'on ne peut plus contrôler.» Daniel Luggen rappelle que les remontées mécaniques sont le moteur des stations et qu'autour d'elles de nombreux secteurs, de l'hôtellerie aux écoles de ski, en dépendent. Il ose d'ailleurs une comparaison avec l'agriculture, lui qui détient des vaches de la race d'Hérens. «Si on vend la vache au lieu de vendre le lait, on n'a plus aucune influence sur elle et c'est quelqu'un d'autre qui empochera l'argent du lait.» ▬

«L'essentiel, pour nous, c'est de bloquer»

PROCHE-ORIENT Depuis fin janvier, une poignée de militants israéliens s'indignent de l'entrée de l'aide humanitaire à Gaza, persuadés qu'elle est détournée par le Hamas. A Nitzana, à la frontière égyptienne, leur seule présence ralentit l'inspection des poids lourds

Au poste frontière de Nitzana, des manifestants israéliens bloquent un terminal, ralentissant le flux des camions d'aide humanitaire en attente avant de poursuivre leur route vers la bande de Gaza. *(14 ET 18 FÉVRIER 2024/GIL COHEN-MAGEN/AFP/OHAD ZWIGENBERG/AP*

ALICE FROUSSARD, NITZANA
𝕏 @alicefrsd

REPORTAGE

C'est devenu un rituel: le haut-parleur, les chaises de camping, les bouteilles d'eau, la table en plastique. Quelques nattes sont étalées sur le sol, des jeunes avec des kippas tricotées dorment sur des matelas de fortune et d'autres tiennent leur drapeau israélien à l'épaule. De loin, on dirait presque un pique-nique géant, si on oublie le terre-plein fait de blocs de béton et la triple couche de barbelés. Devant cette petite centaine d'Israéliens, réunis au poste frontalier de Nitzana – entre Israël et l'Egypte –, l'énorme porte grillagée vient d'être fermée quelques minutes plus tôt par de jeunes soldats, sous les applaudissements enjoués des manifestants.

«C'est par ici qu'arrivent les camions d'aide humanitaire, avant d'être inspectés là-bas pour entrer à Gaza», explique Rachel Touitou, l'une des organisatrices, pointant du doigt un entrepôt barricadé côté israélien. «Nous, on est là, au milieu du passage: on joue aux cartes, on échange, on chante. Ce n'est pas une manifestation violente comme on pourrait l'imaginer. Il y a des gens venus de tout le pays, de tous bords politiques, des très religieux comme des laïcs, poursuit la jeune israélienne de 32 ans. Au fond, l'essentiel pour notre groupe, c'est juste de bloquer.» Et ils y parviennent: par leur seule présence, aucun véhicule n'entre via ce terminal, ralentissant naturellement le flux habituel des camions d'aide humanitaire pouvant accéder à la bande de Gaza.

Complicité des soldats

Pour tous, il fallait un peu de motivation, mais surtout beaucoup de temps libre. Le rendez-vous avait été donné tôt le matin à une station-service à une heure de la frontière pour arriver en convoi: quelques indications – le trajet, le comportement à adopter avec les forces de l'ordre – puis la petite dizaine de voitures s'engouffrent dans un décor aux airs de paysage lunaire où se succèdent des fermes, des bases militaires aux chars parfaitement alignés et quelques villages bédouins non reconnus par Israël. Seulement deux heures de voiture de Tel-Aviv et déjà cette impression d'être à l'extrémité du pays.

Depuis cinq semaines, ce groupe, Tzav 9 – référence au fameux code d'alerte «Tzav 8» pour mobiliser les soldats de réserve dans une situation exceptionnelle – est sur le front presque tous les jours. Tout avait commencé fin janvier, à Kerem Shalom – ce point de passage de marchandises entre Israël et Gaza – où les militants, en force, se jetaient sur les camions pour leur couper la route, avant qu'ils n'entrent dans la bande de Gaza, ravagée par la guerre. Quelques échauffourées et une dizaine d'arrestations plus tard, tous ont été délogés par l'armée, qui a déclaré la zone militaire après plusieurs jours de manifestations. Cette poignée d'Israéliens s'est alors rabattue vers Nitzana, une zone militaire également mais où les soldats détournent davantage le regard. «Nous n'avons pas vraiment reçu l'ordre de les faire partir, nous ne sommes là que pour protéger la frontière s'ils s'approchent trop», confirme à demi-mot une jeune soldate israélienne en uniforme.

Cet endroit aride et poussiéreux, où flottent deux drapeaux égyptiens derrière les couches de grillages, Moshe Salama le connaît surtout car sa fille y a fait son service militaire. Ce guide touristique de 53 ans, bob vissé sur la tête, est venu pour la première fois de Jérusalem dans un bus affrété par les organisateurs, parce que «la guerre, c'est la guerre». «Le simple fait de penser que toute cette aide humanitaire ira au Hamas a suffi à me convaincre: nous sommes littéralement en train d'approvisionner notre ennemi. C'est stupide et même immoral», assène-t-il, levant les yeux au ciel.

«Pas d'aide pour l'ennemi»

Si l'UNRWA (l'agence des Nations unies pour les réfugiés palestiniens) dément et évoque des procédures strictes concernant l'acheminement de l'aide humanitaire, c'est la conviction de tous ces manifestants: celle d'un approvisionnement «détourné» par le mouvement islamiste, qui s'approprierait les sacs de farine, de riz, d'eau, les médicaments ou encore le carburant destinés à la population civile.

«Il y a eu des vidéos qui montraient que le Hamas tirait sur les camions pour les accaparer, et même des chauffeurs ont été attaqués. Entre 60 et 70% de cette aide reste entre leurs mains et Israël a même trouvé des gilets pare-balles et des casques dans les camions, ce n'est pas ça de l'assistance humanitaire», croit savoir Michael Raskas, un habitant de Ra'anana, ici pour la huitième fois, pancarte «Pas d'aide pour l'ennemi» aux pieds. «Si plus rien n'entre à Gaza, on pourrait en finir avec cette guerre en quelques semaines», poursuit cet Israélo-Américain.

«La famine des civils comme technique de guerre dans la bande de Gaza occupée constitue un crime de guerre», avait déjà indiqué fin décembre l'ONG Human Rights Watch. Mais «si cela dure depuis des mois, c'est aussi parce que le monde entier fait pression pour que l'aide soit acheminée, estime Michael. Dans quelle autre guerre avez-vous vu un belligérant nourrir son ennemi? En Afghanistan, les Américains n'ont jamais envoyé d'aide aux talibans.»

> «Dans quelle autre guerre avez-vous vu un belligérant nourrir son ennemi? Les Américains n'ont jamais envoyé d'aide aux talibans»
>
> MICHAEL RASKAS, MILITANT ISRAÉLO-AMÉRICAIN

Pour cette frange de la population, le blocage de l'aide n'est vu que comme un levier et une participation à l'effort de guerre. «Le Hamas ne libérera pas nos otages par bonté d'âme», affirme Nili Kupfer-Naouri, avocate franco-israélienne connue pour ses positions nationalistes et présidente de l'association Israel Is Forever. Drapeau israélien au bras, elle ne voit qu'une solution: «la victoire» ne peut que passer par la force. «Nous ne pouvons pas organiser des pourparlers avec des terroristes.» Tous n'ont pas ses positions, mais d'après un sondage cette semaine du Israeli Democracy Institute, 68% des Israéliens estiment que l'aide humanitaire ne devrait pas entrer à Gaza si les otages ne sont pas relâchés. L'organisatrice, Rachel Touitou nous l'assure: le père d'un otage est présent, sorte de geste de désespoir. Son fils est un soldat, il sait qu'il ne sortira pas de sitôt, même en cas d'accord entre Israël et le Hamas, alors que faire? Il ne s'exprimera pas plus, par crainte des représailles.

Pression sur Netanyahou

Des manifestants entament une prière collective. Certains jeunes escaladent les bunkers où se trouvent les soldats, d'autres collent des autocollants sur des pans de mur. Pieds nus, une jeune Israélienne, tout sourire, distribue des dattes. Elle se décrit comme «moins radicale que les autres et confuse» sur ce qu'elle doit penser de ces blocages à cause de «tous ceux qui n'auront pas à manger». Mais elle tenait à être sur place, «en soutien à son pays, et surtout, pour tous les otages». D'après plusieurs responsables israéliens, le Hamas «serait prêt à faire des concessions». Les pourparlers tenus à Paris, vendredi, semblent avoir abouti à un terrain d'entente: une trêve de six semaines, un retrait de l'armée israélienne des zones densément peuplées en échange de la libération de 35 à 40 otages.

On estime pour le moment – sur les 240 civils et militaires enlevés le 7 octobre par le Hamas – qu'ils sont encore 130 retenus dans la bande de Gaza. Certains, en famille: à l'image de la famille Bibas, une mère et deux enfants dont un bébé, Kfir, qui n'avait pas 9 mois lors de son enlèvement. Mais tous ne sont pas en vie.

Donner la priorité à la guerre et à la sécurité d'Israël ou aux négociations avec le Hamas? C'est sur cette question, épineuse, que les proches de la centaine de personnes encore séquestrées dans la bande de Gaza se divisent depuis des semaines. «Toutes les discussions dans la presse, toutes ces rumeurs, pour moi, ce n'est même pas important. Ce que nous voulons, c'est un accord immédiat», explique Avira Meir, l'oncle de l'otage Almog Meir Jan. Lui n'est pas à Nitzana: il se mobilise presque tous les jours à Jérusalem, rue Balfour, devant la résidence du premier ministre Benyamin Netanyahou où a été installée une petite tente. «Plus de trois mois ont passé depuis le dernier accord. C'est beaucoup trop long, poursuit-il, les traits tirés, la mine déconfite. Il faut bien plus de pression sur notre gouvernement. Et surtout, sur l'entièreté de la communauté internationale.» ■

SUR LE FIL

■ **Israël a promis de lancer une offensive terrestre sur la ville surpeuplée de Rafah** malgré les négociations en cours pour parvenir à une nouvelle trêve dans la guerre contre le Hamas. Près de 1,5 million de civils sont massés dans cette ville, selon l'ONU. Une offensive sur Rafah – où les civils sont piégés contre la frontière fermée avec l'Egypte – ne serait que «retardée» si une trêve était conclue, a déclaré hier le premier ministre israélien Benyamin Netanyahou, sur la chaîne américaine CBS. Avec une opération à Rafah, Israël sera «à quelques semaines» d'une «victoire totale» sur le mouvement islamiste, a-t-il affirmé. Alors que les pourparlers se poursuivent au Qatar, les combats entre l'armée israélienne et le Hamas font rage notamment dans la ville en ruines de Khan Younès, à quelques kilomètres au nord de Rafah. Le Ministère de la santé du Hamas a dénombré 86 morts en vingt-quatre heures à travers le territoire palestinien. ATS

■ **Une famine peut encore être «évitée» à Gaza** si Israël permet aux agences humanitaires d'y faire rentrer plus d'aide, a plaidé hier le chef de l'agence de l'ONU pour les réfugiés palestiniens (UNRWA), Philippe Lazzarini. Selon l'ONU, 2,2 millions de personnes, soit l'immense majorité de la population, sont menacées de famine dans la bande de Gaza assiégée par Israël. Et ces graves pénuries pourraient entraîner une «explosion» de la mortalité infantile dans le nord du territoire, où un enfant de moins de deux ans sur six est victime de malnutrition aiguë. Des Palestiniens de Gaza ont confié ces derniers jours à l'AFP être forcés de manger des feuilles, du fourrage pour le bétail, voire d'abattre des animaux de trait pour se nourrir. Avant la guerre, environ 500 camions par jour entraient avec des denrées diverses dans la bande de Gaza. Depuis le 7 octobre, ce nombre dépasse rarement les 200, selon l'ONU. ATS

■ **Israël a menacé dimanche de se retirer du concours Eurovision** de cette année si les organisateurs refusaient les paroles de sa chanson «Pluie d'octobre», qui évoque l'attaque sanglante du Hamas, en les considérant comme trop politiques. Cet avertissement intervient alors que les organisateurs du concours ont confirmé ces derniers jours la participation d'Israël malgré les appels à le bannir lancés par plusieurs pays pour protester contre la guerre à Gaza. Par ailleurs, le roi Abdallah II de Jordanie, lors d'une réunion à Amman avec le président palestinien, Mahmoud Abbas, a mis en garde dimanche contre une guerre régionale plus large si Israël poursuit sa campagne militaire dans la bande de Gaza pendant le ramadan, mois saint des musulmans qui doit débuter le 10 ou 11 mars. Cela ferait grandir «la menace d'une extension du conflit», a-t-il estimé, selon l'agence officielle jordanienne Petra. AFP

«La victoire de l'Ukraine dépend de vous»

GUERRE Deux ans jour pour jour après le début de l'invasion russe, Kiev a rappelé ses alliés occidentaux à leurs engagements et les a exhorté à envoyer armes et munitions pour éviter encore davantage de pertes humaines

AFP/ATS/LT

La victoire de l'Ukraine face à la Russie «dépend de vous», a martelé le président ukrainien Volodymyr Zelensky dimanche en s'adressant à ses alliés occidentaux. Il a aussi déclaré que 31 000 militaires ukrainiens ont été tués depuis le début de la guerre avec la Russie.

Il s'agit du premier bilan officiel des pertes militaires de l'Ukraine. «Trente et un mille soldats ukrainiens sont morts dans cette guerre. Pas 300 000, ni 150 000, comme le disent Poutine et son cercle de menteurs. Mais chacune de ces pertes est une grande perte pour nous», a-t-il dit lors d'une conférence de presse tenue à l'occasion des deux ans de l'invasion russe.

La moitié des armes occidentales promises à Kiev sont livrées avec du retard, a regretté de son côté le ministre ukrainien de la Défense. «Cinquante pour cent de (ces) engagements ne sont pas livrés dans les temps», a déclaré Roustem Oumerov. A cause de ces retards, «nous perdons des gens, nous perdons des territoires».

Les yeux tournés vers le Congrès américain

Les alliés occidentaux, dont le soutien est essentiel pour Kiev, rechignent ces derniers mois à valider de nouvelles enveloppes budgétaires. Une aide de 60 milliards de dollars est bloquée au Congrès américain, retenue par des divisions entre républicains et démocrates, et celle de l'Union européenne a pris du retard, même si elle a finalement été validée en février.

Malgré ces signaux inquiétants, le premier ministre ukrainien Denys Chmyhal s'est dit persuadé que les Etats-Unis «n'abandonneront pas» Kiev face à la Russie et finiront par approuver l'aide.

Le président ukrainien a aussi dit être «sûr» que le Congrès américain finirait par approuver l'enveloppe d'aide tant attendue. «La question de savoir si l'Ukraine perdra, si la situation sera très difficile et s'il y aura un grand nombre de victimes dépend de vous, [...] du monde occidental», a-t-il déclaré.

Volodymyr Zelensky a pressé à plusieurs reprises ces derniers jours ses alliés occidentaux de livrer l'assistance militaire plus rapidement, réclamant notamment des munitions, davantage de systèmes de défense aérienne et des avions de combat. «Vous savez très bien ce dont nous avons besoin pour protéger notre ciel, pour renforcer notre armée terrestre, ce dont nous avons besoin pour soutenir et continuer nos réussites en mer, et vous savez parfaitement bien que nous avons besoin de cela à temps, et nous comptons sur vous», a-t-il déclaré samedi lors d'une réunion virtuelle du G7. Les retards de livraisons d'armes ont contribué, selon lui, à l'échec de la contre-offensive de Kiev de l'été 2023. Volodymyr Zelensky a également révélé que la Russie avait réussi à mettre la main sur les plans de la contre-offensive ukrainienne avant même que celle-ci ne commence.

Le ministre des Industries stratégiques, Oleksandr Kamyshin, a néanmoins assuré que l'industrie nationale de la défense avait produit «trois fois plus» en 2023 qu'en 2022 et que l'Ukraine avait «considérablement augmenté la production de munitions». Le ministre Roustem Oumerov a indiqué que Kiev espérait une «percée» en 2024. «Nous avons déjà un plan», a-t-il déclaré.

Saisir les avoirs russes gelés

En visite dans le sud de l'Ukraine, la cheffe de la diplomatie allemande Annalena Baerbock a reconnu que l'Ukraine manquait d'armes pour se défendre, notamment celles de longue portée. Kiev réclame de longue date à Berlin des Taurus, l'un des missiles les plus modernes et les plus efficaces de l'armée de l'air allemande.

Le premier ministre britannique Rishi Sunak a appelé dimanche les Occidentaux à être «plus audacieux» en saisissant les avoirs russes gelés pour les redistribuer à l'Ukraine. Il a plaidé pour l'envoi dans un premier temps à Kiev des intérêts issus de ces actifs.

«Nous devons être plus audacieux en saisissant les centaines de milliards d'actifs russes gelés», a écrit le chef du gouvernement britannique dans une tribune publiée par le *Sunday Times*. «Cela commence par prendre les milliards d'intérêts que génèrent ces actifs et les envoyer en Ukraine», fait valoir Rishi Sunak. «Et ensuite, avec le G7, nous devons trouver des moyens légaux de saisir les actifs eux-mêmes et envoyer également ces fonds à l'Ukraine.»

«Quel hommage ce serait au combat d'Alexeï Navalny que de demander des comptes à l'Etat russe pour ses actes», a-t-il ajouté en référence à l'opposant récemment décédé dans une prison de l'Arctique russe. La dépouille d'Alexeï Navalny, que ses proches réclamaient depuis sa mort, a été remise à sa mère, a indiqué samedi la porte-parole de l'opposant russe. Elle a ajouté ne pas savoir dans quelles conditions les funérailles seraient autorisées.

MAIS ENCORE

Réunion à Paris
Une vingtaine de chefs d'Etat et de gouvernement européens, dont le chancelier allemand Olaf Scholz et le président polonais Andrzej Duda, se réunissent ce lundi à Paris pour réaffirmer leur unité et leur soutien à l'Ukraine. (AFP)

Maïs déversé en guise de protestation
Huit wagons contenant du maïs, en provenance d'Ukraine selon Kiev, ont été ouverts et leur contenu déversé dimanche sur une voie ferrée en Pologne, ont annoncé le gouvernement ukrainien et la police polonaise. L'incident semble être un nouvel épisode des protestations des agriculteurs polonais contre les importations de denrées agroalimentaires ukrainiennes. (AFP)

EN BREF

Nikki Haley perd sur ses terres mais n'abandonne pas

Donald Trump a infligé samedi une défaite cinglante à sa dernière rivale républicaine, Nikki Haley, lors de la primaire de Caroline du Sud. Le revers est d'autant plus cruel pour la quinquagénaire, incarnant une aile plus modérée du Parti républicain, qu'il a lieu dans l'Etat dont elle a été gouverneure pendant six ans. Elle a toutefois refusé de jeter l'éponge. Signe que l'ex-président ne considère même plus Mme Haley comme une menace, Donald Trump a ciblé dans ses premières déclarations victorieuses l'actuel maître de la Maison-Blanche. «Joe [Biden], tu es viré!» a-t-il lancé depuis Columbia. Nikki Haley quant à elle s'est mise en route pour le Michigan, où elle tiendra une réunion publique avant les nouvelles primaires mardi. Son plaidoyer: «Nous ne survivrons pas à quatre ans de plus du chaos de Trump.» AFP

Le lac de Sau, un des principaux réservoirs fournissant de l'eau à Barcelone et sa métropole. Le niveau d'eau est à un seuil critique après trois années de sécheresse en Catalogne. *(VILANOVA DE SAU, 12 FÉVRIER 2024/JOSEP LAGO/AFP)*

Mille et un jours d'aridité

CATALOGNE Comme l'Andalousie, Murcie ou Castille-la Manche, la région espagnole fait face à une sécheresse sans précédent. Depuis début février, celle-ci a obligé les autorités à imposer des restrictions drastiques à tous les secteurs de l'économie. Les résistances sont vives

FRANÇOIS MUSSEAU, GÉRONE
𝕏 @FrancoisMusseau

REPORTAGE

En cette fin du jour où de gros nuages n'ont déversé que quelques gouttelettes, l'exploitant Jordi Auret Riera ne cache pas son malaise face à ses 20 hectares de pommiers bien alignés. On est à deux pas de Torroella de Montgri, au cœur du fertile delta du Ter, poumon fluvial de la Catalogne. A 65 ans, ce fils et petit-fils d'agriculteur pensait avoir tout bien fait. Grâce à un système ultra-sophistiqué d'arrosage, il produit 700 000 kilos de pommes par an. «La numérisation permet de calculer précisément le taux d'humidité du sous-sol et de déclencher, si besoin est, le goutte-à-goutte. Je peux vous dire qu'on ne perd pas un millilitre d'eau.»

Et pourtant, il souffre d'un manque cruel. «En 2023, on a cultivé avec la moitié d'eau. Et cette année, on doit le faire avec 20% de celle-ci.» Mais même ce pourcentage n'est pas garanti, car son exploitation s'alimente uniquement avec les réserves d'eau du bassin du Ter qui sont à moins de 14% de leur capacité. Conséquence: plus une goutte n'arrive dans la tuyauterie. «S'il ne pleut pas d'ici à l'été, s'inquiète-t-il, je ne sais pas ce qu'on va devenir.»

«Décret sécheresse»

Le chef de l'exécutif catalan, l'indépendantiste modéré Pere Aragonès, ne dit pas autre chose: «Sans pluie d'ici à la haute saison, on va vivre des moments durs.» Après des années de léthargie, la Catalogne réagit face à une situation qui inquiète considérablement la population. La région n'a pas reçu de pluie importante depuis avril 2020. Une aridité de plus de 1000 jours, se lamente-t-on un peu partout. En septembre, le gouvernement régional a mis en place un «décret sécheresse» assorti de restrictions et d'interdictions diverses qui obligent à changer les habitudes.

Le 2 février, ce même exécutif a décrété l'état d'urgence. Dans les villes, les fontaines publiques sont à sec, on ne peut arroser les jardins qu'avec de l'eau recyclée, et gare à celui qui lave sa voiture. Le port de Barcelone se prépare à recevoir en juin deux paquebots quotidiens en provenance de l'usine de dessalement excédentaire de Sagunt, en pays valencien. Pour 80% des 7,5 millions de Catalans, il y a interdiction de consommer plus de 200 litres par jour par habitant. Chaque commune est chargée de le vérifier, réservant pour tout contrevenant des amendes allant de 750 à 3000 euros. Tous les secteurs doivent se serrer la ceinture: 25% de restriction d'eau pour l'industrie et les services, dont le tourisme; mais la note la plus salée revient aux éleveurs, avec 50%, et surtout aux agriculteurs, avec 80%.

Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que ceux-ci bloquent les routes, manifestent, s'insurgent. Dans le delta du Ter, les syndicats agricoles et les exploitants comme Jordi Auret Riera ont peint un peu partout: «*Prou, volem aiguë del Ter*» («ça suffit, nous voulons l'eau du Ter»). «C'est simple à comprendre, explique Albert, le fils de Jordi: 70% du fleuve Ter sert à alimenter Barcelone et son agglomération. Et, nous, on en est à creuser des puits dans le sol sableux, ce qui ne va rien donner!»

Dans cette région de Gérone, c'est l'économie de guerre. Plus au nord, à Montiro, le risque est le même: «A force de vider les nappes phréatiques du littoral, l'eau de mer va avancer, le sous-sol va se saliniser et alors tout sera fichu.» A la tête d'une exploitation de 50 hectares, Narcis Poch est aussi le coordinateur de l'Union des paysans de Gérone: «Moi, j'ai de la chance, je peux encore arroser mes pommiers; d'ici à l'été j'espère pouvoir planter du sorgho, mais le maïs et le tournesol, sauf miracle, je peux oublier!» L'exécutif catalan a promis que Barcelone et son agglomération (3,3 millions d'habitants) seraient autosuffisantes en eau pour 2027: grâce à un investissement global de 2,4 milliards d'euros, il s'agit d'agrandir les deux usines de dessalement existantes, d'en construire deux nouvelles, et surtout de régénérer les eaux usées.

> **«70% du fleuve Ter sert à alimenter Barcelone, et nous, on en est à creuser des puits dans le sol sableux»**
>
> ALBERT RIERA, AGRICULTEUR À TORROELLA DE MONTGRI

Amendes pour les piscines

Tout le monde pâtit de cette alerte sécheresse. Outre l'agriculture, un autre secteur vital, celui du tourisme, tremble. Le long de cette Costa Brava si prisée pour ses pinèdes et ses criques enchanteresses, c'est une quasi-monoculture. La commune de Begur en est emblématique: on y compte 4200 habitants – près de huit fois plus en été –, 17 hôtels, deux campings et près de 5000 villas, dont la plupart avec piscine. Pour avoir explosé son quota de 200 litres par jour et par personne, la municipalité a écopé d'une amende de 56 000 euros, imposée récemment par le gouvernement régional. La maire, Maite Selva, du parti séparatiste radical Junts, est sur la défensive: «C'est injuste, car on a informé tout le monde, on a appliqué 70 sanctions de 750 euros, mais on a peu de personnel, alors comment fait-on pour surprendre *in fraganti* un résident en train de remplir une des 1800 piscines?»

Sur place, les hôteliers et les propriétaires des maisons en location partagent la même peur panique. Ils ont calculé que si l'exécutif régional décrète la phase II – soit 180 litres par jour par personne – et que celle-ci s'accompagne de restrictions horaires pour l'usage de l'eau, les pertes avoisineront les 40%. Eugeni Pibernat, élu d'opposition d'une formation municipaliste, se montre critique: «Au lieu de s'occuper de l'indépendance, les séparatistes au pouvoir auraient mieux fait de prévenir la sécheresse bien avant!» A l'en croire, un tiers de l'eau se perd dans les 150 kilomètres de canalisations défectueuses de cette vaste commune. La mairie a annoncé un plan de 13 millions d'euros pour y remédier, mais, en dépit des promesses, cela avance lentement.

Secteur industriel épargné

A Palafrugell, commune voisine – et plus authentique – de quelque 23 000 habitants, Josep Ferrés s'arrache les cheveux. Dans l'opposition municipale, cet architecte est proche du parti Podemos. «Avec le modèle de type Begur, on va dans le mur à coup sûr. C'est la surenchère du profit, de l'expansion et donc d'une consommation d'eau sans frein: ça va forcément exploser comme une bulle. A Begur ou ailleurs, beaucoup font chauffer leur piscine l'hiver, c'est le chacun pour soi et le sauve-qui-peut!» Malgré l'épée de Damoclès hydrique, les hôteliers craignent pour leur manne. Plus au sud, à Lloret de Mar, une Mecque du tourisme de masse avec 120 hôtels et 7 kilomètres de plages, l'association des hôteliers a déboursé 1,5 million d'euros pour une usine de dessalement privée, qui entrera en fonctionnement en mai et permettra de remplir les piscines.

«Si on veut éviter de graves conflits, les secteurs agricole, touristique et aussi industriel doivent comprendre que cette crise hydrique touche tout le monde», poursuit Josep Ferrés. Le secteur industriel, précisément, est en cause. Les autorités ont fait savoir qu'elles ne voulaient pas toucher aux entreprises «vitales pour l'économie du pays». Narcis Poch réagit avec véhémence: «Et nous, les agriculteurs, ne sommes-nous pas aussi importants si on nourrit les gens?» Pour Dante Maschio, porte-parole du collectif Aigua és Vida («l'eau c'est la vie»), «il est très préoccupant que les autorités ne pratiquent pas la transparence quant à la consommation en eau des multinationales et grandes entreprises. Car, enfin, nous sommes tous dans le même bateau!»

Marcel Dettling, un rieur très sérieux

UDC Sociable et jovial, mais très dur sur les idées: le conseiller national schwytzois s'apprête à diriger le parti souverainiste dans la droite ligne politique de ses prédécesseurs, notamment dans l'opposition à toute mesure climatique

PHILIPPE BOEGLIN, OBERIBERG
𝕏 @BoeglinP

PORTRAIT

Il y a eu Toni Brunner, jovial paysan du Toggenburg saint-gallois. Il y aura (très vraisemblablement) Marcel Dettling, sympathique agriculteur des Préalpes schwytzoises. La comparaison a été faite et refaite entre l'ancien et le probable futur président de l'UDC suisse. Ce n'est pas un hasard: le conseiller national schwytzois, 43 ans, est effectivement rieur et accessible, comme son prédécesseur. Nous le rencontrons chez lui à Oberiberg. Le soleil réchauffe les collines environnantes, qui oscillent entre le vert et le blanc. Il lance la discussion par une blague. «Vous voulez un café? Ah non, pardon, pour les Romands, c'est plutôt du vin blanc.»

Marcel Dettling connaît la Suisse francophone: adolescent, il a séjourné pendant des mois dans le canton de Vaud pour y accomplir une partie de son apprentissage d'agriculteur (*voir ci-après*). Sur les bancs de l'école professionnelle, un de ses professeurs n'était autre qu'un certain Jean-Pierre Grin, ancien conseiller national UDC au long cours. Les terres vaudoises lui ont laissé de bons souvenirs, et une certaine pratique de la langue. «Mon français ne suffit pas aujourd'hui pour faire un débat télévisé. Mais pour une interview à la radio, cela peut fonctionner. Je peux aussi aller rendre visite aux sections cantonales romandes. Je reçois d'ailleurs différentes demandes de médias romands, qui ont probablement remarqué que je me débrouillais.»

Miser sur les fondamentaux

Il ne débouche finalement pas de bouteille de vin blanc. Mais nous sert un café «typique de Suisse centrale», qui ressemble à certaines boissons avalées sur les pistes de ski. «Ce café est fait avec très peu de poudre. Il doit être assez clair pour qu'on puisse lire le journal à travers. Et il ne faut pas oublier une goutte de schnaps», sourit-il. Deux bouteilles se trouvent sur la table. L'une à la prune, 50% de teneur en alcool, et l'autre aux herbes, qui affiche… 78%.

Marcel Dettling, s'il est élu le 23 mars par les délégués de son parti, prendra les rênes d'une formation tout auréolée de sa victoire aux élections fédérales d'octobre 2023, où elle a engrangé au Conseil national 27,9% des voix (+2,3 points par rapport à 2019), et creusé un écart déjà considérable sur ses poursuivants. Ressent-il de la pression à l'idée de devoir égaler son prédécesseur, le sénateur tessinois Marco Chiesa? «Dans un parti, il y a toujours de la pression, que le président d'avant ait gagné ou perdu. Quand on sort d'une défaite, on doit remonter la pente et cela engendre aussi de la pression. De toute façon, la comparaison est permanente.»

Pour réussir, le quadragénaire mise sur les fondamentaux du parti de droite souverainiste: immigration restreinte au maximum et dureté vis-à-vis des requérants d'asile, aucun rapprochement avec l'Union européenne, impôts et taxes réduits à la portion congrue. Dans une récente interview à la *NZZ am Sonntag*, Marcel Dettling a déjà suscité la controverse en parlant des effets positifs sur l'agriculture du réchauffement climatique. «Il est sympathique, facile d'accès, a un certain charisme quand il prend la parole, mais défend une ligne UDC classique», remarque Olivier Feller (PLR/VD), qui l'a côtoyé en Commission de l'économie lors de la législature passée. Bon connaisseur des dossiers agricoles, le paysan a moins marqué ses coreligionnaires parlementaires dans les autres domaines. «Il est agréable au contact, mais n'a pas crevé l'écran comme stratège ou négociateur», observe un autre élu. «Il ne s'est pas non plus distingué comme meneur.»

Marcel Dettling ne s'en cache pas: il ne fait pas partie du premier cercle de Christoph Blocher, tribun historique de l'UDC. Mais il s'entend bien avec la puissante famille, dont l'une des filles – Magdalena Martullo-Blocher – siège à côté de lui au Conseil national. «Nous allons même jouer au jass au moins une fois par session parlementaire. Elle m'intéresse aussi en tant que personne.»

Une élection «surprise»

Le Schwytzois est dans les bons papiers des Blocher depuis quelques années. En 2020, après le retrait du président d'alors Albert Rösti, les pontes de l'UDC le courtisent pour prendre le relais. Il décline. «Mes enfants étaient encore trop jeunes, et ma femme n'aurait pas accepté que je sois souvent absent. Il faut dire que j'avais des plans totalement différents: en 2015, j'avais décidé de quitter la politique et le parlement cantonal pour me consacrer à ma famille. Et puis, la même année, je me fais élire – vraiment par surprise – au Conseil national. Je ne pouvais donc pas ajouter la présidence du parti national à mes nouvelles obligations à Berne.»

> «Dans un parti, il y a toujours de la pression, que le président d'avant ait gagné ou perdu»

Aujourd'hui, ses trois enfants ont grandi. A 12, 10 et 9 ans, «ils sont plus autonomes, se donnent rendez-vous avec leurs amis. Avec ma femme, nous avons remarqué que nous pouvions nous organiser. Nous avons engagé une employée agricole pour nous aider à la ferme.»

En plus, «j'ai été chef de campagne lors des dernières élections fédérales, ce qui me permet d'imaginer ce qui m'attend comme président. J'y vois plus clair.»

Pas question de laisser tomber son métier et son bétail. Il compte bien traire aussi souvent que possible, et restreindre son agenda politique durant la période estivale, chargée dans l'exploitation agricole. Voilà huit à neuf générations que sa famille fait fructifier ses terres. Une tradition que Marcel Dettling, troisième enfant d'une fratrie de cinq, ne veut pas abandonner.

Des responsabilités endossées très jeune

Il a vécu sur ces lieux des moments forts, bons ou mauvais. «J'avais 12 ans quand ma maman est décédée du cancer du sein. Elle est tombée malade quand j'avais 9 ans. Ma grande sœur avait 18 ans quand elle est morte, et mon petit frère quelques mois. Ma maman est restée jusqu'au bout à la maison, mon père s'en est occupé. Après son décès, ma grand-maman, la mère de ma maman, est venue nous aider à la maison. Cela m'a évidemment marqué. J'ai dû prendre des responsabilités dans la famille et dans l'exploitation.»

Proche des siens, mais dur politiquement. Sociable, mais tranché dans les idées. Marcel Dettling incarne un profil UDC assez typique. Se risquera-t-il au compromis avec les autres forces politiques? Ce sera toute la question. ▬

Malgré ses nouvelles fonctions à la tête de l'UDC, Marcel Dettling n'entend pas renoncer à son métier d'agriculteur. Dans sa famille, on est paysan depuis huit à neuf générations. *(OBERIBERG, SCHWYTZ, 15 FÉVRIER 2024/ MISCHA CHRISTEN POUR LE TEMPS)*

Un Schwytzois ancré en terre romande

FORMATION «Il avait dû tôt mettre la main à la pâte»: à Sermuz, l'agriculteur Philippe Gruet se souvient de l'arrivée du jeune Marcel Dettling pour une année d'apprentissage

YAN PAUCHARD
𝕏 @YanPauchard

Sermuz, ses 20 habitants et son énigmatique mur celtique. C'est dans ce bucolique hameau niché sur les hauteurs d'Yverdon-les-Bains que Marcel Dettling, futur boss de l'UDC suisse, a démarré sa formation de paysan. C'est en effet dans le Nord vaudois, accueilli par la famille Gruet, que le Schwytzois effectue à 16 ans sa première année d'apprentissage en vue de l'obtention du CFC d'agriculteur. Aujourd'hui à la retraite, Philippe Gruet se souvient de l'arrivée de ce jeune homme bosseur et assez débrouillard. «Rapidement, j'ai pu le laisser s'occuper seul de la traite des vaches pour me consacrer à d'autres tâches. Enfant de paysan de montagne, il avait dû tôt mettre la main à la pâte, ça se voyait qu'il connaissait les travaux de la ferme et comment s'occuper des animaux», se souvient le paysan.

L'arrivée de Marcel Dettling dans cette région nord-vaudoise ne doit rien au hasard. Philippe Gruet était l'unique Romand au comité de la fédération d'élevage de la race brune. Cette excellente vache laitière, originaire des Alpes, est en effet très présente en Suisse centrale, mais beaucoup moins de ce côté-ci de la Sarine. C'est dans le cadre de la fédération que l'éleveur vaudois va faire la connaissance du père de Marcel Dettling, qui lui demande d'accueillir son fils pour une année. «A l'époque, les jeunes paysans alémaniques aimaient bien venir dans le canton de Vaud où ils pouvaient avoir les cours en allemand, mais Marcel a préféré les suivre en français», précise encore le Nord-Vaudois.

Très tôt proche des idées du parti

«Déjà à 16 ans, Marcel était UDC, on le sentait proche des idées du parti», se rappelle encore Philippe Gruet, qui remarque aujourd'hui que son ancien apprenti, s'il est paysan, n'en défend pas moins la ligne blochérienne du parti. On imagine les discussions animées à table entre Marcel Dettling et son patron issu d'«une famille radicale» et conseiller communal PLR dans sa commune d'Yverdon-les-Bains. «Pas vraiment, pendant les repas, nous parlions politique agricole, j'ai plutôt essayé de convertir son petit frère», rigole Philippe Gruet. Pour l'anecdote, dix ans plus tard, le cadet du conseiller national Toni Dettling fera également une année d'apprentissage à Sermuz.

Près de trente ans ont passé, mais les liens ne se sont pas rompus. «On se voit encore une à deux fois par année, parfois lors d'une assemblée paysanne ou, comme l'été passé, où Marcel et sa famille se sont arrêtés chez nous au retour de leurs vacances», raconte Philippe Gruet. Son épouse, Madeleine Gruet, a une petite pensée pour les proches du futur président de parti, qui sera très pris par ses nouvelles fonctions. Mais pour Philippe Gruet, il ne fait aucun doute qu'il est taillé pour le poste. «C'est un solide», sourit le Nord-Vaudois. ▬

Des paysans déterminés à ne rien céder

AGRICULTURE Samedi dernier, des agriculteurs ont allumé des feux dans toute la Suisse romande pour donner de l'écho à leurs revendications. Ils demandent à être mieux payés et que les marges des détaillants diminuent

MARC GUÉNIAT

Si les agriculteurs mobilisés insistent sur l'amélioration de leur niveau de vie, ils disent plus largement souffrir d'un manque de reconnaissance. *(LUSSY-SUR-MORGES, 24 FÉVRIER 2024/ LAURENT GILLIÉRON/ KEYSTONE)*

Samedi soir, des flammes se sont élevées à proximité des villages et des champs d'une trentaine de sites en Suisse romande. Principalement dans le canton de Vaud, mais aussi à Genève – dans la commune de Bernex – ou encore dans le Jura bernois et à Fribourg, ces brasiers et bûches finlandaises avaient vocation à rassembler le monde paysan. «Il s'agit de souder cette profession, traditionnellement morcelée, mais aussi d'établir un dialogue avec la population», explique Arnaud Rochat, éleveur de bovins à Bavois (VD) et instigateur de cette action diffusée à travers la page Facebook «Révolte agricole suisse».

Depuis plusieurs semaines, le monde paysan est en ébullition. En Europe comme en Suisse, on fustige le manque de reconnaissance, les conditions de travail, la rémunération insuffisante et la charge administrative jugée démesurée. Et ce mouvement commence à porter ses fruits: la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a fait marche arrière sur une réglementation relative aux pesticides et a promis d'agir sur les contraintes régissant la profession. De son côté, Emmanuel Macron a été fortement chahuté, samedi, au Salon de l'agriculture de Paris.

Le principal lobby à Berne

En Suisse, la politique n'est pas aussi rapide et démonstrative, mais les agriculteurs, qui forment le principal lobby au parlement, ont déjà obtenu que la réduction prévue au budget 2024 de la Confédération soit annulée. Et l'effervescence est tout aussi importante. Les paysans demandent une «production indigène forte» afin de limiter les importations. AgriGenève, la faîtière cantonale, va jusqu'à demander une «remise à zéro complète» du système de subvention. «A force de la corriger, l'ordonnance sur les paiements directs est devenue illisible, étaie Patricia Bidaux, qui se réfère aussi aux «40 centimètres d'épaisseur» qui composent la réglementation.

Surtout, les agriculteurs réclament une «nette» hausse de leur rémunération mais sans trop pénaliser le consommateur, précise Arnaud Rochat. Comment y parvenir? Pour lui, la solution est claire: il faut diminuer les marges de la grande distribution. En juin 2022, *Le Temps* et Heidi.news révélaient, sur la base de données piratées provenant des Laiteries réunies de Genève, l'ampleur des marges réalisées par Migros et Coop, qui atteignaient une moyenne de respectivement 46% et 57% sur une gamme de produits laitiers.

Pour Boris Beuret, président des Producteurs suisses de lait, «tous les acteurs de la chaîne doivent faire un effort». Il explique ainsi que les Suisses sont ceux qui, au monde, dédient la plus petite partie de leur budget à l'alimentation.

Le plus important reste d'inverser la formation des prix pour la fonder sur la base des coûts effectifs de production. Car actuellement, le lait est rémunéré en fonction de son usage (lait, beurre, fromage). Cette revendication figure dans la pétition munie de 65 000 signatures remise par l'Union suisse des paysans à la grande distribution, le 12 février.

«Maurus contre Goliath»

En parallèle, se déroule la bataille de «Maurus contre Goliath», comme l'a résumé vendredi le syndicat agricole Uniterre. Maurus Gerber, son président, ferraille depuis deux ans devant les tribunaux face à Elsa, la branche de Migros dédiée à la transformation laitière. Il demande que le supplément fromager, un subside censé rémunérer les producteurs, soit versé aux paysans «comme le veut la loi». D'après une étude citée par Uniterre, entre 30 et 40% de ce supplément versé par la Confédération leur échappe, soit une centaine de millions de francs «détournés de leur objectif».

> **Le revenu agricole a baissé de 6% en 2023 en raison de l'inflation et de la météo**

Au sujet des marges, l'ancienne conseillère nationale Isabelle Pasquier-Eichenberger (V/GE) a proposé, à la suite de l'enquête du *Temps* et de Heidi.news, la création d'un «observatoire des prix efficace dans les filières agroalimentaires». Il s'agirait de renforcer le travail de l'Office fédéral de l'agriculture pour scruter la «transparence sur la formation des prix, les marges et les coûts le long des filières agroalimentaires», comme cela se fait en France et en Espagne notamment. En novembre, la Commission de l'économie et des redevances du Conseil national y a donné suite à une large majorité, y voyant un «fondement essentiel pour permettre des négociations de prix équitables». La balle est désormais dans le camp du Conseil des Etats.

Boris Beuret précise que le revenu agricole a baissé de 6% en 2023 en raison de la météo et de l'inflation. Depuis 2021, ce sont ainsi plus de 300 millions de francs qui se sont évaporés. «C'est sur cette base que nous demandons une hausse immédiate des prix de 5 à 10%, laquelle ne nous permettrait pas encore de couvrir les coûts de production». A brève échéance, les milieux agricoles demandent aussi une simplification administrative.

Mais rien de tout cela ne pourra se faire sans une «meilleure reconnaissance», conclut Boris Beuret. Lequel invoque la multiplication des initiatives, comme sur la biodiversité, l'élevage de masse ou les pesticides, qui «créent une pression psychologique permanente et donnent le sentiment que nous faisons tout faux.» ▬

PUBLICITÉ

IQOS ILUMA

OFFRE EXCLUSIVE

avec un nouveau **classique du tabac.**

Essai gratuit inclus.
Profiter maintenant

~~CHF 49.–~~
34.30
IQOS ILUMA ONE
+ 4 paquets gratuits*

Destiné uniquement aux fumeurs adultes.
*Offre non cumulable, valable pour toute commande d'un kit d'essai IQOS avec le code IQOS30 jusqu'au 17.03.2024, dans la limite des stocks disponibles. Ne pas ingérer ou désassembler les SMARTCORE STICKS™. Ce produit contient une pièce métallique tranchante qui peut provoquer de graves blessures si avalée. Tenir hors de portée des enfants. Plus d'informations sur iqos.com

Dieses Tabakerzeugnis kann Ihre Gesundheit schädigen und macht abhängig. Ce produit du tabac peut nuire à votre santé et crée une dépendance.
Questo prodotto del tabacco può nuocere alla tua salute e provoca dipendenza.

«L'usage du dossier électronique du patient doit se répandre»

SANTÉ Pour le conseiller national Benjamin Roduit (Le Centre/VS), il faut de toute urgence donner un coup de pouce à cet outil numérique. Une rallonge de 30 millions est sur la table. Un projet qui devrait être accepté mardi à Berne

PROPOS RECUEILLIS PAR
ANNICK CHEVILLOT, BERNE
𝕏 @chevillot_a

«Il y a une forte opposition surtout chez les médecins. Je crois qu'en fait, on les a simplement oubliés dans la mise en œuvre de cet outil»

Le dossier électronique du patient (DEP) n'en finit pas de décevoir. La population le boude (30 000 personnes seulement avaient franchi le pas fin 2023) et les professionnels de la santé le critiquent vertement. Un désintérêt qui pousse le parlement à intervenir puisque la Confédération en a fait un des piliers de la numérisation de la santé.

En attendant la révision complète de la loi sur le dossier électronique du patient (LDEP), en cours de consultation, le Conseil des Etats se penche mardi sur une rallonge de 30 millions de francs pour encourager l'ouverture du DEP à travers le pays. Un vote qui devrait tenir de la formalité, le National l'ayant accepté en décembre dernier, malgré les réticences de l'UDC. Thomas de Courten (UDC/BL) estime que «le DEP est un patient aux soins intensifs à qui on va mettre une perfusion de 30 millions alors qu'on ne sait toujours pas de quoi il souffre».

Le centriste valaisan Benjamin Roduit, membre de la Commission de la santé du National et ardent défenseur de l'outil, fait le point sur la situation.

INTERVIEW

Quels sont les enjeux concernant le dossier électronique du patient (DEP) lors de la session qui débute lundi? Il s'agit d'accélérer sa mise en œuvre grâce à un financement transitoire. Et aussi de discuter du libre choix du fournisseur de DEP pour les patients. Les aides financières de la Confédération et des cantons doivent être allouées indépendamment du fournisseur choisi.

Concrètement, à quoi servira la rallonge de 30 millions de francs? A accélérer partout en Suisse l'ouverture des dossiers électroniques du patient, grâce à une prime maximale de 30 francs allouée au fournisseur pour chaque dossier ouvert. Actuellement, il y a encore débat pour savoir si ces montants devraient également être utilisés pour le développement du DEP et si cette somme est suffisante. Cette démarche est importante parce qu'actuellement, le nombre de dossiers ouverts est catastrophique. Il est urgent d'accélérer l'utilisation de cet outil. A terme, cela permettra de faire des économies et aussi d'éviter les doublons, notamment administratifs.

Ce financement transitoire n'empêchera pas un grand débat sur le sujet avec la révision complète de la loi, mise en consultation en juin 2023… Effectivement. Et cela pousse le parlement à intégrer dans les débats actuels les différents scénarios envisagés pour la suite: faut-il conserver plusieurs communautés de références [fournisseurs du DEP, ndlr] ou une seule pour l'ensemble du pays, voire une par région linguistique? Les cantons doivent-ils laisser le libre choix à leurs citoyens ou leur imposer un fournisseur unique?

Ces aspects font encore débat parce qu'ils vont préfigurer ce qu'on retrouvera dans la future loi. Et si c'est le choix du fournisseur monopolistique qui est fait, la Confédération devra prévoir des dédommagements pour les plateformes qui sont déjà actives actuellement.

Les deux seuls acteurs à pouvoir obtenir un tel monopole sont La Poste, qui fournit la technologie à la plupart des communautés de référence du pays, et les pharmaciens qui ont développé la leur avec Abilis. Quels sont les enjeux pour eux? La question de fond concerne surtout La Poste. Voulons-nous conférer cette tâche à une entreprise para-étatique et agissant avec les règles du secteur privé? Au parlement, une majorité se dessine pour dire non. A titre personnel, je pense que cette entreprise devrait régler les problèmes liés à ses différents mandats avant de se voir confier cette tâche.

Que le parlement la lui confie ou non, La Poste est déjà active et omniprésente dans ce secteur en fournissant la technologie de base. Il faudrait donc repartir à zéro si l'Assemblée fédérale ne lui confiait pas cette tâche? En Suisse romande, c'est Cara qui gère le dossier électronique du patient sur mandat de cinq cantons. Ces derniers n'ont pas à négocier avec La Poste même si la technologie sous-jacente est développée par cette entreprise. Pour ces cantons, le partenaire, c'est Cara.

Mais dans plusieurs cantons alémaniques, La Poste fonctionne aussi comme fournisseur direct du DEP à travers la société d'exploitation Post Sanela Health SA.

Le dossier électronique du patient souffre aussi d'un manque de confiance de la part des professionnels de santé. Ne faudrait-il pas aussi les impliquer plus pour que l'outil prenne son envol? Si, d'autant plus qu'il y a une forte opposition de leur part, principalement chez les médecins, à la mise en place des dossiers électroniques du patient. Je crois qu'en fait, on les a simplement oubliés dans la mise en œuvre du DEP. Mais ils sont tout de même embarqués, voire contraints, de participer à un programme pour lequel ils ne sont pas rémunérés.

Ce n'est qu'en automatisant le téléversement de documents médicaux dans le DEP depuis les systèmes informatiques primaires des professionnels de santé qu'on arrivera à les convaincre. Idéalement, il faudrait concrétiser ce point le plus rapidement possible. Si on veut que le DEP se déploie plus rapidement, il faut tenir compte des besoins des soignants. ▬

MAIS ENCORE

L'école inclusive sur la sellette
L'école inclusive a atteint sa limite, estime la présidente du syndicat des enseignants alémaniques (LCH) Dagmar Rösler. Les ressources nécessaires font défaut, a-t-elle souligné dans un entretien diffusé dimanche par le *SonntagsBlick*. Elle a également dénoncé le fait que des assistants scolaires non qualifiés sont parfois chargés de l'encadrement des enfants présentant des troubles du comportement. (ATS)

Le Capitole de Lausanne a fait le plein de visiteurs
Le week-end de portes ouvertes au cinéma Capitole à Lausanne a attiré près de 10 000 personnes samedi et dimanche. Les films projetés dans l'établissement entièrement rénové et agrandi après trois ans de travaux ont tous affiché complet. La Cinémathèque suisse démarrera ses projections régulières dès le 1er mars au Capitole avec notamment une rétrospective consacrée au réalisateur américain Spike Lee. (ATS)

Les Genevois ont un choix écologique à faire

FISCALITÉ Dimanche prochain, trois possibilités s'offrent aux votants: diviser par deux la taxation des véhicules, comme le demande l'initiative de l'UDC, opter pour le contre-projet qui tient compte des enjeux climatiques, ou choisir le statu quo

MARC GUÉNIAT

Les trois choix soumis dimanche 3 mars aux Genevois en matière de taxation des véhicules sont au fond assez simples. Ils peuvent accepter sans fioriture l'initiative de l'UDC qui réduirait de moitié l'impôt sur les véhicules et produirait une baisse des recettes de l'Etat à hauteur de 59,7 millions de francs par année. Ou alors opter pour le contre-projet élaboré par la majorité du Grand Conseil, qui tient compte des enjeux écologiques et serait fiscalement neutre. Ou enfin, tout refuser et maintenir le système actuel, jugé obsolète par le parlement et le Conseil d'Etat.

A l'UDC de dégainer la première, puisque c'est elle qui a lancé ce débat. Dans son argumentaire, le parti dit vouloir «redonner du pouvoir d'achat» aux Genevois. Par ailleurs, un lien, qui ne saute pas aux yeux, est établi entre la fiscalité des véhicules et «les préjudices résultant de la réalisation de chicanes […] absurdes ayant pour seul objectif de rendre excessivement difficile l'utilisation des transports individuels motorisés». En résumé, «circuler à Genève est devenu un casse-tête qui coûte trop cher».

Porsche ou Fiat?

Alors, quel est ce lien? Pour le député UDC Michael Andersen, il réside dans les embouteillages résultant de la «guerre des transports»: «Quand on paie une taxe élevée, on s'attend à pouvoir rouler correctement.» Et qu'importe si cet impôt n'est pas affecté, en ce sens qu'il alimente la caisse générale de l'Etat et non un fonds dédié à l'entretien des routes. Il faut aussi considérer le fait, plaide-t-il, que tout le monde n'est pas en mesure de circuler à vélo et que des pans entiers du canton sont «délaissés» par les transports publics.

Quid du contre-projet, qui tient compte des enjeux climatiques? Il serait «socialement désastreux», estime Michael Andersen, puisque, comme l'a montré la *Tribune de Genève*, il favorise la Porsche Cayenne hybride (-84%) et pénalise la Fiat 500 hybride (+43%). Lequel conclut: «Quand le PLR et Le Centre se mettent d'accord avec les socialistes et Les Vert·e·s sur la fiscalité, c'est qu'il y a un problème.»

«Quand le MCG et l'UDC se mettent d'accord, c'est que le projet est populiste et passéiste», réplique Thomas Wenger, du Parti socialiste, qui explique: «L'initiative rase gratis et incite les gens à rouler davantage. En clair, elle provoquera plus de bouchons et plus de pollution.» Le Conseil d'Etat est du même avis: il pense que la diminution de moitié de la taxation ne poussera pas les propriétaires à remplacer les véhicules les plus polluants. Ce serait donc une perte de recettes fiscales «sans aucun bienfait environnemental».

Un «effet de bord»

Favoriser la Porsche au détriment de la Fiat? Le député reconnaît quelques «effets de bord». Tout comme le Conseil d'Etat, selon qui le nouveau système renchérit la taxation des voitures peu puissantes mais très polluantes. Par ailleurs, le législateur a voulu éviter de trop taxer les grosses cylindrées, les protégeant contre la «sur-exponentialité» du système actuel, de la même façon que le bouclier fiscal limite l'ardoise des très hauts revenus. «Globalement, le contre-projet est équilibré, réaliste et intelligent», assure Thomas Wenger. Il résulte d'un compromis rassemblant les quatre partis gouvernementaux ainsi que le TCS et l'ATE.

«Quand le PLR et Le Centre se mettent d'accord avec les socialistes et Les Vert·e·s sur la fiscalité, c'est qu'il y a un problème»
MICHAEL ANDERSEN,
DÉPUTÉ AU GRAND CONSEIL

Concrètement, chaque véhicule est soumis à une taxe de base de 120 francs. Pour les voitures thermiques et hybrides s'y ajoute un impôt complémentaire basé sur les émissions de CO_2 et progressif. Les véhicules électriques ou à hydrogène sont, eux, taxés sur le poids à vide, avec une progression favorisant la détention les plus légers. Les artisans de la loi envisagent une stabilité des recettes fiscales à moyen terme, en partant du principe que 40% du parc de véhicules sera électrifié d'ici à 2030. Autrement dit, il se pourrait bien que l'UDC ait raison en affirmant que le contre-projet accroît, à court terme, les rentrées fiscales.

Si l'initiative et son contre-projet sont refusés, le statu quo prévaut. Il prévoit une taxation progressive en fonction de la puissance du moteur et des émissions de CO_2 pour les voitures de tourisme. Actuellement, la fiscalité genevoise se situe dans la moyenne suisse. ▬

Tamedia envisage de renoncer à toutes ses imprimeries

MÉDIAS Le groupe de la «Tribune de Genève» et de «24 heures» pense fermer ses trois centres d'impression, dont celui de Bussigny (VD), pour réaliser des affaires immobilières, indique la «NZZ am Sonntag»

NICOLAS DUFOUR
𝕏 @NicoDufour

Sale temps pour les imprimeries. A Zofingue, le site conjoint du groupe Ringier (*L'Illustré*) et de la *NZZ* va fermer à l'automne, a-t-il annoncé récemment. Pas moins de 144 emplois sont concernés. Le complexe se transformera en 240 logements. A présent, c'est le concurrent TX Group, maison mère de Tamedia (*Tribune de Genève*, *24 heures*, *Tages-Anzeiger*…) et de *20 minutes* qui pense fermer ses trois sites, dont celui de Bussigny. La *NZZ am Sonntag*affirme avoir vu un document adressé par TX Group à des investisseurs du secteur de l'immobilier.

Le calendrier importe

Le groupe possède trois sites à Zurich (depuis 1984), Berne (2005) et Lausanne – à Bussigny (1989, à l'époque du groupe prédécesseur, Edipresse). Ce dernier imprime une grande partie des journaux de Suisse romande, dont *Le Temps*, hormis ceux du groupe ESH (*ArcInfo*, *Le Nouvelliste* et *La Côte*).

Le site de Zurich fermerait en 2029, les autres, à l'horizon de 2032. La *NZZ* parle d'opération «de centaines de millions de francs». Le calendrier importe, car les investisseurs peuvent vouloir disposer rapidement des terrains et, cas échéant, des bâtiments. Tamedia n'exclut pas de faire affaire avec un seul acteur pour les trois sites, si une offre globale est proposée.

Pas de démenti

TX Group ne dément pas. Sa porte-parole Ursula Nötzli rappelle que le groupe a communiqué en décembre 2022 qu'il allait continuer à développer sa stratégie immobilière dans les années à venir. «Dans ce contexte, toutes les possibilités seront examinées pour tous les biens immobiliers détenus par TX Group.» Elle ajoute que ces réflexions s'inscrivent dans le cadre du «développement d'une nouvelle stratégie d'entreprise», sans autre précision.

Le document consulté par la *NZZ* – laquelle est imprimée par Tamedia, seuls ses magazines sont fabriqués à Zofingue – ne précise pas si un site continuerait à imprimer les journaux du groupe, ou si l'entreprise devrait en construire un nouveau, ni ce qu'il adviendra des journaux extérieurs au groupe.

Réductions de voilures en série

Les annonces de réductions de voilures se succèdent dans les médias ces derniers mois. En septembre 2023, Tamedia a décidé la suppression d'une trentaine de postes dans ses rédactions romandes. Peu après, c'était 35 emplois dont 28 en Suisse romande pour *20 minutes – Le Matin* compris – et *20 Minuten*.

Ringier a précisé en janvier qu'il coupe pour sa part 55 postes, au lieu de 75 d'abord envisagés, grâce notamment à des réductions volontaires de temps de travail.

Chez ESH, 27 personnes vont perdre leur emploi ces prochains mois.

Selon l'organisation patronale Schweizer Medien, en 2009, le nombre de titres de presse était de 312, et de 245 en 2023. Leur tirage atteignait 9,2 millions d'exemplaires en 2009, à présent, 4,5 millions. ▬

EN BREF

La cohésion et la responsabilité, maîtres-mots du Centre

Le président du Centre Gerhard Pfister a mis en garde samedi la base de son parti contre l'affaiblissement de la cohésion du pays. Il a également mis l'économie devant ses responsabilités. La Suisse doit être plus qu'une «plateforme d'affaires sans valeurs pour tous», a déclaré le Zougois lors de l'assemblée des délégués à Schwyz. La démocratie directe, les institutions politiques et la cohésion sont des «facteurs d'une importance inestimable», a-t-il ajouté». Le Centre a par ailleurs plébiscité son initiative «Pour des primes plus basses» et rejeté celle du PS exigeant des allègements réduisant la facture des primes à 10% du revenu. ATS

Les Suisses se privent d'un vote crucial

OPINION

CHANTAL TAUXE
ANCIENNE RÉDACTRICE EN CHEF ADJOINTE DE «L'HEBDO»

Du 6 au 9 juin prochain, 400 millions d'électeurs éliront leurs 720 représentants au Parlement européen. A l'échelle de notre continent mais aussi du monde, il s'agit de la plus grande élection transnationale, qui revêt une importance particulière dans le contexte géopolitique actuel. Votants compulsifs, très fiers de notre système politique qui nous convoque aux urnes et nous consulte quatre fois l'an, nous, les Suisses, ne serons pourtant pas partie prenante de ce scrutin commun aux 27 pays qui nous sont le plus proches, géographiquement, culturellement et en termes de valeurs démocratiques. Pourquoi renonçons-nous à élargir les cercles de notre souveraineté?

Face aux institutions européennes, les Suisses se sont mis dans la position d'un canton qui n'enverrait pas d'élus aux Chambres fédérales et se priverait ainsi de la possibilité de proposer et de décider les lois qui s'appliquent sur son territoire. Dans l'évaluation des avantages et des inconvénients d'une adhésion à l'Union européenne, qui ferait de nous des citoyens européens de plein droit, on estime généralement que la perte en termes de démocratie directe serait trop lourde. Il est vrai que certains votes ne seraient plus possibles, ou auraient une portée limitée, dans les secteurs très encadrés par le droit européen, comme la politique agricole.

Notons au passage que la politique agricole commune (PAC) a été désignée comme la source des récentes manifestations des agriculteurs en France, notamment. Mais le mécontentement de la paysannerie helvétique, non liée à la PAC, semble indiquer que «Bruxelles» fait figure, comme souvent, de bouc émissaire et que le problème est bien plus profond et complexe.

Peu après le rejet du référendum sur l'adhésion de la Suisse à l'Espace économique le 6 décembre 1992, environ 6000 personnes ont demandé l'adhésion de la Confédération à la Communauté européenne lors d'une manifestation à Berne. *(19 DÉCEMBRE 1992/LUKAS LEHMANN/KEYSTONE)*

Si la Suisse était membre de l'UE, d'autres objets fréquents d'initiatives et de référendums ne seraient pas interdits: les Etats gardent une grande autonomie dans la manière de régler les systèmes de prévoyance. Ainsi l'intégralité du menu des votations du 3 mars ne serait pas impactée: nous pourrions voter sur une treizième rente AVS comme sur le relèvement de l'âge de la retraite calé sur l'espérance de vie. La manière dont nous souhaitons financer notre système de santé continuerait de même à nous appartenir. Nous pourrions également saisir le référendum contre l'élargissement des autoroutes.

Nous ne pourrions plus voter en revanche sur la limitation de l'immigration. Il est vrai que depuis les initiatives Schwarzenbach, nous nous sommes beaucoup exprimés sur le sujet, sans grands résultats apaisants pour les initiants. Ce qui tendrait à démontrer que ces initiatives relèvent plutôt d'une démarche populiste que de la recherche d'une solution en phase avec nos besoins économiques et nos réalités démographiques.

Dans la plupart des cas, les directives européennes nécessitant une transposition dans le droit national, nous pourrions contester les modalités d'application proposées par Berne de ce qui aurait été décidé à Bruxelles.

Ce qu'il faut mieux considérer toutefois, c'est ce dont notre non-citoyenneté européenne nous prive: la capacité de décider du droit européen, le droit de pouvoir proposer et d'influencer des législations et des normes européennes que Berne reprend et applique pourtant à tour de bras. De manière autonome, mais dans une extrême discrétion, le Conseil fédéral et les Chambres fédérales entérinent toutes sortes de normes européennes, et pas seulement dans les secteurs liés aux accords bilatéraux, sur lesquelles le souverain helvétique n'a pas grand-chose à dire.

Le déséquilibre entre ce que nous voulons préserver (notre capacité à nous opposer aux décisions de Berne et à imposer d'éventuels changements constitutionnels) et les mètres linéaires de droit européen venus de Bruxelles, que nous transcrivons dans nos lois, est patent. Dans la crainte de ne plus pouvoir procéder à certains votes populaires, nous nous empêchons de participer aux institutions européennes qui, de fait, nous livrent les résultats de leur travail législatif quasiment «prêt à l'emploi». En termes de souveraineté réelle et concrète, ce n'est pas idéal. Ces sacrifices consentis au titre des lendemains qui chantent sont absurdes: le grand soir des initiatives populaires advient rarement. Il faut reconnaître que la plupart d'entre elles relèvent du marketing politique, et que les textes proposés servent surtout à occuper le terrain, à nourrir un débat, plutôt qu'à obtenir une solution praticable.

Les prochaines élections européennes devraient nous amener en Suisse à réévaluer le coût de notre non-participation à l'UE. Saurons-nous discuter des effets délétères que la diabolisation de l'UE a dans notre débat politique?

Pourquoi renonçons-nous à élargir les cercles de notre souveraineté?

Pour exister et nous singulariser dans le concert des nations, avons-nous encore besoin de détester le grand voisin – naguère la France ou l'Allemagne, aujourd'hui l'UE? Rejeter la construction européenne, n'est-ce pas nier notre propre histoire par agrégation de territoires et lente élaboration d'institutions communes au service de la sécurité et de la prospérité de tous? Notre formidable essor économique après 1848 ne procède-t-il pas des mêmes dynamiques que celles qui ont fait le succès du marché unique?

Il pourrait s'avérer que nous sommes bien plus européens que nous le croyons, comme l'a souligné le président Macron, lors de sa visite en Suisse, et même une sorte d'avant-garde. Les sondages sur la composition du Parlement européen indiquent un recul des écologistes, la progression de l'extrême droite, la stabilité du centre droit et des socialistes (source: Europe Elects). Des résultats qui ressemblent beaucoup à ceux de nos dernières élections fédérales. ■

GPT les plombs

DU BOUT DU LAC

ALEXIS FAVRE
PRODUCTEUR D'«INFRAROUGE» (RTS)

Nous ne remarquons pas assez la beauté quand elle jaillit dans l'actualité. C'est dommage, puisque la beauté est la sœur de la vérité. Occupés que nous sommes à surnager dans l'immédiat, nous oublions un peu de nous émerveiller. Mais pour notre grand bonheur, la beauté a de la ressource, comme la vérité. Elle sait se rappeler à nous. La dernière fois, c'était mardi, vous l'avez lu ici.

ChatGPT a pédalé dans la semoule pendant quelques heures. Répondu n'importe quoi aux questions qu'on lui posait. Enfin pas tout à fait n'importe quoi, puisque ses improbables haïkus ont naturellement titillé les esthètes. Cette petite incise par exemple, livrée comme une sagesse: «La prochaine fois que vous regarderez le système, l'échange et le fait, n'oubliez pas de donner». Hum hum…

La beauté de ce bug dans l'ordinateur est pourtant ailleurs. Moins que le style ou la valeur des mots alignés en vrac le temps d'un délire numérique, c'est le délire lui-même qui nous souffle quelque chose à l'oreille.

Au moment même où la machine croisait mardi les fils du langage, ses propriétaires franchissaient, eux, toutes les frontières du réel. Vous l'avez peut-être aussi lu ici, l'intelligence artificielle industrielle cherche grosso modo 7000 milliards (de quoi, c'est un détail) pour fabriquer des puces, faire tourner les serveurs et créer un monde plus vrai que nature. Sept mille milliards, parfaitement. Pour faire des calculs dont on verra bien où ils mènent.

A ce niveau d'abstraction comptable, pourquoi pas 7 trillions de milliards, et quelques brouettes? Allez, il y a un peu plus, je vous le mets quand même.

En nous offrant un gros moment d'absence et quelques pépites automatiques, ChatGPT entrait en fait par effraction dans le champ sacré du sens: *time out*, pouce, pardon, excusez-moi… Qu'est-ce que c'est que ce cirque? Qu'est-ce que vous me faites faire? Qu'attendez-vous de moi, exactement?

A y réfléchir un peu, il est étonnant que la question soit posée par la machine à son ingénieur. Et à vrai dire pas très glorieux pour lui, ni pour personne. Je suis à peu près sûr que l'inventeur du marteau, dont j'ignore tout mais que je salue là où il est, savait pourquoi il inventait le marteau. Ce qui signifie que le marteau, avant d'être un marteau, est un chemin vers une solution. Il sert avant d'être, et c'est ce qui le définit. S'il était avant de servir, il ne servirait à rien. S'il était avant de servir, un marteau serait un bibelot. Et ChatGPT un encombrant.

Définitivement plus futée que prévu, l'intelligence artificielle remet les pendules à l'heure quand elle cahote avec élégance

Je suis un peu sévère, me direz-vous, l'intelligence artificielle porte cent mille accomplissements et deux fois plus de promesses. C'est parfaitement vrai. Dans une quantité incalculable de domaines que vous connaissez aussi bien que moi, probablement beaucoup mieux. Je ne suis pas en train de vous servir une pure théorie technophobe et ronchonne, façon «y'a plus d'saisons».

Je crois simplement, vous disais-je, entendre une petite voix à l'instant où le robot déraille. Un message dont les phrases artificiellement insensées sont les sous-titres authentiquement essentiels: «C'est vous qui m'avez conçu, crie la petite voix du robot. C'est vous qui pilotez, c'est vous qui savez pourquoi j'existe, où je dois vous conduire. Et je n'existe que parce que vous le savez. Si vous ne le savez plus vraiment, ou pas complètement, si vous le perdez de vue, autant me poser sur la cheminée, entre la boule à neige et le portrait du grand-père. Et je sens bien que vous avez un petit doute…»

Définitivement plus futée que prévu, l'intelligence artificielle remet les pendules à l'heure quand elle cahote avec élégance. Elle rappelle chacun à sa fonction: à elle de savoir tout faire, à nous de savoir pourquoi.

En d'autres termes et pour le dire enfin clairement, le petit moment d'égarement de ChatGPT pourrait être bien plus qu'un bug informatique. Peut-être même un cadeau: la belle machine redevient une machine et nous rend poliment les commandes. C'est gentil de sa part, il ne reste plus qu'à les garder. ■

10 Carnet du jour

DEUIL

Le département de l'instruction publique, de la formation et de la jeunesse

fait part avec une grande tristesse du décès de

Madame Petra LEIMLEHNER ANTONAZZO

Enseignante d'allemand et d'histoire au Collège de Candolle

Anne Hiltpold
Conseillère d'Etat chargée du
Département de l'instruction publique,
de la formation et de la jeunesse

Le conseil de direction, le corps enseignant, le personnel administratif et technique
ainsi que les élèves du Collège de Candolle

font part avec une profonde tristesse du décès de

Madame Petra LEIMLEHNER ANTONAZZO

estimée enseignante d'allemand et d'histoire, collègue et amie,

dont ils garderont un souvenir lumineux.

Sandrine Conza-Rossier
Directrice

Joseph Adjadj;
Laurent Adjadj;
Elias, Nathalie Adjadj et leurs fils Arthur et Quentin;
Malek, Josephine Adjadj et leur fils Balthazar;
Paul-Henri Reuteler, Jean-Claude Reuteler et leurs familles;
ainsi que les familles parentes, alliées et amies

ont la très grande tristesse de faire part du décès de

Madame Liliane ADJADJ

née Reuteler

leur très chère épouse, mère, belle-mère, grand-mère, sœur, parente et amie enlevée à leur tendre affection le dimanche 18 février 2024.

Ses obsèques seront célébrées dans l'intimité.

Sa famille remercie chaleureusement le personnel soignant de l'hôpital de Sierre pour son attention, sa délicatesse et sa bienveillance.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Paula, son épouse depuis plus de 60 ans

Tatiana Huguenin-Stevens, sa fille et son époux Corey Stevens
Laurent Huguenin, son fils et son épouse Elizabeth Warner
Sveva et Nicolas Jeandin, sa famille de cœur

Ses petits-enfants et arrière-petits-enfants:
Jack, Dan, William et Charlie Huguenin
Rosemary, Samantha et Charlie Stevens
Thérèse, Sergio, Alberto et Gaspare Lunatici-Jeandin
Elisabeth, Nicolas et Achille Grobet-Jeandin
Marie-Hélène et Luca Höhn-Jeandin
Pierre Jeandin
Mathilde Jeandin
Louis et Ana Jeandin

Abigail Epstein, sa belle-sœur
Hugo Steinberg, son cousin

ont l'immense tristesse de faire part du décès de

Michel HUGUENIN

Médecin pédiatre

le 16 février à l'âge de 87 ans.

La cérémonie d'adieu aura lieu le vendredi, 1er mars au Temple de Genthod à 15h.

En lieu et place de fleurs, pensez au Colis du Coeur en mémoire de Michel, où il a été bénévole pendant de nombreuses années. (CCP 14-152282-9, IBAN CH23 0900 0000 1415 2282 9)

La famille tient à remercier de leur bienveillance et leurs bons soins, Elsa Santos, Professeur Arnaud Roth, Dr Thibaud Koessler, Dre Dominique Hegelbach, l'équipe de l'IMAD de Versoix et Anna Barresi de Casa Famiglia.

Adresse de la famille: Paula Huguenin, 93 rte de Vireloup, 1239 Collex

Cet avis tient lieu de faire-part.

PUBLICITÉ

LE TEMPS IMPRESSUM

Editeur/Rédaction
Le Temps SA – Avenue du Bouchet 2
CH – 1209 Genève
Tél + 41 22 575 80 50
info@letemps.ch

Conseil d'Administration
Présidence: Yves Daccord

Direction
Madeleine von Holzen,
rédactrice en chef
Olivier Schwarz, *finances*

Rédactrice en chef
Madeleine von Holzen

Adjoints: Paul Ackermann
Vincent Bourquin
Laure Lugon Zugravu
Grégoire Nappey
Assistante et office manager:
Monique Graber Sangiorgio

Chefs d'édition
Nicolas Dufour (web)
Florian Fischbacher (web)
Elise Kerchenbaum (print)
Simon Moreillon (print)
Julien Pralong (resp. web)
Philippe Simon (resp. print)

Chefs de rubrique
International: Aline Jaccottet
Suisse: Nicole Lamon
Economie: Aline Bassin

Opinions & Débats:
Romain Clivaz
Culture & Le Temps Week-end:
Stéphane Gobbo
Epoque & Société:
Célia Héron
Sport: Laurent Favre
Sciences: Sylvie Logean

Iconographie
images@letemps.ch

Rédactrice en chef
T Magazine
Rinny Gremaud

La liste complète de tous les services et collaborateurs du Temps SA sur www.letemps.ch/contact/annuaire

Rédaction de Berne
Bundesgasse 8
CH – 3003 Berne
Tél. + 41 22 575 80 50

Rédaction de Lausanne
Rue de la Madeleine 18
CH - 1003 Lausanne
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Neuchâtel
Case postale 2645
CH - 2000 Neuchâtel
Tél: +41 22 575 80 50

Rédaction de Sion
Rue des Creusets 16
CH – 1950 Sion
Tél. +41 22 575 80 50

Relation clients
Le Temps SA
Av. du Bouchet 2 - 1209 Genève
Lundi-vendredi
8h00 à 11h30 - 13h30 à 16h30
Tél. 022 539 10 75
E-mail: relationclients@letemps.ch
Tarifs: découvrez nos offres
sur www.letemps.ch/abos

Régie publicitaire
Nationale: Anne-Sandrine Backes
Adresse : NZZ one - Route de Lully 5C
CH - 1131 Tolochenaz
Tél. : 021 318 46 60
Email: lt_publicite@nzz.ch
Régionale: Sébastien Cretton
Le Temps SA - Avenue du Bouchet 2
CH - 1209 Genève
Tél. : 022 575 80 50
Email : publicite@letemps.ch

Impression
CIL, Centre d'Impression Lausanne SA

Tirage diffusé
34 118 exemplaires
(source: tirage contrôlé REMP 2023)

Audience REMP MACH Basic
2023-2 : 90 000 lecteurs
La rédaction décline toute responsabilité envers les manuscrits et les photos non commandés ou non sollicités. Tous droits réservés. En vertu des dispositions relatives au droit d'auteur ainsi qu'à la Loi contre la concurrence déloyale et sous réserve de l'approbation préalable écrite de l'éditeur sont notamment interdites toute réimpression, reproduction, copie de texte rédactionnel ou d'annonce ainsi que toute utilisation sur des supports optiques, électroniques ou tout autre support, qu'elles soient totales ou partielles, combinées ou non avec d'autres œuvres ou prestations. L'exploitation intégrale ou partielle des annonces par des tiers non autorisés, notamment sur des services en ligne, est expressément interdite.
ISSN 1423-3967
No CPPAP: 0413 N 05139

Notre papier journal est produit de manière écologique avec une forte proportion de papier recyclé

Meilleure application de messagerie, Signal s'améliore encore

COMMUNICATION La messagerie permettra bientôt de ne plus devoir partager avec d'autres son numéro de téléphone. Un petit pas de plus pour Signal, qui compte aujourd'hui entre 40 et 50 millions d'utilisateurs

ANOUCH SEYDTAGHIA
𝕏 @Anouch

Signal est l'une des messageries les plus complètes du marché. *(DR)*

Alors que WhatsApp vient de fêter ses 15 ans le 24 février, il vaut la peine de s'intéresser à un concurrent beaucoup plus jeune. Lancé en 2018, Signal vient d'annoncer une nouveauté importante pour son application de messagerie pour smartphone: la possibilité de masquer son numéro de téléphone à ses interlocuteurs. Avec cette nouveauté, Signal se montre plus respectueux encore de la vie privée de ses utilisateurs.

Avant de plonger dans cette innovation, un petit cours de rattrapage pour ceux qui découvrent Signal. Cette app ressemble beaucoup à des messageries comme WhatsApp, Telegram ou encore Threema: elle permet de s'envoyer des messages, partager des contenus multimédias, créer des groupes et effectuer des appels audio et vidéo, entre autres. Mais ce qui différence Signal de ses concurrents, c'est son propriétaire et sa philosophie. Signal est en effet soutenu par une fondation à but non lucratif et fait de la protection des données de ses utilisateurs sa priorité.

Nom unique

Le 20 février dernier, Signal annonçait que ses utilisateurs – ils sont entre 40 et 50 millions au total – ne devront plus obligatoirement partager leur numéro de téléphone avec leurs contacts. Signal améliore ainsi la confidentialité avec cette option, permettant de ne pas diffuser cette information sensible avec tous ses correspondants.

Sur son blog, la messagerie explique la nouveauté ainsi: «Si vous ne voulez pas donner votre numéro de téléphone pour discuter avec quelqu'un sur Signal, vous pouvez désormais créer un nom d'utilisateur unique que vous pouvez utiliser à la place. Notez qu'un nom d'utilisateur n'est pas le nom de profil affiché dans les chats, qu'il ne s'agit pas d'un identifiant permanent et qu'il n'est pas visible par les personnes avec lesquelles vous discutez sur Signal. Un nom d'utilisateur est simplement un moyen d'initier un contact sur Signal sans partager votre numéro de téléphone.» Ce nom d'utilisateur unique pourra être partagé via un lien ou en générant un code QR.

> La pérennité de la messagerie, qui compte 50 employés, n'est pas totalement garantie

En parallèle, Signal offrira une option pour empêcher n'importe qui de rechercher un utilisateur par son numéro de téléphone. A noter qu'il n'y aura pas de répertoire de noms d'utilisateurs (ce que propose Telegram à l'inverse, par exemple).

Il y a des petites limitations pour cette innovation qui sera déployée dans les prochaines semaines pour tous les utilisateurs, via une mise à jour. D'abord, il faudra toujours donner à Signal son numéro de téléphone pour s'inscrire au tout début à cette messagerie (à l'inverse, l'app suisse Threema ne demande pas de numéro). De plus, toutes les personnes qui ont déjà votre numéro de téléphone via Signal y auront toujours accès – cette nouveauté ne concerne que les discussions avec de nouvelles personnes.

Coûts détaillés

Avec cette innovation, Signal, dont l'utilisation est totalement gratuite, devient plus attractif encore. Mais attention, la messagerie est fragile. Elle ne tire aucun revenu de la publicité (aucune annonce n'est affichée, aucune donnée n'est partagée avec des tiers) ou d'abonnements. A ses débuts, la fondation avait notamment été soutenue par un don de 50 millions de dollars de la part de Brian Acton, l'un des cofondateurs de WhatsApp. Depuis, Signal vit des dons de particuliers (chaque utilisateur peut verser la somme qu'il désire via l'application et des versements récurrents permettent d'afficher ensuite un badge virtuel) et de personnalités, dont le nom n'est pas divulgué.

Mi-novembre 2023, Signal détaillait sa structure de coûts dans son blog. «Signal est une association à but non lucratif, mais nous évoluons dans un secteur dominé par des entreprises multimilliardaires qui ont défini les normes et établi l'écosystème technologique, et dont les modèles commerciaux vont directement à l'encontre de notre mission en matière de protection de la vie privée, écrivait notamment Meredith Whittaker, présidente de Signal. C'est pourquoi Signal dépense chaque année des dizaines de millions de dollars pour offrir une alternative réellement utile. Nous estimons que d'ici à 2025, Signal aura besoin d'environ 50 millions de dollars par an pour fonctionner, ce qui est très peu par rapport à d'autres applications de messagerie populaires qui ne respectent pas votre vie privée.»

La pérennité de la messagerie, qui compte 50 employés, n'est ainsi pas totalement garantie. Comme l'expliquait récemment Meredith Whittaker au site spécialisé Wired, les dons des utilisateurs couvrent aujourd'hui 25% des coûts opérationnels.

SUR LE WEB

Retrouvez en semaine l'actualité du monde de la technologie sur Letemps.ch/economie

COURT-CIRCUIT

L'IA accusée de wokisme, c'est une très bonne chose

Certains y verront un débat affligeant. J'y vois au contraire une nouvelle opportunité de poser des questions passionnantes concernant l'objectif de l'intelligence artificielle (IA) et des services qui y sont liés.

On parle ici de la toute récente polémique concernant le générateur d'images Gemini de Google. Le service – disponible aux Etats-Unis, mais pas encore en Europe –, mis en ligne récemment, offre des résultats d'une qualité impressionnante. Des internautes ont essayé – et c'est une très bonne chose – de tester la machine avec des requêtes intéressantes: des images de soldats allemands de 1943, des papes, des Vikings ou encore les fondateurs de Google.

Résultat: dans leur immense majorité, des visages de personnes noires et asiatiques apparaissaient sous les requêtes.

Immédiatement, certains internautes, dont un certain Elon Musk, ont crié au scandale: Gemini a été accusé de wokisme, de réécrire l'histoire et Google a été soupçonné de «racisme anti-Blancs». La multinationale, sans doute prise de panique, a immédiatement désactivé la génération d'images sur Gemini et s'est longuement excusée en ligne.

Le débat est intéressant à plusieurs niveaux. D'abord, les systèmes de génération d'images basés sur l'IA doivent-ils vraiment coller à la réalité historique? Ne sont-ils justement pas mis en service pour laisser libre cours à l'imagination? On demande à Gemini ou ChatGPT de livrer des résultats textuels exacts, mais est-il légitime d'attendre la même chose pour la création d'images de synthèse?

L'autre question a trait à la diversité des résultats créés. Depuis longtemps, les systèmes de génération d'images – mais aussi de textes – ont été accusés de minoriser certaines personnes et de sexisme – l'immense majorité des images de médecins représentaient des hommes, par exemple. Le fait que Google ait mis le curseur plus loin est intéressant. Est-ce vraiment problématique? Où exactement devrait se situer ce curseur? Personne n'a la réponse.

N'oublions pas que cette «affaire» s'inscrit dans un contexte où un petit sentiment de défiance envers Google existe: en décembre dernier, la société avait légèrement trafiqué une vidéo de démo de Gemini…

Toutes ces interrogations sont passionnantes. L'IA n'a rien de neutre, et c'est une bonne chose d'en débattre.

ANOUCH SEYDTAGHIA
𝕏 @Anouch

MÉTÉO

ÉPHÉMÉRIDE
Lundi 26 février 2024

lever: **07h21**
coucher: **18h17**
3 minutes de soleil en plus

lever: **20h21**
coucher: **08h15**

lune décroissante
taux de remplissage: 97%

Situation générale aujourd'hui à 13h

PREMIÈRE MOITIÉ DE SEMAINE sous les nuages, avec quelques précipitations le long des Alpes valaisannes et un peu de foehn dans les Alpes lundi, puis de la bise sur le Plateau mardi et mercredi. Les températures resteront dans la norme ou légèrement supérieures avec 10 °C en plaine l'après-midi. Jeudi, le soleil devrait être plus présent, avant le retour de perturbations pour la fin de la semaine.

PRÉVISIONS À CINQ JOURS

	MARDI 100 %		MERCREDI 90 %		JEUDI 80 %		VENDREDI 60 %		SAMEDI 40 %	
Bassin lémanique, Plateau romand et Jura	3°	8°	4°	8°	2°	10°	2°	9°	2°	11°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	
Alpes vaudoises et valaisannes (500 m)	3°	10°	3°	11°	3°	13°	3°	11°	2°	12°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	
Suisse centrale et orientale	4°	8°	4°	8°	3°	11°	3°	10°	2°	12°
Limite des chutes de neige	-		-		-		-		-	
Sud des Alpes	4°	8°	6°	13°	7°	14°	7°	12°	7°	10°
Limite des chutes de neige	1300 m		1700 m		-		1500 m		1400 m	

Prévisions en Suisse pour le matin et l'après-midi.
Les températures indiquées sont les valeurs minimales (en bleu) et maximales (en rouge)

MétéoSuisse tél. 0900 162 666
en ligne avec nos météorologues, 24 heures sur 24
(fr. 2.90 la minute)

www.MeteoSuisse.ch

12 Bourses

SEMAINES DE LA BOURSE 23.02.2024

↑ Stoxx Eur. 50 4309.26 0.48% ↑ Dow Jones 39131.53 0.16% ↓ Brut 81.68 −2.09% ↑ €/CHF 0.9536 0.09%

↑ SMI 11496.76 0.97%

↑ GAGNANTS — Cours du SMI de 23.02.2024

Swiss Re NA	106.50	+5.50%
Zurich Ins. Gr.	463.00	+4.89%
Novartis	91.63	+3.61%
Givaudan	3791.00	+3.38%
Alcon N	70.50	+2.98%

PERDANTS ↓

Nestlé NA	95.35	−1.85%
Richemont	137.60	+0.40%
ABB NA	40.37	+0.82%
UBS Group N	24.72	+0.98%
Swisscom	516.20	+1.33%

↑ SPI 14986.90 0.87%

↑ GAGNANTS — Cours du SPI de 23.02.2024

Idorsia	2.40	+74.42%
Hochdorf	17.80	+39.06%
MCH Group N	4.48	+16.06%
ONE Swiss Bk.	3.92	+13.29%
OC Oerlikon NA	4.41	+12.00%

PERDANTS ↓

Meyer Burger	0.082	−24.35%
Peach Prop.	8.52	−15.31%
Spexis	0.17	−15.13%
Kudelski	1.25	−14.97%
XLife Sciences	44.10	−12.15%

VALEURS SUISSES

52 semaines Haut	Bas		cours 23.02. clôture	Var. % s.d'av.
SMI				
40.81	29.13	ABB NA	40.37	0.82
75.40	58.30	Alcon N	70.50	2.98
552	409	Geberit NA	524	2.22
3804	2691	Givaudan	3791	3.38
69.82	54.34	Holcim N	69.32	2.33
302	235	Kühne+Nagel	288	2.06
83.90	45.56	Logitech NA	78.80	2.93
599	309	Lonza Gr.	464	1.42
117	93.84	Nestlé NA	95.35	−1.85
94.52	69.89	Novartis	91.63	3.61
1253	723	Partners Gr.	1253	1.83
161	103	Richemont	138	0.40
294	223	Roche Hld.GS	232	1.84
280	207	Sika N	259	1.77
293	206	Sonova	291	2.32
654	509	Swiss Life	649	1.69
107	83.10	Swiss Re NA	107	5.50
619	494	Swisscom	516	1.33
26.55	14.38	UBS Group N	24.72	0.98
464	393	Zurich Ins. Gr.	463	4.89
SPI (sans SMI)				
29.72	20.60	Accelleron	29.34	0.07
0.35	0.04	Addex Therap.	0.07	1.39
42.23	27.10	Adecco Gr. NA	37.31	1.80
140	98.00	Adval Tech	100	−5.66
19.05	15.00	Aevis Vict. NA	15.40	−5.52
0.77	0.47	Airesis S.A	0.48	−4.55
165	140	Allreal NA	155	0.39
274	175	Also Holding	240	−6.81
20.15	7.42	Aluflexpack	14.46	2.41
4.34	1.38	ams-OSRAM	2.19	−0.81
203	163	APG SGA NA	202	4.66
12.96	7.10	Arbonia NA	10.34	−0.19
0.42	0.10	Arundel NA	0.15	–
1.75	1.28	Aryzta NA	1.56	3.72
12.52	7.00	Ascom NA	7.31	1.81
2.25	1.26	Asmallworld	1.55	−2.52
149	98.80	Autoneum H. NA	129	1.41
45.26	29.00	Avolta	35.72	0.51
106	53.95	Bachem H. NA	68.15	3.81
159	126	Bâloise NA	143	±0.00
1994	1230	Barry Callebaut	1320	1.62
916	848	Baselland. KB	854	±0.00
54.50	32.00	Basilea Pharm.	36.20	−1.90
68.20	60.80	Basler KB PS	67.20	0.30
55.00	35.35	BB Biotech	49.05	±0.00
500	369	Belimo	414	−0.10
290	244	Bell Food	262	3.16
41.20	18.20	Bellevue Gr.	23.75	0.64
47.20	40.00	Bergb.Engelb.	42.70	0.47
243	223	Berner KB	241	−0.41
168	126	BKW	132	−1.05
265	173	Bossard	215	−1.38
273	188	Bq. Cant. de G.	265	3.11
62.00	49.20	Bq. Cant. de J.	62.00	5.98
113	81.70	Bq. Cant. Vaud.	109	2.07
444	314	Bucher Ind.	377	0.27
1810	1610	Bündner KB	1790	±0.00
617	436	Burckhardt	507	4.43
99.30	79.00	Burkhalter	93.50	3.20
985	745	BVZ	0.00	–
770	424	Bystronic	446	−4.50
48.55	25.00	Calida Holding	29.25	5.41
391	296	Carlo Gavazzi	330	1.54
80.65	60.00	Cembra Money	74.35	7.60
2.84	1.30	CI Com	1.36	−6.85
52.00	41.70	Cicor Technol.	50.40	−0.79
15.95	10.77	Clariant	11.24	1.54
80.10	55.40	Coltene	57.50	−4.01
328	171	Comet	310	−3.36
124	106	Comp. Fin.Tr.	123	0.41
66.70	33.70	Cosmo Pharma.	65.90	1.54
95.00	78.00	CPH	85.60	−7.16
62.50	42.20	Crealogix	59.50	–
251	154	Dätwyler	189	2.28
80.05	53.95	DKSH Hold.	65.85	2.73
102	28.52	DocMorris	88.10	−4.45
481	366	dormakaba	453	−0.98
277	190	Dottikon	237	0.64
124	98.40	Edisun Pow.	106	−1.40
12.60	8.05	EFG Int.	12.18	3.40
1040	980	Elma Electronic	0.00	–
975	820	Emmi NA	875	2.58
803	581	Ems-Chemie	637	2.00
68.20	59.20	Epic Suisse	67.40	±0.00
23.08	0.62	Evolva Hold.	0.64	2.24
24.90	16.40	Feintool Int.	17.90	3.71
189	161	Flugh. Zürich	188	3.14
1386	957	Forbo Hold. NA	1026	1.58
17.25	15.90	Fund. Real	16.90	−0.29
82.20	65.10	Galenica NA	78.00	1.83
0.94	0.32	GAM NA	0.35	−0.14
71.20	45.64	Georg Fischer	66.80	6.28
27.10	22.30	Glarner KB N	22.40	−0.44
322	248	Grp. Minoteries	266	–
101	65.20	Gurit Hold.	67.30	1.51
139	108	Helvetia	125	1.79
83.80	72.80	HIAG Immo.	73.20	−1.61
18.94	4.00	Highlight	10.90	–
29.00	12.40	Hochdorf	17.80	39.06
89.80	59.90	Huber+Suhner	63.50	0.16
4420	3780	Hypo Lenzburg	4340	0.46
13.14	1.29	Idorsia	2.40	74.42
48.60	25.75	Implenia	30.75	0.33
19.20	16.25	Ina Invest	16.90	−2.87
1424	834	Inficon	1400	−0.99
3380	2245	Interoll	2865	6.11
674	585	Intershop	608	−1.14
102	89.60	Investis	95.80	−0.21
123	103	IVF Hartmann	110	−1.79
64.70	42.98	Julius Bär NA	47.31	−4.27
172	125	Jungfraubahn	168	0.72
242	163	Kardex	236	0.64
0.02	0.00	Kinarus Ther.	0.01	6.67
20.20	14.20	Klingelnb.	16.75	−2.33
303	157	Komax	159	−3.28
2.38	1.11	Kudelski	1.25	−14.97
6.30	1.11	Kuros Bios.	5.52	−6.76
38.00	30.20	Lalique Group	35.00	−2.78
84.60	60.50	Landis+Gyr	66.50	−0.89
30.80	20.30	lastminute	22.60	4.15
0.63	0.37	Leclanché NA	0.59	5.71
2350	1700	Lem	1736	−4.30
56.10	27.35	Leonteq	28.55	−1.04
71.50	57.00	Liechten. LB	70.00	−1.27
11600	095000	Lindt & Spr.	110400	−0.54
11430	9385	Lindt & Spr. PS	10930	−2.41
82.42	69.50	Luzerner KB	71.90	0.70
4.88	3.50	MCH Group N	4.48	16.06
135	95.40	Medacta Gr.	129	−1.53
99.40	62.30	Medartis	74.70	−3.36
26.75	16.00	Medmix	16.36	−5.65
55.00	28.90	Meier Tobl.	34.05	−2.99
2080	1250	Metall Zug	1410	−1.05
0.71	0.07	Meyer Burger	0.08	−24.35
17.05	10.70	Mikron	16.85	0.60
17.86	12.14	Mobilezone	13.46	1.66
268	225	Mobimo	266	0.57
6.30	3.04	Molecular Partn.	3.85	−3.51
18.66	9.68	Montana A.	15.54	−1.27
11.45	3.70	Newron Pharma	8.74	5.30
40.40	32.50	Novavest Real Est.	35.00	0.57
0.23	0.03	ObsEva	0.06	3.50
5.92	3.30	OC Oerlikon NA	4.41	12.00
4.50	1.46	ONE Swiss Bk.	3.92	13.29
7.66	4.21	Orascom Dev.	4.35	0.93
82.00	69.00	Orell Füssli	73.80	±0.00
85.30	63.50	Orior	64.80	−2.11
18.10	8.52	Peach Prop.	8.52	−15.31
87.00	51.50	Perrot Duval	0.00	–
465	342	Phoenix Mec.	442	−2.00
86.30	43.50	Pierer Mob.	45.85	−1.29
319	292	Plazza	302	−0.66
26.02	14.11	PolyPeptide	16.33	−1.27
80.20	63.00	Private Equity	70.00	2.04
121	96.50	PSP	115	−0.26
15.00	1.50	Relief Therap.	1.60	−5.88
110	74.10	Rieter	89.60	−2.61
318	236	Roche I	248	2.57
58.00	45.00	Romande Energie	51.40	−2.28
30.00	22.70	Sandoz	28.06	−2.26
14.62	5.90	Santhera Pha.	10.80	8.54
227	171	Schindler N	227	1.89
235	176	Schindler PS	234	1.30
26.00	21.00	Schlatter Hold.	23.60	−0.84
817	438	Schweiter Tech.	450	−4.67
4950	3750	Schweizer NB	3820	−4.02
119	64.00	Sensirion	67.30	−4.54
94.00	82.50	SF Urban Prop. N	93.00	±0.00
129	88.90	SFS Group	110	1.48
88.12	69.62	SGS	85.86	1.47
13.00	4.92	SHL Telemed.	5.15	−7.21
916	632	Siegfried	895	−1.65
26.26	17.10	SIG Group	17.80	−1.22
88.60	63.60	SKAN Group	81.90	1.11
19.29	12.07	SoftwareONE	16.69	−0.95
1.06	0.01	Spexis	0.17	−15.13
520	465	St. Galler KB	500	−0.30
38.10	26.38	Stadler Rail	28.30	0.50
63.00	44.60	StarragTornos	45.80	−0.43
148	97.00	Straumann	147	1.35
96.90	70.85	Sulzer NA	95.95	7.33
343	194	Swatch Group I	209	−3.90
62.95	37.40	Swatch N Gr.	40.75	−2.86
91.75	72.10	Swiss Pr. Site	86.10	0.41
0.16	0.06	Swiss Steel H.	0.09	0.56
236	144	Swissquote	235	2.18
0.06	0.00	Talenthouse	0.00	–
413	251	Tecan	359	1.13
89.68	56.40	Temenos NA	64.28	6.04
125	116	Thurgau. KB PS	123	2.94
142	81.70	TX Group	131	1.23
129	72.50	u-blox Holding	87.10	−0.80
107	91.20	Valiant Hld.	102	±0.00
46.40	34.50	Varia US Prop.	36.80	−1.87
454	269	VAT Group N	443	3.14
475	413	Vaudoise	445	−1.33
48.00	34.10	Vetropack N	35.60	2.45
765	550	Villars	580	–
62.30	47.55	Vontobel	53.80	0.56
102	80.40	VP Bank	95.20	−0.63
111	70.70	VZ Holding	111	0.73
95.60	55.00	V-ZUG	61.80	3.17
115	105	Walliser KB	111	0.45
2270	1775	Warteck Invest	1925	2.94
9.56	2.80	Wisekey	4.40	−2.33
51.40	28.60	XLife Sciences	44.10	−12.15
363	179	Ypsomed	357	3.63
78.70	45.20	Zehnder Gr.	55.10	−1.25
29.00	23.80	Züblin Immob.	26.00	–
1860	1480	Zug Estates	1790	3.47
8000	7420	Zuger KB	7960	1.02
180	112	Zwahlen&Mayr I	0.00	–

INDICES BOURSIERS (Semaines d'avant)

(Nikkei-Index=©Nihon Keizai Shimbun)

AEX (NL)	854.97	−0.37%	OMX (SE)	916.99	0.65%
All Ordinaries (AU)	7899.20	−0.08%	OMXC 20 (DK)	2588.79	−0.43%
ATX (AT)	3384.84	−0.64%	S&P 500 (US)	5088.80	1.17%
Euro Stoxx 50 (CH)	4872.57	2.24%	SET Index (TH)	1398.14	0.86%
IBEX 35 (ES)	10130.60	2.47%	SSE 180 (CH)	7704.66	3.93%
Kospi (KR)	2667.70	2.06%	Stoxx Europe 600 (CH)	497.25	1.15%
Nasdaq 100 (US)	17937.61	0.51%	Stoxx Singap. 20 (CH)	1861.52	−1.42%
OBX (NO)	1165.12	−0.20%	Taiwan Weighted (TW)	18889.19	1.52%

ACTIONS NON COTÉES

Titre	Demande	Offre
acrevis Bank N	1440	1470
Alpha Rheintal Bank	650,00	670,00
Arosa Bergbahnen	103,00	105,00
Auto AG Rothenburg	435,00	440,00
Aventron	11,60	12,30
Bad Schinznach	2050	2150
Bank Leerau	410,00	-
Bank SLM N	1875	1900
BBO Bank Brienz-Oberhasli	172,00	198,00
Beau-Rivage Palace SA	235,00	240,00
Bernerland Bank	487,00	510,00
Biene-Bank im Rheintal	252,00	472,00
Caran d'Ache, Genève B	25000	-
Casino de Montreux	1900	2025
Cendres+Métaux, Biel	5260	5475
Cham Group	475,00	480,00
Chemholding N	16200	-
Clientis Bank Aareland N	1766	1900
Clientis Bank Oberuzwil	791,00	-
Clientis EB Entlebucher	221,50	-
Clientis Sparkasse Oftringen	2040	2090
Congress Centre Kursaal	300,00	310,00
Crédit Mutuel de la Vallée	68,00	-
Dolder Hotel, Zürich	1800	1915
Energ Elec du Simplon E.E.S.	750,00	900,00
Energie Zürichsee	1825	1850
Eniwa	960,00	1065
Ersparniskasse Affoltern	2100	2500
Espace Real Estate	174,00	178,00
EW Jona-Rapperswil, Jona	5500	5550
Gondrand N	160,00	185,00
Griesser	951,00	989,00
Griston Holding	2505	2945
Holdigaz, Vevey	144,00	145,00
Immobiliare Pharmapark N	2810	2950
Konkordia N	7900	9000
Lagerhäuser der Centrals.	21500	23000
Loeb	224,00	238,00
Montana Tech N	8,05	8,95
Montreux-Berner Oberl. Bahn	4,20	6,50
Neue Zürcher Zeitung	5105	5200
Parking des Alpes	30,00	-
Plaston Holding	3225	3250
Ports Francs et Entrepôts de G	950,00	-
Reussegg N	83,00	290,00
Repower N	146,00	152,00
Spar + Leihkasse Gürbetal N	4605	4800
Spar- und Leihkasse Buch.	7300	7400
Spar- und Leihkasse Frutigen	2450	-
Spar+Leihkasse Riggisberg	6675	6800
SSE Holding N	3800	3920
Stadtcasino Baden	470,00	485,00
Thermalbad Zurzach N	281,00	290,00
Toggenburg Bergbahnen N	243,00	248,00
Usines Metallurgiques de V.	5400	6200
Weleda	3300	3400
Welinvest, Basel	3010	3150
Weiss & Appetito	311,00	319,00
WWZ N	996,00	1000
Zermatt Bergbahnen	460,00	530,00

Source Berner KB, Lienhardt & Partner PB

CROISSANCE

INFLATION

CHÔMAGE

ÉCONOMIE

Pays	Croissance du PIB* dernier	Forecast	Production industrielle*	Chômage **	Inflation** dernier	Forecast	Chiffre d'affaires du commerce de détail**	Rendements obligations d'État	Taux d'intérêt Réel
Suisse	**0,30** (09.23)	**2,80** (03.24)	**-0,40** (12.23)	**2,50** (01.24)	**1,30** (01.24)	**2,10** (03.24)	**-2,30** (01.24)	**0,89** (02.24)	**-0,41** (09.23)
Zone euro	**0,10** (12.23)	**3,60** (03.24)	**1,20** (12.23)	**6,40** (12.23)	**2,80** (01.24)	**2,90** (03.24)	**-10,60** (12.23)	**2,47** (02.24)	**-0,35** (12.23)
Allemagne	**-0,20** (12.23)	**3,00** (03.24)	**-3,00** (12.23)	**6,10** (01.24)	**2,90** (01.24)	**2,70** (03.24)	**-8,60** (12.23)	**2,40** (02.24)	**-0,50** (12.23)
France	**0,70** (12.23)	**3,30** (03.24)	**0,90** (12.23)	**7,50** (12.23)	**3,10** (01.24)	**2,70** (03.24)	**-0,90** (12.23)	**2,88** (02.24)	**-0,22** (12.23)
Gr.-Bretagne	**-0,20** (12.23)	**3,60** (03.24)	**0,60** (12.23)	**3,80** (12.23)	**4,00** (01.24)	**2,90** (03.24)	**-0,40** (01.24)	**4,27** (02.24)	**0,27** (12.23)
Italie	**0,50** (12.23)	**3,60** (03.24)	**-2,10** (12.23)	**7,20** (12.23)	**0,80** (01.24)	**2,60** (03.24)	**-16,00** (12.23)	**3,88** (02.24)	**3,08** (12.23)
Japon	**1,00** (12.23)	**3,60** (03.24)	**-1,00** (12.23)	**2,40** (12.23)	**2,60** (12.23)	**2,60** (03.24)	**0,20** (01.24)	**0,72** (02.24)	**-1,88** (12.23)
États-Unis	**3,10** (12.23)	**4,30** (03.24)	**0,00** (01.24)	**3,70** (01.24)	**3,10** (01.24)	**4,80** (03.24)	**0,90** (01.24)	**4,30** (02.24)	**1,20** (12.23)

Chiffres en pourcentage, * trimestriels sur une base annuelle ** mensuels sur une base annuelle

↓ Suisse 10 ans Bonds 0.84 −0.04

↓ Allemagne 10 ans Bonds 2.388 −0.014

↓ Gr.-Bretagne 10 ans Bonds 4.232 −0.042

↓ États-Unis 10 ans Bonds 4.3011 −0.003

OBLIGATIONS

Nom	Taux d'intérêt	Échéance	dernier cours	% debut de l'année	volume échangé
OBLIGATIONS SUISSES					
Confédération					
Conféd.	0	22.06.29	95.61	0.365	0
Conféd.	1.25	11.06.24	99.92	0.02	60000
Conféd.	3.5	08.04.33	123.77	0.45	100000
Conféd.	1.5	24.07.25	100.60	0.099	136000
Conféd.	1.25	27.06.37	105.26	3.218	100000
Conféd.	0.5	27.05.30	97.78	1.082	36000
Conféd.	4	08.04.28	112.46	0.803	0
Conféd.	1.25	28.05.26	100.59	0.268	276000
Conféd.	2.5	08.03.36	118.81	2.19	0
Conféd.	3.25	27.06.27	107.51	0.83	0
Conféd.	0	26.06.34	92.00	1.898	518000
Conféd.	0.5	24.05.55	92.88	8.941	0
Conféd.	4	06.01.49	171.08	4.505	0
Conféd.	2.25	22.06.31	109.97	2.292	0
Conféd.	0.25	23.06.35	93.55	3.237	0
Conféd.	2	25.06.64	147.20	8.537	0
Conféd.	1.25	28.06.43	108.37	3.543	1000
Conféd.	0.5	30.05.58	91.99	9.814	0
Conféd.	0	24.07.39	88.33	3.591	22000
Cantons, Villes et Communes					
Basel-Landschaft, Kanton	0.125	26.02.26	97.90	0.10	0
Basel-Stadt, Kanton	1.4	24.11.27	101.05	0.25	0
Basel-Stadt, Kanton	0	04.09.26	97.40	0.103	0
Bern, Stadt	1.625	01.11.24	100.00	0.08	0
Lugano, Stadt	0.625	01.09.25	99.00	0.25	0
Zürich, Stadt	1.45	13.06.42	101.70	0.00	0
Zürich, Stadt	1.625	26.09.24	100.00	0.05	0
Banques cantonales					
Bank Julius Bär	0.125	27.04.28	93.65	0.70	0
Bank Julius Bär	2.375	06.09.27	102.05	0.049	0
Cembra Money Bank	0.418	15.11.28	94.35	0.80	90000
Cembra Money Bank	0.152	14.10.26	96.25	0.36	100000
Migrosbank	2.25	26.09.28	102.95	0.435	100000
UBS Group AG	0.375	24.08.29	92.70	0.269	0
UNION BANCAIRE PRIVEE, UBP SA	0.2	15.12.26	96.05	0.21	0
Etabl. de prêts hypotécaires					
Pfandbriefbank	0.75	28.11.34	93.03	0.129	95000
Pfandbriefbank	1	21.05.24	99.79	0.05	0
Pfandbriefbank	1.625	15.03.34	101.36	0.00	0
Pfandbriefbank	0.375	26.01.26	98.24	0.26	0
Pfandbriefzentrale	0.125	31.10.24	99.04	0.20	0
Pfandbriefzentrale	1.625	07.04.26	100.45	0.149	0
Pfandbriefzentrale	0	14.06.24	99.48	0.30	10000
Pfandbriefzentrale	1.75	02.09.26	101.17	0.049	0
Pfandbriefzentrale	1.625	31.10.24	100.10	0.17	0
Centrales d'émissions					
EGW	0.75	24.09.24	99.33	0.131	0
EGW	1.125	24.09.29	99.20	0.51	0
EGW	0.5	09.03.34	94.80	0.00	0
EGW	0.6	14.09.35	93.30	0.70	0
EGW	1.375	27.03.28	99.55	0.00	0
EGW	1.75	14.09.26	101.65	0.00	0
Sociétés financières					
Allreal Holding AG	0.7	22.09.28	95.50	0.157	0
Mobimo Holding AG	0.25	19.03.27	95.75	0.21	75000
Mobimo Holding AG	1.875	16.09.24	100.11	0.03	0
PSP Swiss Property AG	0.375	29.04.26	97.85	0.204	0
Swiss Prime Site Finance AG	0.375	11.02.28	95.10	0.42	0
Swiss Prime Site Finance AG	0.5	03.11.25	98.15	0.102	90000
Swiss Prime Site Finance AG	0.825	11.05.26	98.10	0.10	15000
Swiss Prime Site Finance AG	0.375	30.09.31	89.25	0.723	460000
Energie					
Alpiq Holding AG	1.625	30.05.25	99.65	0.06	540000
Alpiq Holding AG	1.75	24.06.26	100.00	0.10	75000
Axpo Holding AG	0.25	04.02.25	98.62	0.26	30000
Axpo Holding AG	2.5	22.09.26	102.10	0.196	0
Axpo Holding AG	2	15.09.26	100.75	0.198	10000
BKW AG	0	18.10.24	98.89	0.32	0
KLL	1.25	11.09.24	99.70	0.07	225000
Swissgrid AG	1.625	30.01.25	100.06	0.02	30000
Industrie					
ABB Ltd	1.965	22.09.26	101.40	0.049	50000
Adecco	2.377	17.11.27	102.60	0.388	35000
Barry Callebaut	2.3	23.01.32	103.00	0.00	45000
Barry Callebaut	1.95	24.01.28	101.50	0.00	15000
Bell Food Group	0.625	24.03.25	98.79	0.19	25000
Bobst Group SA	2.545	31.01.29	101.10	0.00	50000
dormakaba Finance	3.757	14.10.27	105.75	0.047	40000
Ferring Holding S.A.	2.7	21.04.27	102.40	0.244	10000
Holcim Ltd	1	11.12.24	99.41	0.13	150000
Kudelski	1.5	27.09.24	85.50	19.63	800000
Lonza Swiss Finanz AG	2.1	12.09.29	101.45	1.073	55000
Partners Group Holding AG	0.4	21.06.27	96.10	0.311	195000
Roche Kapitalmarkt	1.75	15.09.33	103.30	0.577	0
Roche Kapitalmarkt	0.1	23.09.24	99.15	0.19	20000
Sandoz Group AG	2.125	17.11.26	101.20	0.687	15000
Sandoz Group AG	2.6	17.11.31	104.95	1.502	0
TEMENOS	2.85	11.10.28	87.05	5.239	380000
OBLIGATIONS ÉTRANGÈRES					
Etats et Municipalités					
Auckland Council	1.56	30.11.29	101.45	0.442	355000
New Brunswick	0.25	19.01.29	94.95	0.16	50000
New Brunswick	0.2	07.11.31	91.30	0.27	0
Nordrhein-Westfalen	0.875	29.07.24	99.64	0.13	0
Ontario	0.05	12.05.33	88.95	1.002	0
Province of Quebec	0.75	21.11.24	99.60	0.31	0
Province of Quebec	0.03	18.06.31	90.05	1.423	60000
Province of Quebec	2.04	09.05.33	104.80	1.735	0
Transports					
Hyunday Capital Services	0.26	11.02.25	98.54	0.41	75000
Hyunday Capital Services	2.748	11.05.26	102.05	0.39	5000
Hyunday Capital Services	3.033	01.02.28	103.85	0.336	0
Hyunday Capital Services	1.878	14.06.27	100.40	0.397	0
Russian Railways

Lundi Finance

SPÉCIAL IMMOBILIER

Et si le pire était derrière?
A la suite de la faillite d'Evergrande en Chine et sur fond de craintes aux Etats-Unis, l'immobilier commercial semble sous haute tension. S'ils identifient des risques localisés, les experts d'UBS refusent de rejoindre le cortège des oiseaux de mauvais augure. ●●● PAGE 16

Crédits hypothécaires
Alors que l'inflation et la conjoncture ralentissent, la BNS pourrait procéder cette année à des premières baisses de taux. Pas sûr que le coût du financement de l'immobilier en fasse de même car d'autres paramètres risquent de le pousser à la hausse. ●●● PAGE 17

«Innovons pour atteindre la neutralité carbone»
En Suisse, les investisseurs semblent avoir encaissé le choc du resserrement monétaire. Mais, face aux coûts, l'assainissement énergétique des bâtiments n'a aucune chance de se dérouler dans la période prévue, avertit Julian Reymond, patron de Realstone. ●●● PAGE 14

Envisager l'achat en viager
Il faut bien l'évaluer avant de tenter le pari. Dans un marché immobilier tendu dans bien des régions, investir dans un bien immobilier et en laisser l'usufruit à son occupant peut être intéressant. Explications. ●●● PAGE 13

Changement de comportements
La pandémie a entraîné une mutation profonde dans les habitudes de travail, qui dicte les choix de localisation. Les stratégies d'investissement doivent désormais prendre en compte le concept de la ville du «quart d'heure». ●●● PAGE 16

Faut-il réguler la profession de courtier?

PIERRE Singularité helvétique, le courtage n'est pas réglementé en Suisse. Si la plupart des acteurs de la branche reconnaissent la nécessité de mettre des garde-fous, les visions diffèrent sur la façon d'y parvenir

ALEXANDRE BEUCHAT
𝕏 @beuchat_a

C'est un vieux serpent de mer. La question de la régulation du métier de courtier resurgit à intervalles réguliers. Car la Suisse fait figure d'exception. Il ne faut en effet aucun diplôme particulier pour devenir courtier immobilier. L'accès à la profession est ouvert à tout un chacun. Des voix issues du courtage lui-même s'élèvent pour réguler la profession. L'absence de règles est néfaste pour la réputation de la branche, estime l'Association des agences et courtiers immobiliers genevois (Acige). Créé en 2019, ce groupement d'une trentaine de membres plaide pour un meilleur encadrement de la profession. «Il est anormal que ce métier-là ne soit pas réglementé en Suisse, alors que ce secteur génère énormément d'argent», affirme Bart Scholliers, le président de l'Acige.

D'une part, «des gens peu scrupuleux et mal formés s'improvisent courtiers et causent du tort à l'ensemble de la branche». De l'autre, une régulation serait «clairement dans l'intérêt des clients, car le métier devient de plus en plus complexe», détaille Bart Scholliers. C'est pourquoi l'association préconise d'instaurer une carte professionnelle obligatoire, à l'image de ce que connaît le Tessin.

«Nous nous appuyons sur les principes suivants: la protection des vendeurs et acheteurs, la formation des courtiers et le respect d'un code déontologique», précise-t-il. La transparence dans les ventes et les commissions, la création d'un registre des transactions, l'obligation d'avoir un mandat en bonne et due forme figurent parmi les mesures qui pourraient être mises en place pour réguler le métier. Reste à savoir qui attribuerait la précieuse carte et surtout sur quels critères.

Les courtiers genevois sont divisés sur la question. La section cantonale de l'Union suisse des professionnels de l'immobilier (USPI) doute en effet de l'utilité d'instaurer une carte. L'apparition des plateformes en ligne et de nouveaux concurrents numériques a conduit l'association à se pencher sur la question de la réglementation. Après avoir comparé les cadres en vigueur dans différents pays, elle est parvenue à la conclusion que l'autorégulation est suffisante.

Une sélection naturelle

«L'USPI Genève propose déjà des formations. Nous avons également un comité de surveillance à l'interne, un code déontologique et procédons à un contrôle des états financiers. De plus, nous échangeons régulièrement sur l'état du marché et les nouvelles réglementations», fait valoir Fabio Melcarne, à la tête de la section Courtier.

Une couche de régulation supplémentaire n'empêcherait pas, selon lui, certains comportements problématiques. «Si un vendeur passe par des courtiers qui sont membres d'associations professionnelles sérieuses, il dispose déjà de certaines garanties», souligne Fabio Melcarne. L'USPI Genève croit également en une forme de «sélection naturelle» durant les périodes plus difficiles, comme l'an dernier où le nombre de transactions a chuté.

En l'espace de dix ans, le volume des ventes à Genève a doublé pour atteindre 10 milliards de francs en 2021, ce qui a suscité les convoitises. Mais quand le marché s'est subitement asséché en raison de la remontée des taux, nombre d'acteurs qui s'étaient improvisés courtiers ont déserté ce secteur d'activité. Bart Scholliers conteste l'idée que le marché parvient à se réguler de lui-même durant les périodes de vaches maigres. Quant à l'autorégulation, «si celle-ci était réellement efficace, nous n'aurions pas tous les problèmes que nous connaissons aujourd'hui. La professionnalisation du métier de courtier est la seule façon de faire évoluer l'image de la branche.»

En Suisse, il ne faut aucun diplôme pour devenir courtier immobilier. *(COMMUGNY, VAUD, 21 JUILLET 2020/VALENTIN FLAURAUD POUR LE TEMPS)*

Le président de l'Acige relève que la problématique n'est pas uniquement genevoise. «Nous avons reçu des échos très positifs sur l'idée de la carte professionnelle dans d'autres cantons. Mais il est vrai que le cas de Genève est peut-être atypique en raison des montants des transactions au-dessus de la moyenne suisse, de la pénurie de logements qui fait rage, de l'étroitesse de son territoire ainsi que de la durée particulièrement longue pour l'octroi de permis de construire», relève-t-il.

L'Association suisse de l'économie immobilière (SVIT), l'autre faîtière de la branche, se montre plus disposée que l'USPI à réguler un secteur qui reste controversé. «L'autorégulation, c'est bien, mais ça ne suffit pas toujours, affirme le président de la section romande, Vincent Leroux. Il faut trouver un juste milieu en maintenant une structure assez souple. Les associations devraient se montrer ouvertes à la discussion en gardant en tête l'intérêt supérieur de la population. Car nous avons toujours des individus qui posent des problèmes irrémédiables.»

Pour le président de la SVIT Romandie, «l'obligation de formations continues est par exemple une piste qui pourrait être étudiée. Il y a un gros travail de défrichage à faire. Notre rôle n'est cependant pas de faire les lois, mais de renforcer la formation et la professionnalisation de l'ensemble de la branche immobilière.»

«Le courtage immobilier n'a pas très bonne réputation. Le service est de qualité variable. C'est un peu une loterie», estime pour sa part Patrice Choffat, directeur général de la société Bestag, une proptech aidant à la sélection du courtier. Mais, à ses yeux, le périmètre d'une réglementation est difficile à établir et le risque est élevé de ne toucher que quelques cas peu critiques tout en créant des lourdeurs administratives.

Mauvaises incitations

«Au-delà du manque de formation, le problème du courtage réside dans les structures de motivation, argumente-t-il. Tout d'abord, les courtiers sont tentés de surestimer la valeur d'un bien pour obtenir le mandat. Ensuite, ils sont incités à vendre au plus vite et auront tendance à pousser le vendeur à accepter une offre plus basse. Enfin, dans leur quête effrénée de nouveaux mandats, les courtiers prennent tout ce qu'il y a à prendre, même dans des régions éloignées qu'ils connaissent mal, ce qui va péjorer les prestations.»

Par ailleurs, la clientèle fait souvent preuve de naïveté, fait-il remarquer. «On vend une fois dans sa vie. Les risques sont donc grands de faire des erreurs dans cette transaction à grande portée financière.» Vincent Leroux abonde dans son sens: «Un achat ou une vente est un acte loin d'être anodin. Notre rôle est également d'informer le grand public. A nous d'expliquer comment se faire conseiller correctement tout au long du processus.»

Envisager l'achat en viager

PROPRIÉTÉ Populaire en France, la vente immobilière en viager est encore peu utilisée en Suisse. La méconnaissance de celle-ci et l'incertitude qui la caractérise suscitent de la réticence. Dans un marché tendu, elle reste une option à considérer

La vente immobilière en viager n'est pas prévue en tant que telle dans la législation suisse. Elle combine en effet trois institutions juridiques, soit la vente immobilière (art. 216ss CO), la rente viagère (art. 516ss CO) et souvent un droit d'usage. Le Tribunal fédéral l'a ainsi qualifiée de «contrat complexe» dont les composants sont indissociables.

Le contrat est conclu entre le crédirentier (le vendeur) et le débirentier (l'acheteur). Les parties se mettent d'accord sur un prix initial à payer à la conclusion du contrat, le «bouquet», correspondant a minima au montant de l'éventuelle dette hypothécaire sur l'immeuble. En sus du bouquet, le montant de la rente viagère ainsi qu'un droit d'usage, en cas de viager occupé, doivent être déterminés, selon les besoins financiers, l'âge et l'état de santé du vendeur. La propriété foncière est transférée à l'acheteur dès le début du contrat. Cet acte entraîne la perception de l'impôt sur le gain immobilier auprès du vendeur et des droits de mutation, dans la plupart des cantons à charge de l'acheteur, par le canton de situation de l'immeuble. La base imposable comprend le bouquet ainsi que la rente et le droit d'usage, capitalisés selon la méthode de l'autorité fiscale cantonale, dont la valeur varie en fonction de l'âge du crédirentier.

Durant le viager, le débirentier verse la rente convenue au crédirentier. Les règles d'imposition de la rente viagère en vigueur jusqu'à fin 2024 prévoient l'imposition de 40% de cette dernière chez le crédirentier, respectivement la déduction de 40% du montant versé par le débirentier. Dès 2025, la législation va être modifiée et l'imposition se fera selon de nouveaux critères, un montant entre 12% et 14% de la rente étant plutôt à considérer. Cela pourrait augmenter l'attrait pour les vendeurs dont la rente sera peu fiscalisée.

> **Le viager pourrait permettre à un public plus large d'acquérir un immeuble dans le marché actuel**

Bien évaluer l'impact fiscal

Outre la rente, le crédirentier bénéficie d'un droit d'usage – un usufruit ou un droit d'habitation en principe gratuit – lui permettant de demeurer dans l'immeuble vendu. Selon le droit d'usage choisi, l'imposition de l'immeuble peut varier. En effet, si l'usufruitier est en principe considéré fiscalement d'une manière identique à un propriétaire, le bénéficiaire du droit d'habitation à titre gratuit peut n'être imposé que sur la valeur locative et non sur la fortune, selon les cantons. L'imposition des parties devrait dans tous les cas être analysée avant la conclusion du contrat. La valeur capitalisée du droit d'usage et de la rente viagère n'est pas imposable en fortune dès lors qu'elle ne revêt pas la caractéristique d'une assurance susceptible de rachat.

Le viager prend fin au moment du décès du crédirentier. La pleine propriété de l'immeuble revient à l'acheteur, le droit d'usage s'éteignant selon la loi. Aucun impôt n'est dû. Si le décès du crédirentier est la situation la plus courante, il arrive parfois que le débirentier décède avant lui – rappelez-vous Jeanne Calment! Dans cette situation, le viager ne s'éteint pas. Les héritiers du débirentier deviennent propriétaires de l'immeuble et, selon leur relation avec le défunt, l'impôt de succession peut être dû. Dans certains cantons, les droits de mutation sont également perçus. Le paiement de la rente viagère demeure, quant à elle, à charge des héritiers jusqu'au décès du crédirentier.

Malgré l'incertitude qui demeure sur le prix de vente final, dépendant de la longévité du vendeur, l'achat en viager pourrait permettre à un public plus large d'acquérir un immeuble dans le marché actuel. En effet, seul le bouquet doit être réglé au début du contrat et le montant des fonds propres nécessaires est ainsi réduit. En outre, le vendeur qui consent à être payé sur plusieurs années permet de réduire le financement externe. En période d'intérêts hypothécaires élevés, cela peut également être un avantage. On ne peut cependant pas faire l'impasse sur l'analyse fine de la capacité financière à long terme du débirentier à s'acquitter de la rente. En conclusion, toute opportunité comporte des risques qu'il s'agit de jauger en fonction de chaque situation particulière.

MÉLANIE ERB-ZIMET
EXPERTE FISCALE DIPLÔMÉE, BANQUE BONHÔTE & CIE

«Innovons pour atteindre la neutralité carbone»

TRANSITION Les obstacles sont nombreux pour accélérer le rythme des rénovations énergétiques, souligne le directeur général de Realstone, Julian Reymond. Selon lui, atteindre la neutralité carbone dans l'immobilier d'ici à 2050 paraît en l'état peu réaliste

PROPOS RECUEILLIS PAR ALEXANDRE BEUCHAT
𝕏 @beuchat_a

Le défi est gigantesque. Il y a urgence à accélérer le rythme des rénovations énergétiques si le parc immobilier suisse veut atteindre la neutralité carbone d'ici à 2050. Actrice majeure de l'investissement immobilier en Suisse, la société Realstone explique le rôle qu'elle veut jouer dans la transition énergétique, les embûches qu'elle doit affronter et comment elle jongle entre les différentes réglementations.

L'entreprise lausannoise gère aujourd'hui plus de 4 milliards de francs d'actifs, répartis sur quatre véhicules d'investissement, dont deux sont cotés. Concilier la préservation des rendements et la rénovation du parc immobilier représente un véritable casse-tête, reconnaît Julian Reymond, directeur général de Realstone depuis fin 2020. Confrontée au brusque resserrement monétaire, la société a dû réduire au minimum ses charges afin de maintenir ses rendements. Grâce à la stabilisation des taux, les perspectives sont désormais plus favorables pour les investissements immobiliers, à nouveau plus avantageux que le marché obligataire.

Le canton de Genève a annoncé début février un accord qualifié d'historique sur les rénovations énergétiques. Le rythme des transformations va-t-il enfin s'accélérer? C'est une excellente nouvelle, car l'enveloppe de subventions va passer de 200 millions à un demi-milliard de francs. Genève fait en quelque sorte office de pionnier dans ce domaine. Par exemple, dès qu'on obtient un certificat de haute performance énergétique, des exonérations fiscales sont prévues sur l'impôt immobilier. Il faut savoir que les rénovations peuvent coûter entre 30 et 70% de la valeur d'un objet. Aujourd'hui, les subventions ne représentent en moyenne que 10% de ces coûts. Ce qui ne suffit pas pour rendre les rénovations intéressantes financièrement et donc accélérer leur rythme.

Comment vous adaptez-vous à ces différentes législations? Chaque canton a ses spécificités, une complexité à laquelle il faut ajouter les délais pour obtenir les autorisations. Notre objectif consiste, d'une part, à rénover nos immeubles et, de l'autre, à augmenter le cash-flow (flux de trésorerie) de tous nos produits en densifiant notre parc. Il faut trouver un équilibre entre les performances financières et la stratégie à long terme. C'est parfois un véritable casse-tête. Il est indispensable de faire preuve de rigueur et de précision dans l'estimation des coûts et la planification pour augmenter chaque année le cash-flow ou au moins le stabiliser à long terme. Nous avons des plans sur dix ans, qui sont revus chaque année. Il faut constamment prévoir un plan B, car nous ne sommes jamais à l'abri d'une opposition qui retarde un projet.

Quel rôle joue Realstone dans les rénovations énergétiques? Nous sommes proactifs et les différentes lois qui se mettent en place nous donnent raison. Nous nous sommes fixé comme objectif d'atteindre 20 kg de CO_2 par m de surface par année d'ici à 2031. Ce chiffre peut paraître élevé, mais il faut savoir qu'il y a un flou sur les méthodes de calcul des émissions. La norme que nous utilisons, la SIA 380, est une des plus exigeantes du marché. Depuis cette année, l'association faîtière des gérants d'actifs, l'AMAS (Asset Management Association Switzerland), recommande d'utiliser une autre méthode de calcul. Or, en adoptant celle-ci, on réduirait nos émissions de 15 à 20%. Par ailleurs, des concurrents de Realstone utilisent une norme qui ne tient pas compte des émissions indirectes. Les chiffres obtenus ne sont donc pas directement comparables. Mais le marché se dirige vers une méthode de calcul unifiée. C'est clairement la volonté des investisseurs, qui veulent pouvoir comparer les fonds.

La neutralité carbone en 2050 est-elle un objectif atteignable pour la branche? Atteindre la neutralité carbone dans les délais fixés me semble peu réaliste. Nous avons un outil qui nous permet de projeter toutes nos émissions de CO_2 en fonction des investissements effectués dans nos immeubles. Aussi bien notre scénario réaliste que le plus optimiste ne nous permettent pas d'atteindre le zéro émission nette. Dans le meilleur des cas, nous arrivons à environ 10 kg de CO_2 par m. Il va falloir passer par l'innovation pour atteindre la neutralité carbone. Nous collaborons par exemple avec une start-up de l'EPFL, Enerdrape, qui développe des panneaux qui captent la chaleur naturelle du sous-sol. Cette énergie est gratuite et permet de générer environ un tiers du chauffage pour nos locataires.

Quelles sont les principales entraves aux rénovations? Le principal obstacle aux transformations reste le coût. Un propriétaire privé peut être contraint de vendre un immeuble en raison de la charge beaucoup trop élevée de la rénovation. Les subventions sont aujourd'hui trop faibles pour inciter les propriétaires à agir. De plus, les délais d'autorisation restent souvent trop longs, notamment en matière de densification. Par ailleurs, la protection du patrimoine nous limite beaucoup. Ces immeubles sont aujourd'hui mis de côté en attendant que les conditions-cadres évoluent. Aujourd'hui, il y a une partie du parc immobilier que nous ne pouvons simplement pas rénover.

La rénovation énergétique n'est donc pour l'instant pas rentable? Tout dépend de l'horizon temporel. A court terme, une partie des coûts de rénovation pourra être répercutée sur les loyers. Dans le meilleur des cas, vous atteindrez une rentabilité de 1% sur les transformations, alors que votre parc immobilier doit avoir une rentabilité pour tout investissement compris entre 4 et 5%. Ce qui est assez dilutif.

Le propriétaire n'a-t-il pas simplement intérêt à relever les loyers avec la hausse du taux de référence? C'est ce que pensent certains propriétaires, mais c'est un calcul à court terme. Il faut investir, car nous allons être obligés de le faire. Nous ne voulons pas être contraints par les taxes et les obligations qui seront progressivement mises en place.

> «L'immobilier de rendement a un avantage par rapport aux obligations, celui d'être indexé à l'inflation»

Comment Realstone s'est-elle adaptée à la brusque remontée des taux? Nous avons immédiatement baissé nos offres d'achat. Nous ne pouvions plus acheter au même prix. Il a fallu trouver des solutions pour compenser la hausse des coûts, principalement celui de la dette. Nous avons essayé d'optimiser les autres charges, par exemple en renégociant certains contrats, afin de maintenir nos rendements. Par ailleurs, le relèvement du taux de référence des loyers permet de répercuter une petite partie de l'augmentation du coût d'intérêt.

La situation s'est depuis stabilisée. La Banque nationale suisse (BNS) maintient son taux directeur inchangé depuis septembre dernier. L'immobilier est-il redevenu un placement attractif? L'immobilier est toujours comparé au marché obligataire. Les obligations de la Confédération à 10 ans sont montées jusqu'à 1,5%. Elles sont aujourd'hui à 0,9%. Or, notre fonds le plus conservateur atteint actuellement 1,8%, tandis que le plus performant évolue à 2,8%. L'immobilier de rendement est donc à nouveau plus rentable que l'obligataire. De plus, il a un avantage par rapport aux obligations, celui d'être indexé à l'inflation. Les banques centrales devraient maintenir à l'avenir le renchérissement à des niveaux plus élevés qu'avant la poussée inflationniste. L'investissement immobilier conserve donc toute sa pertinence, puisqu'il reste une protection contre l'inflation.

Vous êtes désormais présents dans tous les segments du marché immobilier, du résidentiel au commercial, en passant par l'industriel. Quelles sont vos priorités stratégiques? Notre but est de devenir le gestionnaire de fonds de placements immobiliers suisses le plus durable, le plus innovant et le plus performant. Face aux défis de la transition énergétique, nous avons une solution en laquelle nous croyons beaucoup, le *swap*, soit la possibilité pour un propriétaire de vendre son actif et en contrepartie de recevoir des parts du fonds immobilier. Beaucoup de propriétaires vont devoir rénover, mais ils ne savent pas avec quels moyens. La situation est potentiellement problématique pour les personnes âgées, car les banques ne leur accordent plus de prêts. Nous leur proposons de reprendre leur actif et de nous occuper des rénovations énergétiques à leur place. Nous leur offrons un rendement stable. Le premier avantage est fiscal, puisque les porteurs de parts sont exonérés d'impôt sur les dividendes reçus. De plus, l'impôt sur le capital est quasiment réduit à zéro.

Comment avez-vous répercuté la hausse du taux de référence des loyers? Une hausse de 0,25 point du taux de référence nous permet en principe d'augmenter nos loyers de 3%. Il y a eu jusqu'à présent deux augmentations de l'indice, la première en juin 2023 et la dernière en décembre. Nos régies évaluent la situation au cas par cas en fonction de la situation géographique et du taux de vacance. Pour l'instant, elles ont examiné uniquement la première hausse. Le taux de référence ne devrait plus bouger, car le marché anticipe déjà des baisses de taux. Finalement, les augmentations de loyers ne devraient compenser que très partiellement la hausse de nos coûts.

Le ministre de l'Economie, Guy Parmelin, vient de présenter un plan d'action pour lutter contre la pénurie de logements. Que pensez-vous des mesures préconisées? Elles vont clairement dans la bonne direction. Il faut absolument faciliter la densification des centres urbains, ce qui a toujours été notre volonté. L'accélération des procédures est également une nécessité. Trop souvent, nous sommes confrontés à des oppositions chicanières, qui peuvent aller jusqu'à empêcher de construire. Ma seule réserve porte sur le droit de préemption. Je ne suis pas convaincu que ce soit le rôle des autorités de construire. Elles devraient plutôt s'efforcer d'améliorer les conditions-cadres. De manière générale, le plan d'action va dans le bon sens, mais ces mesures doivent maintenant être concrétisées. Car si on ne fait rien, la pénurie de logements pourrait devenir aiguë d'ici à cinq ans.

INTERVIEW

Julian Reymond, directeur général de Realstone: «Le principal obstacle aux transformations reste le coût. Un propriétaire privé peut être contraint de vendre un immeuble en raison de la charge beaucoup trop élevée de la rénovation.» *(LAUSANNE, 19 FÉVRIER 2024/EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)*

PROFIL

1981 Naissance à Lausanne.

2005 Obtention d'un master en management à HEC Lausanne.

2013 Entrée chez Realstone en tant que Risk Manager.

2020 Nomination en tant que directeur général.

2022 Lancement du fonds Realstone Industrial Fund (RIF).

PUBLICITÉ

Votations du 3 mars 2024

Quels sont les enjeux?

Joel Ramos, Directeur Prévoyance

Les deux initiatives populaires «Mieux vivre à la retraite» et «Pour une prévoyance sûre et pérenne» seront portées aux urnes ce dimanche 3 mars. Ces votations font suite à l'acceptation du 25 septembre 2022 par le peuple et les cantons de la votation AVS 21 (stabilisation de l'AVS), concernant un financement additionnel via l'augmentation de la TVA et des modifications de la loi sur l'assurance vieillesse (AVS), notamment par le relèvement de l'âge de référence à 65 ans pour les femmes, en vigueur depuis le 1er janvier 2024.

Moins d'une année et demie plus tard, nous sommes à nouveau appelés à nous prononcer sur une éventuelle augmentation des rentes touchées par les retraités. A la suite de cette nouvelle initiative populaire, les syndicats demandent le versement d'une 13e rente mensuelle aux bénéficiaires de l'assurance vieillesse. Le deuxième objet de votation lancé par les Jeunes PLR «Pour une prévoyance sûre et pérenne» portera sur une proposition visant à fixer l'âge de la retraite à 66 ans.

Tout d'abord, qu'est-ce que l'AVS?

Pour rappel, l'assurance vieillesse et survivants est une assurance obligatoire pour tous, également connue sous l'acronyme AVS ou premier pilier de la prévoyance sociale suisse. Son objectif est de compenser, du moins partiellement, la diminution ou la perte de revenu dues à l'âge et au décès. En d'autres termes, la rente de vieillesse vise à permettre aux citoyens de se retirer de la vie professionnelle tout en assurant un minimum vital. Ce premier pilier est principalement financé par les cotisations paritaires des assurés et des employeurs, représentant respectivement 73% en 2022, ainsi que par la Confédération à hauteur de 20%, la différence étant comblée par la TVA et les recettes des jeux de hasard.

La première votation se base sur le fait suivant: lorsqu'une personne atteint l'âge de la retraite, l'AVS lui verse une rente mensuelle en fonction de ses revenus et du nombre d'années cotisées. Actuellement, la pension AVS minimale pour une personne seule s'élève à 1225 francs et la rente maximale à 2450 francs par mois pour ceux ayant cotisé toute leur vie au 1er pilier. La rente maximale pour un couple marié ou en partenariat enregistré s'élève à 3675 francs par mois.Les personnes incapables de subvenir à leurs besoins avec leur rente peuvent également bénéficier de prestations complémentaires sous certaines conditions.

Pour de nombreux retraités qui dépendent uniquement de l'AVS ou qui reçoivent une petite rente de leur caisse de pension (2e pilier), ces montants ne suffisent plus à couvrir leurs besoins.
L'initiative populaire vise ainsi à améliorer cette situation en proposant l'introduction d'une 13e rente mensuelle sur le modèle du 13e salaire répandu sur le marché du travail suisse. Déposée en mai 2021 avec plus de 137 000 signatures, cette proposition précise qu'elle n'aurait pas d'impact négatif sur le droit aux prestations complémentaires, mais ne mentionne pas le financement de cette augmentation des prestations.

Selon l'Office fédéral des statistiques, fin 2022, 2,504 millions de personnes percevaient une rente de retraite de l'AVS, soit 90% des personnes âgées en Suisse. En raison du vieillissement de la population, le nombre de bénéficiaires de rentes a augmenté d'un million depuis l'an 2000. Les dépenses annuelles de ce 1er pilier atteignent 50 milliards de francs à l'heure actuelle.

Toutefois, selon l'Office fédéral des assurances sociales, ces dépenses devraient atteindre 60 milliards en 2030 avec l'arrivée à la retraite de la génération du baby-boom.
Si cette initiative est acceptée, les dépenses augmenteront d'environ 4,1 milliards de francs par an dès son entrée en vigueur. Selon les projections de l'OFAS, l'AVS serait ainsi en déficit à partir de 2026. A noter que, sans la 13e rente, l'AVS devrait être en déficit dès 2031.

Les partisans de l'initiative argumentent que face à l'augmentation du coût de la vie, de nombreux retraités peinent à joindre les deux bouts. De plus, cette mesure permettrait d'améliorer la situation des femmes, dont le parcours professionnel souvent interrompu les empêche de constituer des fonds de pension suffisants. Enfin, ils estiment que cette augmentation serait justifiée pour toutes les classes sociales car les personnes aisées ont généralement cotisé des montants plus importants que le montant de leur rente.
En revanche, les opposants à l'initiative – notamment la droite, le Conseil fédéral et les Chambres – estiment que cette proposition n'est pas financièrement soutenable. Le coût estimé serait trop élevé, d'environ 4,1 milliards de francs par an. De plus, ils mettent en garde contre l'insoutenabilité à long terme financièrement du 1er pilier, qui n'est assuré que jusqu'en 2030, nécessitant ainsi une réforme future. Ils soulignent également que cette augmentation se traduirait par une charge financière supplémentaire pour la population active, les entreprises et les consommateurs, via la TVA.

Enfin, ils contestent le fait que cette mesure est insuffisamment ciblée sur les rentiers qui éprouvent de réelles difficultés financières et qui peuvent déjà bénéficier de prestations complémentaires. Cette votation suscite donc un débat important quant à l'avenir de l'assurance vieillesse en Suisse et les citoyens seront appelés à se prononcer sur ces enjeux cruciaux pour la société.

La deuxième votation vise à garantir une «prévoyance sûre et pérenne». Cette proposition, nettement moins médiatisée et assurément plus visionnaire que celle précédemment discutée, veut assurer de manière durable le financement de l'AVS en relevant l'âge de la retraite.
En effet, à peine plus d'un an après la dernière révision de l'AVS, notamment par l'augmentation de l'âge de référence à 65 ans pour les femmes, les Suisses se rendent une fois de plus aux urnes pour décider d'un nouvel âge de retraite à 66 ans pour tous, soumis en juillet 2021 par les Jeunes libéraux-radicaux avec 145 000 signatures. Cette proposition de loi serait mise en œuvre en deux phases.

La première étape consisterait à augmenter progressivement l'âge de référence à 66 ans pour les hommes et les femmes d'ici à 2033, puis à lier cet âge à l'espérance de vie moyenne de la population suisse à 65 ans. Concrètement, cette seconde phase serait ajustée à 80% à l'augmentation de l'espérance de vie. Ainsi, selon l'évolution de l'espérance de vie actuelle, l'âge de la retraite serait porté à 67 ans en 2027 et à 69 ans en 2070.
D'un point de vue financier, bien que les réformes de l'AVS 21 ont permis d'assainir les comptes jusqu'en 2030, le financement des retraites à moyen terme n'est toutefois pas garanti, principalement en raison de la structure démographique de notre pays, comme mentionné précédemment, mais également en raison de l'espérance de vie. Cette mesure permettrait d'économiser 2 milliards de francs d'ici à 2030 et de pérenniser le système au moins jusqu'en 2033.

Il est important de souligner que, selon l'Office fédéral des assurances sociales (OFAS), l'espérance de vie était de 17 ans pour les hommes et de 20,7 ans pour les femmes après 65 ans en 2000, tandis qu'elle est actuellement de 19,8 ans et 22,5 ans selon les chiffres de 2022.
Les principaux arguments, développés par les Jeunes libéraux-radicaux, en faveur de cette proposition, reposent sur le fait qu'il est impératif d'assainir durablement le 1er pilier pour éviter la faillite de notre système de prévoyance vieillesse. Cette solution permettrait également de dépolitiser ce dossier en instaurant un calcul automatique liant l'âge de référence à l'espérance de vie. De plus, ils estiment qu'avec une vie plus longue, il est évident que nous devrions travailler plus longtemps.
En conclusion, l'objectif serait de permettre aux individus de passer en moyenne 20% de leur vie à la retraite, selon la formule invoquée ci-dessus. En liant l'âge de la retraite à l'espérance de vie, celle-ci serait de 67 ans en 2043 et de 69 ans en 2070.

De nos jours, le Danemark a adopté ce système depuis 2011. Le parlement vote tous les cinq ans une augmentation de l'âge de retraite allant de six mois à une année. De 68 ans actuellement, il sera à 74 ans pour les personnes nées en 1996; des mesures pour favoriser l'emploi des seniors danois sont également mises en œuvre régulièrement.

En Suisse, en revanche, le Conseil fédéral ainsi que les Chambres s'opposent à cette initiative car ils œuvrent à la pérennisation de notre 1er pilier entre 2030 et 2040, qu'ils devront réviser en 2026. Ils pensent que la problématique démographique ne peut être résolue uniquement par un relèvement de l'âge de la retraite et qu'un financement supplémentaire doit être ajouté. De plus, lier l'espérance de vie à l'âge de référence ne tient pas compte de la réalité des seniors sur le marché du travail ni de leur situation sociale.

En somme, un tel automatisme ne serait pas compatible avec la politique suisse, privant le Conseil fédéral, le parlement ou le peuple de la possibilité de prendre en compte d'autres critères.
Il est évident que, dans les années à venir, des décisions importantes devront être prises en matière de retraite dans le but de pérenniser notre système social. Néanmoins, nous pouvons considérablement améliorer notre retraite en optimisant nos plans de prévoyance par le biais du 2e pilier. A cet effet, il est intéressant d'interroger votre représentant au sein de la caisse de pension, généralement indiqué sur votre certificat de prévoyance, ou de solliciter directement votre employeur.

"Dans les années à venir, des décisions importantes devront être prises en matière de retraite dans le but de pérenniser notre système social"

Depuis plus de vingt ans, Argos Prévoyance SA accompagne les entreprises dans la recherche de solutions d'optimisation de leur caisse de pension, garantissant ainsi à leurs employés des prestations retraite ou prestations risques (rente d'invalidité, rente de conjoint) aux meilleures conditions.

ARGOS À VOS CÔTÉS DEPUIS | GROUP 20 ANS

Argos Group
Route des Avouillons 30 - 1196 Gland
tel/ +41 (0)22 365 66 64
www.argos-group.ch

Miser sur la ville du «quart d'heure»

TENDANCE La pandémie a entraîné des changements aussi considérables que durables dans les choix de localisation professionnelle et résidentielle. Il faut en tenir compte dans sa stratégie d'investissement immobilier

Carlos Moreno, un scientifique franco-colombien, a relancé dans les années 2010 le concept de «ville du quart d'heure» comme alternative aux «villes intelligentes» (*smart cities*). Son objectif: concevoir des quartiers dans lesquels tous les services essentiels seraient accessibles en quinze minutes à pied ou à vélo. D'abord considéré comme utopique, ce concept a gagné en importance avec la pandémie. Il se concentre sur six fonctions: habitat, travail, commerce, santé, éducation et divertissement, en mettant l'accent sur la durabilité et la résilience. La ville du «quart d'heure» incarne plusieurs des aspects clés que nous prenons en compte dans nos stratégies d'investissement immobilier. L'accent est mis sur la durabilité, tant sur le plan écologique qu'économique.

Comme l'a relevé un rapport de McKinsey en 2021, la propagation du Covid-19 a été unique, car soudain «l'importance de la dimension physique du travail a augmenté». En résumé, l'approche «Business as usual» ne représentait plus une option. Comme de nombreuses personnes travaillent toujours de manière flexible, une nouvelle normalité s'est imposée. En conséquence, lieux de résidence et de travail sont devenus indissociables, fusionnant même parfois. Cette évolution a un impact considérable sur le secteur de l'immobilier: les personnes qui vivent et travaillent chez elles vont probablement souhaiter avoir à proximité immédiate toutes les commodités imaginables, à la pointe de la technologie. «La ville en quinze minutes» répond parfaitement à cette volonté.

Des exemples suédois et allemands

A Stockholm, la reconstruction d'un bâtiment datant des années 1970 a par exemple parfaitement permis de concilier complexité accrue et exigence de qualité. Initialement uniquement affecté à des bureaux, inefficace énergétiquement, cet immeuble a été complètement repensé. Cela a permis dans un premier temps d'économiser du CO_2 de manière significative, même par rapport à une nouvelle construction durable. Au lieu de l'affecter à une vocation unique, l'objet a été alloué à différents usages, professionnels, résidentiels et de divertissement. Plus de 100 stations de recharge publiques pour vélos électriques ont par ailleurs été installées dans l'édifice doté de toutes les techniques les plus modernes, répondant parfaitement aux critères de durabilité. Près de la gare de Munich, un objet similaire abrite même un supermarché et, jusqu'à récemment, un espace de stockage «Last Mile».

En effet, l'impact de ces développements ne se limite pas au domaine du logement, où nous constatons une demande croissante pour des espaces locatifs flexibles et modernes. Une congestion croissante des réseaux de livraison urbains est par exemple observée. Ce phénomène est aggravé par l'offre limitée d'espaces logistiques dans les grandes villes. Le traitement des commandes en ligne nécessite environ deux fois plus d'espace de stockage que le commerce de détail stationnaire traditionnel. En outre, l'accès aux transports est d'une importance capitale: Pour un locataire, une économie de 1% sur les frais de livraison ou de transport justifie un loyer 10% plus élevé.

Pour un locataire, une économie de 1% sur les frais de livraison ou de transport justifie un loyer 10% plus élevé

Pour profiter de ces évolutions, il est donc utile de ne pas dépendre de tiers sur le marché immobilier concerné, mais dans le meilleur des cas de contrôler soi-même toute la chaîne de création de valeur. Dans ce cas, la complexité accrue en termes de profil d'utilisateur, de procédures d'autorisation, de mise en œuvre technique, de processus efficaces, etc. peut constituer un avantage (important le cas échéant) face à la concurrence.

La sélection professionnelle et individuelle des objets est d'une importance cruciale, notamment parce que nous observons clairement une divergence des rendements au sein des secteurs et des marchés. Une connaissance approfondie du marché local est donc nécessaire pour exploiter efficacement les opportunités attrayantes qui se présentent aujourd'hui. ▬

HENRIK HÄUSSLER
DIRECTEUR SENIOR IMMOBILIER CHEZ INVESCO

PUBLICITÉ

Entreprise générale de construction et de promotion immobilière

Sérieuse, active depuis plus de 35 ans sur le canton de Vaud propose

PLACEMENTS FINANCIERS
de CHF 200'000.– à CHF 1'000'000.–
à un taux annuel de 6% garanti selon la durée et l'opération

Durée de 18 à 24 mois. Garanties du placement de premier ordre, établies devant notaire. Pour tout renseignement 079.434.90.23 ou immoconstruction2020@gmail.com

Déceler les opportunités en Europe

PLACEMENTS Classe d'actifs polyvalente, l'immobilier coté européen peut s'avérer fortement profitable. La condition de ce succès réside dans une approche par sous-secteur et par zone géographique

L'immobilier coté regroupe les véhicules d'investissement immobilier cotés en bourse. La société d'investissement immobilier cotée (SIIC ou REIT) en est la forme la plus courante. Elle constitue une société à la structure fiscale favorable et qui possède, exploite ou finance des biens immobiliers générateurs de revenus. L'investissement dans les SIIC permet aux particuliers de s'exposer au marché de l'immobilier sans détention physique directe.

Les investissements immobiliers cotés jouissent d'une forte liquidité, les investisseurs pouvant acheter et vendre rapidement sur les marchés. En outre, à l'inverse du non-coté où le risque repose souvent sur le logement personnel, les SIIC permettent de détenir un portefeuille diversifié de biens dans des sous-secteurs aussi différents que le résidentiel, le commercial ou l'industriel. Cette diversification peut s'étendre aux zones géographiques et aux types de biens choisis. La limitation du risque passe en outre par l'encadrement professionnel des SIIC, gérées par des spécialistes du domaine. Des conseils d'administration supervisent les équipes de gestion et sont responsables devant les actionnaires.

A cet encadrement professionnel s'ajoute un encadrement légal. Les SIIC sont tenues de distribuer une part importante de leurs revenus sous forme de dividendes. Or, grâce à la nature diversifiée du véhicule, les investisseurs bénéficient de revenus plus réguliers que pour un bien locatif individuel. Le rendement du dividende, entièrement couvert, s'élève aujourd'hui à environ 5%.

En outre, les investissements immobiliers cotés en bourse sont soumis à des exigences réglementaires ambitieuses, notamment en matière de *reporting* financier et de normes de divulgation. A l'échelle de l'UE, le règlement CSDR s'applique en priorité aux sociétés cotées, jugées capables de s'adapter plus rapidement aux exigences environnementales. Ainsi, les investisseurs ont accès à des informations financières détaillées et à des indicateurs de performance qui offrent plus de transparence et leur confèrent plus de responsabilités. Pour les SIIC, il s'agit d'un gage de bonne allocation des actifs, que ce soit en matière de localisation, d'ancienneté ou de performance énergétique. Une palette d'atouts à laquelle s'ajoute la capacité des marchés publics à regarder vers l'avenir, la constitution de portefeuilles qui résistent à l'épreuve du temps ayant une incidence positive sur les cours des actions et les rendements obligataires.

Les investissements immobiliers cotés sont soumis à des réglementations strictes, notamment en matière de reporting financier et de normes de divulgation

Des dynamiques sous-sectorielles déterminantes

L'univers de l'immobilier européen coté se caractérise par sa variété de sous-secteurs et d'actifs (entrepôts logistiques et industriels, maisons, appartements, bureaux, maisons de retraite, centres de soins, centres commerciaux, zones d'activités et maisons d'étudiants). Cette diversité se retrouve également dans les zones géographiques et monétaires couvertes: zone euro, Royaume-Uni, Suisse, Scandinavie et Europe centrale et orientale (ECE). Malgré des mégatendances propres à l'immobilier en général, chaque sous-secteur et chaque zone connaissent des dynamiques propres. On observe par exemple la délocalisation des chaînes d'approvisionnement en ECE. La Suède, de son côté, se démarque de la plupart des pays de la zone euro par une prédominance des taux variables. L'investissement en immobilier coté n'implique donc pas seulement de pratiquer le *stock picking*, mais de miser sur le bon sous-secteur et la zone adéquate au moment opportun.

En outre, l'investissement en immobilier coté ne doit pas faire l'économie des petites et moyennes capitalisations restées sous les radars. Ces valorisations attrayantes, qui plus est dans des sous-secteurs et zones où la rareté des actifs fait grimper les loyers, offrent des perspectives de rendements élevés et ajustés au risque.

Enfin, pour être véritablement efficace, la sélection de titres doit s'appuyer sur des critères d'analyse à la fois financiers et ESG [critères de durabilité, environnementaux, sociaux et de gouvernance, ndlr]. L'étude des premiers détermine si une SIIC a les reins assez solides pour faire croître ses bénéfices. L'étude des seconds sert à différencier les portefeuilles qui nécessiteront des investissements importants de ceux parés pour l'avenir. L'analyse ESG sert aussi à déceler les défauts de gouvernance et les pratiques éthiques douteuses. Le niveau d'activité d'une société en matière de fusions et d'acquisitions complète ce faisceau des critères d'analyse pertinents. S'il ne motive jamais à lui seul un investissement, un projet de rachat ou d'acquisition se porte généralement sur des sociétés fortement sous-évaluées. ▬

CARL PAULI
ANALYSTE IMMOBILIER, DPAM

Les marchés immobiliers chinois et américain font leur brushing

CONTRE-COURANT Depuis des mois, des prophètes de mauvais augure annoncent une future catastrophe immobilière. En particulier dans le commercial aux Etats-Unis et dans le résidentiel en Chine. Un état des lieux attentif s'impose

«Quand votre coiffeur vous fait une recommandation boursière, vendez cette action!» Ce vieux dicton financier pourrait presque s'appliquer aux prédictions immobilières. En tout cas, pour ce qui concerne l'immobilier commercial américain. En fait, si le grand public commence à s'y intéresser, c'est que la possible crise est déjà passée ou, à tout le moins, est sous contrôle.

Un marché américain plus sûr qu'il n'y paraît

Un premier constat: même si, à la suite de la défaillance des petites banques régionales, des craintes sont forcément nées, dans l'ensemble, les banques américaines ne sont pas particulièrement vulnérables à l'immobilier commercial. Surtout si l'on compare la situation actuelle aux périodes de stress financier passées.

Les risques sont plus ou moins concentrés sur le marché des bureaux dans les villes. Le taux moyen de vacance sur l'ensemble du pays est légèrement inférieur à 20%. Mais il diffère beaucoup d'une cité à l'autre. Les volumes inoccupés les plus importants sont situés à New York et à San Francisco.

Dans la Grosse Pomme, on a notamment vu force constructions importantes lancées par des investisseurs qui y cherchaient avant tout une échappée fiscale. En clair, ces propriétaires ne sont pas – en priorité – préoccupés par le rendement. Même avec une moitié de locaux vacants, ils n'ont pas de souci de liquidités, mais seulement un problème de valorisation. Comme ce sont souvent des complexes importants, ils sont trop grands pour qu'on envisage de les démolir. Et leurs investisseurs se satisfont de rendements même moyens. Concrètement, le risque est faible de ce côté-là. En revanche, ces bureaux disponibles font pression sur le marché local et empêchent de vraies hausses sur les autres locaux.

Néanmoins, les fondamentaux restent positifs. A New York, le marché commence déjà à se détendre dans la Midtown Manhattan compte tenu du fait que de petits immeubles commerciaux sont progressivement en train d'être transformés en logements résidentiels.

Dans la plupart des autres pays développés, les marchés de bureaux affichent des taux d'inoccupation inférieurs à 10% en moyenne. La plupart des villes d'Europe ou d'Asie – à quelques exceptions près qui n'affectent pas matériellement les banques et qui, de surcroît, sont déjà bien connues – offrent des taux de vacance d'environ 5%, voire moins. En résumé, les marchés de bureaux bénéficient d'une croissance des loyers, même si les divergences fondées sur la qualité restent toujours à considérer.

Par ailleurs, les autres secteurs immobiliers, comme les locaux industriels et logistiques, le résidentiel ou même le commerce de détail et d'autres niches, ont des fondamentaux sains et bénéficient d'une croissance des loyers en raison d'une pénurie générale de l'offre.

Craintes très particulières, mais pas systémiques

En clair, les mauvaises nouvelles récentes concernant les banques américaines sont plutôt idiosyncrasiques et non systémiques. Les établissements font preuve d'une très grande transparence quant à leur exposition à l'immobilier. Dès lors, tant les régulateurs que les investisseurs du monde entier sont bien conscients des risques et devraient déjà les avoir intégrés.

On sera plus circonspect sur la Chine où la privatisation des logements urbains, initiée en 1998 par l'introduction de droits de propriété, a engendré une sorte de frénésie dans l'activité de construction. Avec des prix des logements et un marché du financement des nouveaux immeubles en hausse constante.

Quelques ombres sur la Chine

Aujourd'hui, malgré des signes visibles de ralentissement, l'activité et les niveaux de prix restent encore trop élevés. Malgré les baisses et la forte correction enregistrées, les effets de levier et les déséquilibres entre offre et demande demeurent excessifs. L'atterrissage devrait toutefois s'effectuer cette année encore, au terme de ce cycle de baisse.

Le ralentissement a été brutal, mais l'effondrement devrait être évité. C'est d'ailleurs plus l'économie chinoise qui a trinqué, que l'économie mondiale. En outre, le marché immobilier chinois est toujours largement contrôlé et réglementé par le gouvernement: un krach tel que ceux observés dans une économie de marché typique est tout à fait improbable. Au contraire, le marché chinois pourrait, ces prochains mois, offrir de nouvelles opportunités d'investissements. A condition d'être très sélectif!

En conclusion: chez votre coiffeur, demandez une coupe de cheveux plutôt qu'un conseil boursier. ▬

JEAN-FRANÇOIS BEAUSOLEIL
DIRECTEUR RÉGIONAL UBS GENÈVE

THOMAS VERAGUTH
ÉCONOMISTE SPÉCIALISTE DE L'IMMOBILIER, CHIEF INVESTMENT OFFICER, UBS

Pressions à la hausse sur les taux d'intérêt hypothécaires

PROPRIÉTÉ La Banque nationale suisse pourrait baisser ses taux directeurs cette année. Ce qui ne veut pas dire que les crédits hypothécaires deviendront plus abordables

Depuis la brusque hausse des taux d'intérêt par la Banque nationale suisse (BNS) en 2022, l'attention des investisseurs immobiliers s'est nettement recentrée sur la maîtrise de leurs coûts de financement. En effet, ces coûts comprennent, outre la marge bancaire, le taux d'intérêt en vigueur de la BNS pour la durée de financement concernée. Or, sur les 1200 milliards de francs suisses que représente le marché de la dette hypothécaire, une part substantielle de ce montant devra être refinancée dans les années à venir. Aussi, l'évolution récente du marché de la dette immobilière en Suisse suggère l'émergence d'un déficit de financement, qui devrait encore se creuser à l'avenir. Celui-ci pourra être atténué par l'apparition de solutions de financement alternatives.

Les activités de placements immobiliers ont été mises sous pression en raison de la hausse des taux d'intérêt de la BNS, cumulée à l'impact du principe du moindre coût ou de valeur de marché pour le financement. En vertu de ce principe, les banques ne peuvent financer que le prix d'achat le plus bas ou la valeur vénale la moins élevée. Cela ne constitue pas un frein dans un marché en croissance. Les investisseurs en recherche de financement voient par contre leurs moyens limités dans un marché en consolidation. Pour les emprunteurs hypothécaires, cela se traduit par des coûts de financement plus élevés, une valorisation des actifs plus faible et des conditions de prêt plus strictes.

Approches alternatives

Cette évolution conduit à un déficit de financement significatif entre, d'une part, ce que les banques sont disposées ou capables de prêter et, d'autre part, ce que les emprunteurs doivent (re)financer afin d'éviter de rajouter des fonds propres trop importants. Si des emprunteurs disposent de réserves suffisantes pour combler ce déficit de financement, les autres doivent se tourner vers des approches alternatives.

Trois grandes tendances auront un impact significatif sur le marché dans un avenir proche. Premièrement, des règles plus strictes issues des Accords de Bâle III seront mises en œuvre en Suisse courant 2024. Elles affecteront les exigences de fonds propres des banques afin de renforcer leur liquidité et leur solvabilité, et ce, pour tous les types de risques. Pour les prêteurs, cela impliquera des pondérations de risque différentes pour leur exposition à l'immobilier, faisant accroître les tarifications des prêts hypothécaires. Les évaluations immobilières devront être réalisées sur cinq ans au lieu de deux ans aujourd'hui. De plus, un réajustement du couple risque/rendement impactera les ratios prêt-valeur (LTV), «récompensant» les LTV les plus faibles et «pénalisant» les LTV les plus élevées. Les modèles économiques des développeurs immobiliers en seront particulièrement affectés.

Deuxièmement, la dissolution de Credit Suisse, acteur compétitif majeur, au sein d'UBS, implique une plus forte concentration du marché suisse de la dette. Cette nouvelle hégémonie d'UBS devrait globalement impacter à la hausse le coût de financement des investissements immobiliers en Suisse.

Enfin, le thème de la finance durable devrait progressivement s'imposer en Suisse. En tant qu'autorité financière suisse, la Finma a commencé à réglementer la gestion et la divulgation des risques liés au climat. Elle devrait encore renforcer le contrôle prudentiel et donc augmenter les coûts réglementaires pour les prêteurs et pour les emprunteurs à l'avenir.

Possibilités d'emprunts freinées

Malgré la prévision de baisse des taux d'intérêt en 2024/2025, il est donc peu probable que le coût total de la dette pour les investisseurs immobiliers diminue. Au contraire, les prêteurs seront susceptibles d'augmenter leurs marges et d'actualiser leur rendement ajusté au risque, ce qui freinera les possibilités d'emprunts des investisseurs pour de nouvelles acquisitions et développements. Sur le marché, une hausse des marges bancaires des différentes banques d'au moins 15 à 20 points de base est observée depuis septembre 2023, et cette tendance devrait se maintenir à long terme.

Dans ce contexte, le refinancement des prêts existants deviendra problématique à mesure qu'un déficit de financement de la dette apparaîtra. Bien que la Suisse compte plus de 250 banques, seule une poignée d'entre elles sont actives pour intervenir en complément d'un emprunt bancaire, c'est-à-dire dans la dette privée, comme avec les prêts subordonnés ou les prêts mezzanine [généralement plus coûteux parce que jugés plus risqués, ndlr].

Face à ces nouveaux défis, le marché suisse de la dette pourrait dépendre à l'avenir de la volonté des autorités de régulation d'encourager ou de restreindre l'établissement de nouveaux acteurs proposant des solutions de financement innovantes.

JULIEN SCARPA
DIRECTEUR ASSOCIÉ, CBRE SUISSE

ROBIN MÜLLER
DIRECTEUR DE CAPITAL ADVISOR, CBRE SUISSE

La crise du logement s'intensifie en Suisse

PÉNURIE Des experts estiment que la Suisse ne pourra se passer de déclasser des terrains agricoles. Le potentiel du réservoir existant de zones à bâtir ne suffira pas, tant les projets se révèlent longs et coûteux

MARC GUÉNIAT

Le phénomène gagne l'ensemble du pays. En Suisse alémanique, la crise du logement s'intensifie et rejoint, dans des villes comme Zurich, Bâle, Zoug et Lucerne, les niveaux observés dans l'Arc lémanique. Le prix des loyers s'envole sous l'effet de la rareté, tandis que le volume des permis de construire n'a jamais été aussi bas depuis vingt ans. Cela alors que le pays a enregistré l'an dernier une immigration record, avec 100 000 nouveaux arrivants.

La *NZZ am Sonntag* s'est penchée sur l'une des facettes du problème, le réservoir de zones à bâtir, facteur décisif selon l'Office fédéral de l'aménagement du territoire. Selon cet office, la Confédération et les cantons tiennent compte de la croissance démographique attendue – la Suisse devrait franchir le cap des 10 millions d'habitants entre 2034 et 2040.

Mais les experts sollicités par le média alémanique doutent que les terrains identifiés suffiront. Pourquoi? La bureaucratie serait excessive et les guérillas judiciaires menées par les riverains empêcheraient la réalisation du nombre de logements prévus sur un terrain donné. Si bien qu'au bout du compte, le nombre de logements construits est toujours inférieur au projet initial.

Des plans théoriques

A Lucerne, où l'on compte accueillir 19 000 personnes supplémentaires, on atteindra au maximum deux tiers du potentiel escompté, estime ainsi Alex Widmer, directeur de l'association des propriétaires et propriétaire lui-même d'une coopérative d'habitation. A Zoug, les plans de densification sont tout aussi théoriques, d'après l'architecte Philipp Peikert. Selon lui, «au mieux, la moitié des réserves revendiquées sont effectivement utilisables».

La situation décrite est analogue dans bien d'autres villes, dont à Zurich, où la crise du logement devient aiguë, alors qu'au moins 70 000 nouveaux habitants sont attendus d'ici quinze ans. Au début du mois, *Blick* a marqué les esprits en publiant des photos d'une longue file de personnes patientant pour visiter un appartement – vision à laquelle Genevois et Lausannois sont habitués.

Offre diminuée de moitié

Une étude toute fraîche de Raiffeisen montre qu'il n'y a jamais eu aussi peu de logements locatifs disponibles depuis dix ans; l'offre a diminué de moitié. Résultat, les nouveaux baux ont bondi de 4,7% l'an dernier. En moyenne, un appartement de 4 pièces vaut 1900 francs dans les cinq plus grandes villes du pays. Mais le prix passe à 2300 francs à la conclusion d'un nouveau contrat de location.

Cette poussée de fièvre a poussé le conseiller fédéral Guy Parmelin à organiser deux tables rondes. A l'issue des travaux, il a préconisé plus tôt dans le mois d'accroître l'offre, de faciliter la densification, notamment en hauteur, et d'accélérer les procédures administratives. Mais de l'avis général, l'effet de ces résolutions ne se fera pas sentir avant dix ou quinze ans. L'Union des villes suisses, dont la vice-présidente est la présidente de Zurich Corine Mauch, a ainsi déploré qu'aucune mesure ne concerne le droit de préemption, permettant aux collectivités d'acquérir des terrains pour y construire des logements d'utilité publique. Elle a aussi regretté que la transparence des baux ne soit pas améliorée – ce que le parlement a refusé récemment, contrairement à la pratique prévalant à Genève.

Du côté de la Fédération romande immobilière, c'est l'absence de réflexion sur la loi sur l'aménagement du territoire qui a été déplorée. D'après Olivier Feller, cette loi «limite les zones constructibles mais ne dit pas comment densifier» là où c'est possible. Dans la *NZZ am Sonntag*, le cabinet de conseil Wüest Partner partage cette préoccupation. Son cofondateur, l'architecte Martin Hofer, y explique que des villes comme Zurich, Bâle et Berne comportent des zones agricoles situées aux limites de la ville qui devraient être aménagées.

PUBLICITÉ

Barclays offers private banking products and services to its clients through Barclays Bank PLC and its subsidiary companies. Barclays Bank (Suisse) SA is a Bank registered in Switzerland and regulated and supervised by FINMA. Registered No. CH-660.0.118.986-6. Registered Office: Chemin de Grange-Canal 18-20, P.O. Box 3941, 1211 Geneva 3, Switzerland. Registered branch: Beethovenstrasse 19, P.O. Box, 8027 Zurich. Registered VAT No. CHE-106.002.386. Barclays Bank (Suisse) SA is a subsidiary of Barclays Bank PLC registered in England, authorised by the Prudential Regulation Authority and regulated by the Financial Conduct Authority and the Prudential Regulation Authority. It is registered under No. 1026167 and its registered office is 1 Churchill Place, London E14 5HP.

Les Servette au révélateur du modèle bernois

HOCKEY ET FOOTBALL A peine remis de leurs émotions européennes, Genève-Servette et le Servette FC se rendaient dans la capitale pour y affronter l'un le CP Berne samedi soir, l'autre Young Boys dimanche après-midi. Et mesurer ce qui les sépare encore de la référence suisse

Dimanche après-midi, le Servette FC est allé battre Young Boys 1-0 au Wankdorf et revient à 4 points du leader bernois. *(BERNE, 25 FÉVRIER 2024/PETER SCHNEIDER/KEYSTONE)*

Samedi soir, le Genève-Servette HC a battu le CP Berne 5-4 aux tirs au but, mais reste à 5 points de la sixième place occupée par les Bernois. *(BERNE, 24 FÉVRIER 2024/PETER SCHNEIDER/KEYSTONE)*

LAURENT FAVRE, BERNE
𝕏 @LaurentFavre

REPORTAGE

Les Grenat ont deux fois fait l'événement cette semaine dans des compétitions européennes. Mardi, le Genève-Servette HC a remporté la finale de la Champions Hockey League devant les Suédois de Skelleftea (3-2), une première pour une équipe suisse depuis les Zurich Lions en 2009. Jeudi, le Servette FC s'est qualifié pour les huitièmes de finale de l'Europa Conference League en allant gagner à Razgrad contre Ludogorets (1-0, 0-0 à l'aller), demeurant le dernier club de Super League qualifié dans une Coupe d'Europe.

Le hasard des calendriers les envoyait tous les deux ce week-end à Berne. Samedi, Genève-Servette a battu le CP Berne aux tirs au but après s'être fait rejoindre alors qu'il y avait 4-2 à 80 secondes de la fin. Un relâchement qui coûte 1 point peut-être lourd de conséquences. «Il nous sera difficile d'échapper aux play-in», regrettait Marc Gautschi, le directeur sportif de Genève-Servette. Dimanche, les champions d'Europe ont réagi en battant Rapperswil (4-2) et reviennent à 5 points de Berne (avec un match de moins) mais accrocher la sixième place, directement qualificative pour les play-off, est hypothétique.

Fort engouement populaire

A la même heure dimanche après-midi, le Servette FC battait Young Boys dans le match au sommet du championnat de Super League. Vainqueurs grâce à un but d'Alexis Antunes inscrit juste avant la mi-temps, les Genevois reviennent à 4 points du leader bernois.

Au-delà des résultats du week-end, les deux équipes genevoises se confrontaient à ce qui se fait de mieux actuellement en Suisse, dans bien des domaines. En football, Young Boys reste bien parti pour remporter un sixième titre de champion en sept ans. YB a mis en place un modèle gagnant qui se finance par la valorisation de joueurs (le buteur Jean-Pierre Nsamé vient d'être vendu, tout comme quatre internationaux suisses cette saison) et la fidélité du public (près de 29 000 spectateurs de moyenne, dont 22 700 abonnés). Le CP Berne n'a plus gagné depuis 2019 mais demeure le *Rekordmeister* depuis l'instauration des play-off en 1986 (10 titres, Lugano 7, Davos et Zurich 6).

Malgré des résultats décevants (deux 9e place et un 11e rang ces trois dernières saisons), le pèlerinage à la PostFinance Arena, que les Bernois surnomment «Tämpu» («le temple»), reste incontournable. Samedi, ils étaient 16 385 dans l'une des plus grandes patinoires d'Europe. Dimanche, 29 183 dans le stade le plus fréquenté de Super League.

Ce soutien massif est l'atout le plus évident que les deux Servette peuvent envier à Berne. Le Grand Genève et le canton de Berne recensent une population équivalente, environ 1 million d'habitants dans les deux cas, mais l'engouement populaire s'y exprime différemment. «Les 135 000 habitants de la ville de Berne sont pour YB et le SCB», résume le conseiller national bernois Matthias Aebischer (PS), selon qui les deux clubs n'ont pas réellement de synergie, sauf pour éviter de jouer à domicile en même temps. A Genève, où cela arrive parfois, le hockey et le football attirent chacun 6700 spectateurs en moyenne pour le championnat.

> **Depuis son retour en Super League en 2019, Servette est la seule équipe à tenir tête à Young Boys**

«En Suisse, Genève et Zurich, les villes des réformateurs, sont les plus difficiles pour le sport, aujourd'hui en raison de leur caractère très international, soupire Edmond Isoz, qui a vécu vingt ans à Berne lorsqu'il était directeur de la Swiss Football League (SFL). Les clubs de Berne ont toujours eu un ancrage très fort, surtout en ville pour Young Boys, avec le soutien de l'arrière-pays pour le CP Berne.» «Beaucoup de gens vont aux deux, mais le hockey a un public un peu plus rural», confirme la conseillère aux Etats bernoise Flavia Wasserfallen (PS), passionnée de football. Plus rural et aussi plus romand.

Ça parlait beaucoup français samedi à la patinoire, comme près de la voiture des frères Alan et Sven Hirschi, venus de Tramelan. Abonnés depuis 2004, ils sont indulgents avec leur propre équipe («A cause des restaurants fermés, le Covid-19 nous a coûté cher, depuis on est dans une phase de transition») et plutôt admiratifs de Genève-Servette («Ça nous a fait plaisir que des Suisses battent enfin des Suédois, mais ce n'est de loin pas le cas de tout le monde en Romandie»). «Genève sera encore champion cette année», assure Alan.

Dans la Cité de Calvin, le hockey et le football sont deux entités du groupe Grenat (qui englobe également Servette FC Chênois Féminin et Servette Rugby) mais sont distants géographiquement, au moins jusqu'à ce que le projet d'une nouvelle patinoire au Trèfle-Blanc, à Lancy, aboutisse. La PostFinance Arena et le Wankdorf sont à 500 m l'un de l'autre, séparés par quelques terrains publics, dont deux en synthétique, et un grand parking, juste en sortie d'autoroute.

Un «mur» impressionnant

La zone, en périphérie mais proche du centre-ville, parfaitement desservie par des trams et la gare CFF Bern-Wankdorf, s'est imposée comme un centre de sport et de loisir où il fait bon venir en semaine comme les week-ends. La ferveur des Bernois pour leurs équipes a une explication structurelle. La patinoire impressionne par son «mur» (une vertigineuse tribune latérale), le stade de football a été véritablement pensé pour la satisfaction des utilisateurs (et non celle de l'architecte).

«Le nouveau Wankdorf [bâti en 2005] a été déterminant, estime Edmond Isoz. Les stades en Suisse alémanique ont été financés par des privés, qui amènent une approche beaucoup plus dynamique que la gestion étatique des stades romands.» L'engouement populaire est nourri, au sens figuré, par les succès (YB a gagné 10 000 spectateurs de moyenne depuis 2014) et, au sens propre, par les innombrables points de restauration que les deux clubs proposent.

En hockey, le nombre de fondues servies est une statistique dont les fans aiment se moquer, mais en l'absence d'un marché des transferts et avec des droits télé assez limités, c'est une importante source de revenus. Le CP Berne compte 17 restaurants, qui assurent des rentrées financières toute l'année. Young Boys dispose de 16 buvettes dans le stade, un restaurant extérieur, une tente et quatre food-trucks. Tout est fonctionnel, rapide, avec partout la vue sur le terrain. «Servette avait pris rendez-vous avec nous et Feldschlösschen une fois pour voir comment ça fonctionnait, et puis ils ont annulé», se souvient un responsable du *catering* croisé samedi, affairé aux préparatifs du match de dimanche.

A l'époque de l'ancien Wankdorf, dont il ne subsiste que l'ancienne horloge exposée sur l'esplanade, Matthias Aebischer était journaliste sportif et YB en Ligue B. L'élu se souvient de cette époque où tous les clubs de football et de hockey trichaient avec des caisses noires. «La différence, c'est que Servette est tombé plus bas et que YB s'est remis en ordre plus tôt.»

Une même sécurité financière

Aujourd'hui, le club a une ligne claire sur le plan sportif et un positionnement marketing défini en 2017 en collaboration avec l'Université de Berne. Les valeurs fondamentales sont la passion, le respect, le bon sens, la fiabilité et l'aspect familial. Ce sont à peu près les mots que Hugh Quennec, le premier à réunir hockey et football à Genève, avait fait peindre dans les couloirs à Servette, sans réellement passer aux actes.

En football, il est impossible pour un club suisse d'espérer un saut de qualité tel que celui réalisé par Genève-Servette avec ses Scandinaves. Alors Servette rattrape son retard, travaille mieux avec les jeunes (même si des agents estiment que la formation grenat valorise les bons élèves plus que les bons joueurs) pour que des Genevois ne se retrouvent plus dans le camp adverse, comme ce fut le cas avec Denis Zakaria, Ulisses Garcia, Anthony Racioppi, Alexandre Jankewitz, ou alors contre une forte somme de transfert, à l'image de Kastriot Imeri. Servette est aussi redevenu attractif pour ses anciens juniors, comme Jérémy Guillemenot et Dereck Kutesa, rentrés au bercail.

La bourde administrative révélée en début de semaine par la *Tribune de Genève* (les recrues de l'hiver n'ont pas été placées sur la liste des joueurs que le club voulait qualifier auprès de la Swiss Football League) a été considérée comme une conséquence de l'important turnover constaté ces derniers mois dans l'organigramme du groupe Grenat. C'est en tous les cas un exemple flagrant de ces petites choses de la vie interne d'un club, qui sont difficilement perceptibles pour le grand public mais qui font dire à l'entraîneur René Weiler que «Servette n'est pas encore prêt pour être champion.»

> **«Les clubs de Berne ont toujours eu un ancrage très fort, surtout en ville pour Young Boys, avec le soutien de l'arrière-pays pour le CP Berne»**
>
> EDMOND ISOZ, ANCIEN DIRECTEUR DE LA SWISS FOOTBALL LEAGUE

Néanmoins, Edmond Isoz considère que «même si les deux modèles sont très différents, il y a à YB comme à Servette uns sécurité financière qui donne un calme et une ligne directrice. On sait que l'on travaille sur le long terme, on ne panique pas en cas de contre-performance.»

«On s'est fait petit à petit»

Young Boys a vécu tout cela. Le club s'est construit progressivement, sous la conduite de l'ancien défenseur Christoph Spycher. «Lorsqu'il a commencé en tant que CEO il y a huit ans, il y avait 160 postes à temps plein et environ 200 personnes au club. Aujourd'hui, il y a près de 40 postes de plus pour environ 330 personnes», relevait dimanche la *NZZ*. Le club dispose de 60 millions de fonds propres.

«On s'est fait petit à petit», relativisait samedi Stéphane Chapuisat, un œil sur le match des M21 contre le FC Bienne. L'ancien attaquant est, depuis 2008, le responsable du recrutement et un membre influent de la direction sportive. Les matchs des M21, onzièmes du championnat de Promotion League, se jouent sur la pelouse du Wankdorf. «Comme la première et les M19», précise «Chappi». Le synthétique permet d'enchaîner les matchs et les entraînements. «C'est la principale raison pour laquelle on le conserve. Les trois équipes s'entraînent et jouent ici, elles ont toutes leurs affaires, elles se croisent.»

A Genève, Didier Fischer voulait en faire de même, pour les mêmes raisons, à la Praille, mais le projet de remplacer la pelouse naturelle a été abandonné en 2020. «Comme Servette, nous voudrions désormais avoir notre propre centre d'entraînement, surtout pour les jeunes. Mais il faut trouver un terrain en ville, avec des transports publics», indique Stéphane Chapuisat.

Samedi, Genève-Servette est venu battre le CP Berne. L'an dernier, les Genevois ont, pour la première fois en play-off, eu la peau de l'ours. Dimanche, Servette a fait tomber les Bernois chez eux, où ils étaient invaincus depuis mars 2022. Depuis son retour en Super League (2019), Servette est la seule équipe à tenir tête à Young Boys (7 victoires, 4 nuls, 7 défaites).

Jouer les titres

Mais Servette, 17 fois champion de Suisse, a perdu l'habitude de jouer le titre. Genève-Servette, qui l'a remporté l'an dernier pour la première fois de son histoire, doit apprendre à le jouer chaque année. Cette mentalité sera la dernière étape à franchir. «Il faut pouvoir gérer cette pression quand on joue en tête. C'est un apprentissage», expliquait Gérard Castella, le responsable (genevois) de la formation à YB, dans le *SontagsBlick*.

Les clubs de Berne ont l'habitude. «Quand j'y jouais, la pression des médias et du public était constante. Il fallait toujours gagner, se souvient Marc Gautschi, ancien joueur du CP Berne. Aujourd'hui, Zurich et Zoug ont cette mentalité, nous pas encore. Après notre titre, beaucoup de joueurs n'étaient pas prêts à enchaîner. Nous manquons de discipline, nous n'avons pas assez faim.» A Berne, la pression s'est déplacée de la PostFinance Arena au Wankdorf. Le club vit sa meilleure vie depuis 125 ans mais c'est comme s'il était en crise. Pour la *NZZ*, YB est tombé «dans le piège du Bayern». Dimanche, il est tombé dans celui de Servette.

Aux Césars, le triomphe d'«Anatomie d'une chute»

CINÉMA Après sa Palme d'or et avant de possibles Oscars, le film de Justine Triet a remporté six statuettes lors d'une cérémonie marquée par un discours de Judith Godrèche

L'actrice Sandra Hüller (g.) avec la réalisatrice Justine Triet, récompensées toutes les deux pour le film «Anatomie d'une chute». *(PARIS, 23 FÉVRIER 2024/TERESA SUAREZ/EPA)*

STÉPHANE GOBBO
𝕏 @stephgobbo

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour que la 49e cérémonie des Césars prenne une dimension politique et sociale, dans la foulée de la chute du monstre désacralisé Gérard Depardieu et des plaintes déposées par Judith Godrèche à l'encontre de Benoît Jacquot puis Jacques Doillon pour «viols avec violences sur mineure de moins de 15 ans». Avant même l'ouverture de la soirée par la présidente Valérie Lemercier, le tapis rouge menant au vénérable Olympia aura été le théâtre des premières prises de parole, avec d'abord celle de Vanessa Springora et Vanessa Filho, à savoir l'autrice du *Consentement* et la réalisatrice de son adaptation cinématographique – un récit et un film essentiels sur l'emprise psychologique et sexuelle, toxique et hors-la-loi, d'hommes de pouvoir sur des filles mineures.

«Je ne vous entends pas. Où êtes-vous?»

On aura ensuite entendu, entre autres, des représentantes du collectif 50/50 et de la CGT (Confédération générale du travail), puis l'actrice Ariane Ascaride, une des dix maîtres et maîtresses de cérémonie retenus pour animer la soirée. «On est dans un temps très particulier dans le cinéma français, et le cinéma est un miroir de ce qui se passe dans la société, a souligné la Marseillaise. On va entendre une parole qui me tient à cœur.» C'est elle qui, plus tard, introduira sur scène Judith Godrèche, dont le discours sera le moment fort de la soirée.

«C'est compliqué de me retrouver devant vous, mais il fallait que ça arrive, face à face, les yeux dans les yeux, a-t-elle commencé après une standing ovation. […] Je suis une foule qui vous regarde dans les yeux ce soir.

> «Le cinéma est un miroir de ce qui se passe dans la société»
>
> ARIANE ASCARIDE, ACTRICE

[…] Serait-il possible que nous puissions regarder la vérité en face? […] Je parle, je parle, mais je ne vous entends pas. Où êtes-vous? Nous sommes à l'aube d'un jour nouveau. Nous pouvons décider que des hommes accusés de viol ne puissent pas faire la pluie et le beau temps. […] On ne peut pas être à un tel niveau d'impunité, de déni et de privilège qui fait que la morale nous passe par-dessus la tête. Nous devons donner l'exemple, nous aussi.»

Avant cela, seule Valérie Donzelli, recevant avec Audrey Diwan le César de la meilleure adaptation pour le glaçant *L'Amour et les forêts*, sur un pervers narcissique œuvrant à la négation de la personnalité de sa femme, aura abordé le sujet par la bande: «Je voulais que l'héroïne soit vivante à la fin, comme une promesse, car je crois que le cinéma peut réparer.» Sacrée dans la catégorie de la meilleure actrice dans un second rôle, Adèle Exarchopoulos, jadis révélée par le controversé *La Vie d'Adèle*, d'Abdellatif Kechiche, s'est quant à elle contentée des remerciements de circonstance. Elle faisait face à trois de ses partenaires dans *Je verrai toujours vos visages*, Leïla Bekhti, Elodie Bouchez et Miou-Miou.

Avec neuf nominations et ce seul César à l'arrivée, le film de Jeanne Herry sur la justice restaurative est le grand perdant de la soirée. Et c'est compréhensible, tant il tombe souvent dans la facilité, là où *Le Règne animal* (cinq César pour 12 nominations) et *Anatomie d'une chute* (six César, 11 nominations) font preuve d'une grande originalité.

Film fantastique de Thomas Cailley en forme de fable sur le réensauvagement, *Le Règne animal* a été distingué dans des catégories dites secondaires (meilleure musique originale, meilleur son, meilleure photo, meilleurs costumes et meilleurs effets visuels) mais qui sont bien au cœur de sa réussite. Déjà récipiendaire de la Palme d'or du dernier Festival de Cannes, *Anatomie d'une chute* est de son côté un sidérant film de procès sur une femme accusée du meurtre de son mari, reposant sur un récit vu en partie à hauteur de l'enfant malvoyant du couple. Croulant sous les récompenses (Prix du cinéma européen, Bafta, Golden Globes, etc.) et en lice pour cinq Oscars, ce quatrième long métrage de Justine Triet a connu un succès tant auprès de la critique que du public.

SUR LE WEB

Retrouvez le palmarès complet sur Letemps.ch

Ella Rumpf meilleure révélation féminine

Après avoir reçu le César de la meilleure réalisation, la Française a confirmé avec celui du meilleur film, qu'elle a dédié «à toutes les femmes, celles qui se sentent coincées dans leurs choix, dans leur solitude, celles qui existent trop et celles qui n'existent pas assez, celles qui réussissent et celles qui ratent, et enfin celles qu'on a blessées et qui se sont libérées en parlant. Et celles qui n'y arrivent pas.» *Anatomie d'une chute* a également été récompensé pour son scénario et son montage, ainsi que pour les interprétations de Swann Arlaud (meilleur acteur dans un second rôle) et Sandra Hüller (meilleure actrice). «Mais c'est pas normal, je suis Allemande, qu'est-ce qui se passe?» s'est amusée la comédienne, soulignant que «la langue ne devrait jamais être un obstacle, mais toujours une possibilité».

D'autres discours, comme ceux d'Arieh Worthalter (meilleur acteur pour *Le Procès Goldman*) et de Kaouther Ben Hania (meilleur documentaire pour *Les Filles d'Olfa*) auront abordé la situation à Gaza, avec des appels à un cessez-le-feu immédiat. Recevant le César de la meilleure révélation masculine pour *Chien de la casse*, le très en vue Raphaël Quenard a de son côté proposé avec sa spontanéité désarmante un discours rompant avec la solennité de la soirée, exempte de ses traditionnelles capsules humoristiques. Tout comme la Franco-Suisse Ella Rumpf (née à Paris, elle a grandi à Zurich), très émue après avoir été sacrée meilleure révélation féminine pour *Le Théorème de Marguerite*. Coproduit par la société genevoise Beauvoir Films, ce long métrage lui vaut également une nomination aux Prix du cinéma suisse, qui seront décernés le 22 mars à Zurich.

La Berlinale reste fidèle à sa tradition politique

FESTIVAL L'Ours d'or a récompensé samedi le documentaire «Dahomey» qui aborde la question de la restitution par les anciennes puissances coloniales d'œuvres d'art volées

ATS

La Berlinale a sacré samedi une réalisatrice franco-sénégalaise de 41 ans, Mati Diop, pour son documentaire *Dahomey*. Ce film porte sur la question brûlante de la restitution par les anciennes puissances coloniales d'œuvres d'art volées en Afrique.

La coproduction italo-helvétique *Gloria!* de la jeune actrice et chanteuse italienne Margherita Vicario, également en lice pour la prestigieuse distinction, n'a pas été primée.

«Utiliser le passé pour avancer»

En récompensant un film qui aborde frontalement la question postcoloniale, le jury présidé par l'actrice mexicano-kényane Lupita Nyong'o, première personnalité noire à occuper ce poste prestigieux, est resté fidèle à la tradition politique de ce festival.

«Nous pouvons soit oublier le passé, une charge désagréable qui nous empêche d'évoluer, ou nous pouvons en prendre la responsabilité, l'utiliser pour avancer», a déclaré Mati Diop en recevant son prix. Fille du musicien sénégalais Wasis Diop et d'une mère travaillant dans l'art, Mati Diop, qui est née et a grandi à Paris, avait déjà remporté en 2019 le Grand Prix du Festival de Cannes pour *Atlantique*.

Le jury de la 74e Berlinale a également récompensé l'acteur roumano-américain Sebastian Stan (*A Different Man*), Prix de la meilleure interprétation. Il a décerné son Grand Prix du jury à un grand habitué du festival, le réalisateur sud-coréen Hong Sangsoo pour un film avec Isabelle Huppert (*A Traveler's Needs*), et son Prix du jury à *L'Empire* du Français Bruno Dumont. Sur les sept coproductions suisses projetées dans le cadre de la Berlinale, *Reinas* de Klaudia Reynicke s'est distinguée en recevant le Prix du meilleur film dans la catégorie «Generation Kplus».

PUBLICITÉ

LE TEMPS

PARTENAIRE MÉDIA

LE TEMPS

PARTENAIRE MÉDIA

«J'espère qu'on évitera de tomber dans les travers bling-bling du foot masculin»

(LA PRAILLE, GENÈVE, 13 FÉVRIER 2024/EDDY MOTTAZ/LE TEMPS)

PROFIL

1988 Naissance à Genève.

2006 Premier match en ligue A avec le FFC Berne.

2021 Championne de Suisse avec Servette FCCF.

2022 Dernier match avec l'équipe de Suisse.

2024 Nomination en tant que directrice sportive du Servette FCCF.

Une vie après le terrain

SANDY MAENDLY

L'ancienne footballeuse internationale aux 89 sélections vient d'être nommée directrice sportive du Servette Football Club Chênois Féminin. L'exemple d'une reconversion menée de l'intérieur

SYLVIA REVELLO
𝕏 @sylviarevello

Quitter le terrain sans toutefois trop s'en éloigner. Telle était l'ambition de Sandy Maendly, au moment de ranger ses crampons. A 35 ans, la footballeuse genevoise a réussi son pari. Elle vient d'être nommée directrice sportive du Servette Football Club Chênois Féminin, son équipe de cœur qu'elle a quittée puis retrouvée au cours d'une carrière professionnelle qui l'a également amenée à jouer 89 fois pour l'équipe nationale.

Repérer les talents, négocier les contrats et assurer l'intégration des nouvelles recrues, de la recherche d'appartements aux cours de français pour les non-francophones, Sandy Maendly assume désormais un rôle stratégique au sein du club de Women's Super League. Et les sollicitations ne se font pas attendre. Durant l'entretien, la porte de son bureau, situé derrière le stade de la Praille, n'arrête pas de s'ouvrir. «As-tu le temps de recevoir cette jeune gardienne pour un essai?» «Quand peut-on faire le point sur tel ou tel dossier?» La jeune femme en jeans et baskets répond avec le sourire. Pour elle, reconversion continue de rimer avec passion.

De postière à logisticienne

Sandy Maendly fait partie de cette première génération de joueuses qui ont consacré leur vie au football, sans jamais pouvoir en vivre complètement. De la Sardaigne à Vérone en passant par Schaffhouse et Madrid, où elle évolue dans différents clubs entre 2006 et 2018, la milieu de terrain est confrontée aux failles d'un domaine en voie de professionnalisation. Si les équipes féminines émergent un peu partout, les infrastructures, les conditions-cadres sont encore au stade embryonnaire. Pour tenir financièrement, la Genevoise occupera divers emplois, de postière à logisticienne aux CFF en passant par secrétaire.

Comme un goût de «reviens-y», Sandy Maendly a mis du temps avant de mettre un terme définitif à sa carrière de joueuse professionnelle. Le détachement s'est fait par étapes. En 2018, elle rentre à Genève après une décennie passée à l'étranger. Davantage qu'un sentiment d'échec, un goût d'inachevé domine. «Ce n'était pas facile d'encaisser les remarques de connaissances qui me demandaient pourquoi je revenais, ce que j'allais faire ici», confie Sandy Maendly. Le projet du Servette, après la fusion avec Chênois Féminin, constitue une planche de salut pour la joueuse qui s'investit corps et âme. L'équipe monte immédiatement en Ligue A et fête en 2021 son titre de champion de Suisse, le premier pour un club romand depuis Sion en 1977.

En parallèle, Sandy Maendly réintègre l'équipe nationale. En ligne de mire: l'objectif de l'Euro de foot féminin 2022 en Angleterre. Au bout de l'aventure, Sandy Maendly joue son dernier match en juillet 2022 contre les Pays-Bas. Elle est l'une des meilleures mais la Suisse perd. Devant les caméras, la joueuse ne peut retenir ses larmes. Elle se revoit à ses débuts, enfant de Servette qui vibre dans les tribunes du feu stade des Charmilles en compagnie de son père entraîneur, puis qui intègre, à l'âge de 11 ans, une équipe mixte du Grand-Lancy, faute de formation féminine.

A travers sa reconversion, Sandy Maendly veut participer à faire bouger les lignes de l'intérieur. «Une fille qui entre à 14 ans au Servette FCCF doit pouvoir s'imaginer jouer au sein de la première équipe, savoir qu'elle aura des conditions optimales pour se développer dans sa carrière de footballeuse mais aussi en tant que femme», plaide-t-elle, soulignant que si l'encadrement est bien plus professionnel que par le passé, les infrastructures dédiées manquent encore. Alors que l'équipe s'entraîne au stade de la Fontenette à Carouge, l'Académie est basée aux Trois-Chêne. «L'idéal serait de réunir ces deux entités sur un seul site pour créer un vrai pôle d'entraînement.»

L'Euro féminin 2025 en terres suisses

Trois fois championne de Suisse, trois fois championne d'Italie, Sandy Maendly dispose de la légitimité et de la sensibilité nécessaires pour anticiper les besoins des joueuses qu'elle encadre. Elle garde toutefois un regard critique sur l'évolution de son sport. «J'espère qu'on évitera de tomber dans les travers bling-bling du foot masculin. Evidemment que les conditions doivent s'améliorer, mais il ne faut pas se laisser aller au sentiment que tout est dû.»

Alors que la Suisse va accueillir l'Euro féminin en 2025, la politique du sport est-elle à la hauteur? Membre du comité d'organisation, Sandy Maendly suit de près les préparatifs des cinq matchs qui se joueront à Genève. «On est en contact avec la ville et le canton, ils sont conscients de l'importance de la manifestation pour le développement du foot féminin», souligne-t-elle. En revanche, le budget que le Conseil fédéral a débloqué pour l'événement [4 millions de francs, ndlr] n'est pas assez important. «Ils vont devoir faire un effort et revoir leur budget si on veut pouvoir organiser un événement à la hauteur des attentes.»

Si Sandy Maendly apprécie le fait de ne plus devoir «performer» au quotidien, l'intensité du sport lui manque. Elle s'est mise au paddle-tennis, un mélange de squash et de tennis, et garde un contact avec le ballon. Elle vient d'ailleurs de remporter la Coupe de Suisse de futsal (football en salle) avec l'AS Charmilles, une équipe d'anciennes professionnelles dont beaucoup sont des amies. «On joue pour le plaisir de se retrouver. Les liens créés sur le terrain sont particuliers, comme une deuxième famille.»

Un jour, une idée

Voyage à la table de Tamara Hussian

(DR)

VÉRONIQUE ZBINDEN

Méconnaissable. C'était hier un resto thaï plein de bruit et de fureur donnant sur le boulevard Georges-Favon, à Genève, c'est aujourd'hui un espace ouvert et lumineux, avec d'un côté, une galerie d'art (Wilde); de l'autre, une longue table de bois clair avec ses drôles de soliflores, une cuisine ouverte, un bar et un petit coin librairie. A terme, les artistes de la galerie devraient aussi investir le lieu, à l'instar du peintre Omar Ba, dont l'univers envoûtant inaugure les cimaises, explique la cheffe et entrepreneuse Tamara Hussian.

Formée auprès du triple étoilé annécien Laurent Petit, elle est un des talents émergents de Suisse romande, passée notamment par le Bleu Nuit, à Genève. Mais alors qui est Anouch? L'enseigne ne se réfère pas à une personne en particulier. C'est d'abord un prénom qui signifie «doux et sucré», en arménien et «bien plus, c'est devenu une expression usuelle pour souhaiter bon appétit, remercier la personne qui a cuisiné, pour offrir un café ou trinquer avec un bon vin». Un choix qui dit à la fois le lien à ses origines, auxquelles elle reste très attachée, et l'envie d'en faire un lieu chaleureux et convivial, avec une âme.

Tamara Hussian cultive en outre le goût des voyages: l'Iran et son usage raffiné des épices, mais aussi le Vietnam, le Cambodge, le Laos, la Thaïlande, la Malaisie, Singapour et le Japon… Autant d'expériences qu'elle transpose dans sa cuisine, en faisant son propre miso, ses yaourts ou son pain au levain, en s'inspirant du *soudjouk*, ce mélange d'épices arménien, du satay malaisien ou des *dashi* japonais – toujours pour sublimer des produits locaux. Les ingrédients sont bios pour l'essentiel, labellisés ou non. Avec l'envie de mettre en avant des producteurs formidables de la région, de la microferme du Sonneur, à Avully – «une qualité de légumes extraordinaire» – à l'agneau de Jussy, voire aux riz et épices de Lyzamir.

Et avec ça, la jeune cheffe entend bien pratiquer des prix décents et proposer à sa petite équipe une ambiance de travail agréable – en ouvrant du mercredi au samedi – et limiter les couverts à une quinzaine pour démarrer. Un lieu où voyager dans l'assiette et où le client se sentira accueilli, comme Genève en compte trop peu.

www.anouchrestaurant.com